

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DE
L'ÉTAT-CIVIL
DANS LA
zone française de l'Empire Chérifien

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Politique et Économique)

Présentée et soutenue le 17 Juin 1922, à 2 heures

PAR

A.-F. LE CAMPION
Administrateur des Colonies

Président : M. PERREAU, professeur.

Suffragants { MM. F. FAURE
de LAPRADELLE } *Professeurs*

PARIS (VI°)

ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI DE CONTI, 13

—
1922

*Thèse Paris
1922.*

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

95283
UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DE
L'ÉTAT-CIVIL
DANS LA
zone française de l'Empire Chérifien

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Politique et Économique)

Présentée et soutenue le 17 Juin 1922, à 2 heures

PAR

A.-F. LE CAMPION
Administrateur des Colonies



Président : M. PERREAU, professeur.

Suffragants { MM. F. FAURE
de LAPRADELLE } *Professeurs*

PARIS (VI^e)
ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE
13, QUAI DE CONTI, 13

—
1922

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

PREMIERE PARTIE

Fonctionnement de l'État-Civil dans la zone française de l'Empire Chérifien avant la promulgation du Dahir du 4 septembre 1915.

Dès l'année 1913, le gouvernement du protectorat français au Maroc avait prévu la nécessité de mettre en vigueur dans la zone française de l'empire chérifien un Etat-civil propre à cette zone; les circonstances l'amenèrent à promulguer le 4 septembre 1915 le dahir organisant cet état-civil. Avant d'en entreprendre l'étude, il est indispensable d'indiquer, tout au moins dans ses grandes lignes, l'état de la question antérieurement à l'établissement du protectorat. Cette étude préliminaire permettra de mieux saisir les raisons qui ont amené le gouvernement à créer un état-civil propre à la zone française de l'empire c érifien.

I. — L'ETAT-CIVIL N'EST PAS EN USAGE PARMI LES INDIGÈNES DE L'EMPIRE CHÉRIFIEN.

L'état-civil tel que nous l'entendons (c'est-à-dire, l'ensemble des réglementations obligeant tout habitant, tout citoyen d'un pays, à déclarer à une autorité

déterminée et dans des délais fixés tout événement modifiant son statut personnel ou celui des membres de sa famille) n'existe que dans les pays de civilisation européenne. Nous n'en retrouvons d'exemples ni dans les pays de l'Extrême-Orient, ni dans les pays de civilisation islamique, et c'est la raison pour laquelle dans ces contrées les consuls et autrefois les missionnaires se virent attribuer des fonctions d'officier de l'Etat-civil à l'égard des ressortissants des puissances européennes habitant ces pays lointains. L'Empire chérifien, pays de civilisation islamique, ne fit pas exception à cette règle générale et à notre arrivée dans ce pays aucune réglementation d'Etat-civil n'y existait en tant que loi propre à cet Empire, pas plus qu'il n'en existait en Tunisie ou en Algérie au moment de notre établissement dans ces pays.

Les sujets marocains, musulmans ou israélites, n'étaient donc obligés à aucune déclaration à l'occasion des naissances, des décès ou des mariages. On ne trouve d'acte écrit énonçant la filiation d'un individu, d'une façon très vague en général, qu'à l'occasion d'un contrat de mariage ou d'une mutation de propriété. Je dis intentionnellement contrat de mariage, puisque le mariage selon la loi islamique est valable par le simple consentement des époux et n'a aucunement besoin pour sa validité de la présence d'un officier de l'Etat-civil, c'est un acte consensuel et non un acte solennel. Ces actes écrits ne peuvent en aucune façon être assimilés à des actes de l'Etat-civil car ils ne précisent pas l'Etat-civil des comparants à l'acte et l'on n'y retrouve ni date de naissance, ni date de décès;

ils se bornent à indiquer que les bénéficiaires de l'acte sont fils ou filles de telle ou telle personne.

L'acte écrit passé devant le Cadi des villes et dont je donne copie ci-dessous est bien plus un contrat de mariage qu'un acte de mariage.

« Louange à Dieu ! Mariage est conclu, avec l'aide
« divine, entre (nom de l'époux) et son épouse
« (indiquer son nom), fille vierge, sous la tutelle de son
« père, remplissant les conditions requises, libre des
« empêchements, et cela contre un douaire composé
« de... (argent liquide) et d'un trousseau conforme à la
« tradition locale, le tout dû en deux portions soit ...
« (indiquer la première portion) pris et reçu par le
« père et tuteur d'une façon authentique et complète
« au vu des témoins rédacteurs du présent et le reste
« soit...(indiquer la deuxième portion) à remettre im-
« médiatement aussitôt que la demande en sera faite.
« Ce mariage a été consenti conformément aux pres-
« criptions du Livre et de la « Sounna » par le père
« parlant pour sa fille en vertu du pouvoir qu'il a de
« Dieu sur elle et étant donné ses intérêts qui lui sont
« confiés, et accepté par le mari contractant pour lui-
« même ainsi que ci-dessus et prenant l'engagement
« de s'y conformer. Puisse Dieu mener au bien les
« deux époux et mettre l'accord entre eux par l'effet
« de sa bonté et de sa générosité.

« Fait le.....

« Signature de (douze témoins)

« ou (deux notaires) ».

Cet acte de mariage ne rappelle en rien les actes de

mariage tels qu'ils sont rédigés suivant les divers Etats-civils européens. Il est à remarquer notamment que l'Etat-civil de chacun des futurs époux est indiqué) d'une façon bien incomplète puisque le nom de la mère de chacun des époux est passé sous silence et que la date et le lieu de naissance des futurs conjoints ne sont pas mentionnés. Ces actes écrits délivrés à l'occasion du mariage, si imparfaits soient-ils, présentent cependant la garantie suivante : ils sont inscrits à la date de leur confection sur les registres tenus dans les mahakmas des Cadis ; par conséquent, si les registres sont bien tenus, il sera possible de retrouver plus tard trace de ces mariages et par suite d'établir un commencement de filiation. Cette garantie était peut-être inopérante avant l'institution de contrôle des mahakmas de Cadis, mais à l'heure actuelle où ce contrôle est assuré par des fonctionnaires européens cette garantie donne son plein effet. Le contrôle de ces fonctionnaires s'exerce d'une façon très sérieuse sur la tenue des registres en usage dans les mahakmas des cadis, et on serait presque tenté de dire qu'il y a là une sorte d'essai de l'Etat-civil quant au mariage.

Les Israélites faisaient également usage des actes écrits, en ce qui concerne les mariages seulement. Dans ces actes, tout comme dans les actes de mariages des musulmans, il n'est donné qu'une filiation incomplète, sans mention de dates et lieux de naissance ; quand il s'agit de deux époux sans grande notoriété, les parents mâles de la ligne paternelle de chacun des époux sont seuls indiqués ; quand la famille de l'un

des fiancés ou des deux fiancés est célèbre, les parents mâles de la ligne maternelle de chacun des époux sont aussi indiqués. Pour donner une idée de ce qu'est un acte de mariage israélite, je donne ci-dessous le texte de l'un d'eux en supprimant simplement les noms propres des futurs époux :

« Acte du mariage israélite,

« Ce jourd'hui, Mercredi, douzième jour du mois de
« Kisliv de l'an cinq mille six cent quatre-vingt-deux
« de la création du monde, selon le compte de cette
« ville Souira (Mogador Maroc) sise sur les bords de
« la mer.

« Le jeune homme, le gracieux fiancé, le sieur ...
« fils de l'homme de bonne réputation le sieur... que sa
« fin soit heureuse, fils de l'honorable et respectable
« le vieillard... que son âme repose en paix, connu
« sous le nom de ..., et du côté maternel petit-fils du
« grand rabbin... a dit à la demoiselle et gracieuse
» fiancée... fille de l'homme de bonne réputation...
« que sa fin soit heureuse, fille de l'honorable et res-
« pectable... que son âme repose en paix, sois mon
« épouse, selon la loi de Moïse et d'Israël et moi avec
« l'aide de Dieu je serai plein d'égards pour toi. Je
« t'honorerai, je pourvoirai à ton entretien, ta nour-
« riture, tes vêtements selon la coutume et les usages
« des maris hébreux qui honorent, nourrissent, habil-
« lent et entretiennent leurs femmes comme il con-
« vient.

« Je te donne d'abord pour douaire de ta virgi-
« nité deux cents zouzis, qui font vingt-cinq zouzis

« en monnaie d'argent (75 frs.) qui te reviennent de
« droit de ma part, ainsi que les aliments, les habits,
« l'entretien, et te rendrai le devoir conjugal, chose
« commune à tous les peuples du monde.

« Ladite fiancée et demoiselle... ici présente a
« consenti à être l'épouse de son fiancé ici présent.

« Voici l'apport de ladite fiancée ici présente qu'elle
« a apporté de chez ses parents père et mère avec sa
« personne en effets d'habillement, vêtements bro-
« dés en or ou bijoux et literie, la somme de... douros
« en monnaie espagnole.

« Ledit fiancé lui donne comme donation la somme
« de... douros, en monnaie espagnole. Voici la somme
« totale pour laquelle ledit fiancé s'est engagé de
« sa propre et libre volonté tant en principal apport,
« don, augmentation et droit de virginité le montant
« de tout le présent acte (Kitouba) s'élève à la somme
« de... douros en monnaie espagnole.

« Ledit fiancé nous a ainsi déclaré : « J'accepte
« à ma charge et à celle de mes héritiers après moi,
« les garanties, sûreté, force et valeur, de tout le pré-
« sent acte du mariage (Kitouba) que tout le montant
« en soit payé sur tous les meilleurs biens que je pos-
« sède sous le ciel et tous ceux que je posséderai tant
« en meubles qu'en immeubles et jusqu'à mon man-
« teau. Je les sou mets, affecte et hypothèque au paie-
« ment de tout le présent acte tant en principal et
« apport, qu'en augmentation et droit sur le tout sans
« aucune restriction de ma part renonçant à attaquer
« les conditions du présent acte comme n'étant que des
« simples formules d'actes, tout au contraire.

En outre ledit fiancé nous a ainsi déclaré :

« J'accepte de ne pas me remarier avec une autre
« femme et de ne pas faire sortir ma fiancée de cette
« ville pour aller habiter une autre ville sans avoir
« la bonne volonté de ma fiancée suivant les coutumes
« et les règlements des habitants de la ville.

« Et dès à présent et au moyen de la chose propre
« à cet effet suivant la loi nous avons pris des mains
« dudit fiancé du sieur.... le Kénien (engagement)
« irrévocable relativement à tout ce qui est écrit et
« expliqué plus haut.

« Fait au jour, mois et ans que dessus, selon la
« loi de Moïse et d'Israël, que Dieu les garde et leur
« vienne en aide.

« Le tout est bien sincère, véridique et valable.

« Signé en hébreu :

« Les témoins

« Le rabbin ».

Cet acte de mariage n'est donc pas simplement un acte de consentement des futurs époux au mariage, il forme aussi contrat de mariage. Dans la deuxième moitié de cet acte, en effet, figurent les diverses conventions relatives à la constitution de la dot, à son remboursement, aux diverses obligations auxquelles s'engage le futur mari dans l'entretien du ménage.

Cet acte remis par les rabbins aux futurs époux, reste en règle générale entre les mains des parents de la femme pour constituer une garantie contre les infidélités possibles du mari ou même contre les tentatives de rupture du lien conjugal. Ces actes de ma-

riage ne sont copiés sur aucun registre en sorte que l'on ne peut dire que de tels actes constituent un commencement d'Etat-civil. Il faut voir dans ces écrits, bien plus une convention garantissant les ressources du futur ménage qu'un acte de l'Etat-civil, proprement dit. Les stipulations financières y sont, en effet, très détaillées; par contre, des renseignements qui devraient figurer dans des actes d'Etat-civil, comme par exemple les dates et lieux de naissance des futurs époux n'y figurent pas. Quelle garantie attribuer en outre à une pièce détenue par l'un des intéressés, même sans que la copie ou la minute en ait été transcrite sur un registre ad hoc tenu par une tierce personne? Inutile de dire qu'aucun renseignement concernant les naissances ou les décès n'existait, pas plus chez les Israélites marocains que chez les musulmans habitants de l'empire chérifien.

Cette absence d'Etat-civil propre aux sujets marocains n'a rien qui doive nous étonner; cette particularité n'est pas spéciale à la zone française de l'empire chérifien, elle est générale dans tous les états et chez les peuples qui n'ont pas l'acte écrit à la base de leur état juridique. Dans toute la législation musulmane, que ce soit en Egypte, en Tunisie, en Algérie ou au Maroc, la preuve testimoniale est la preuve par excellence dans les pays européens au contraire, la preuve écrite est la seule valable. Qu'en résulte-t-il? Il en résulte que dans un cas où un musulman doit prouver sa filiation, il a recours à la preuve testimoniale, réunit un certain nombre de

ses concitoyens qui déclarent devant les adouls que le nommé un tel est bien fils de telle personne. L'Etat-civil n'est donc pas nécessaire pour établir une filiation, la commune renommée suffit; en Europe, l'acte de notoriété est d'usage exceptionnel et ne supplée à un acte d'état-civil que lorsque des circonstances imprévues (état de guerre notamment) empêchent de le produire, dans les pays musulmans au contraire l'acte de notoriété est d'usage courant de nos jours encore.

L'état social et l'état politique des pays de législation musulmane n'imposaient d'ailleurs en aucune façon un état-civil régulier; il n'y existait ni élections, ni service militaire, ni impôts personnels qui nécessitassent un dénombrement exact de la population.

Toutes ces considérations sont résumées dans l'ouvrage de M. Emile Larcher, professeur à la faculté de droit d'Alger, intitulé *Traité élémentaire de Législation algérienne* et qui s'exprime ainsi : « A l'époque de la conquête de l'Algérie, les indigènes musulmans ignoraient complètement toute institution comparable à nos registres de l'état-civil. Leurs naissances, pas plus que leurs décès, n'étaient inscrits nulle part, si bien que la plupart d'entre eux ignoraient et d'ailleurs beaucoup ignorent aujourd'hui encore, leur âge. Leurs mariages faisaient sans doute, l'objet d'un acte écrit puisque, en droit musulman, la dot est de l'essence du mariage; mais l'acte dressé par le Cadi ne présentait en vérité, aucune garantie; les lacunes étaient fréquentes dans ce que, par comparai-

son, on pourrait appeler les minutes du Cadi. Les divorces et les répudiations ne se trouvaient constatés par écrit que dans les cas où il fallait recourir au cadi comme juge. Mais cette situation n'avait, dans la société exclusivement indigène, que des inconvénients restreints; une publicité de fait remplaçait la publicité légale, à raison des fêtes ou cérémonies, qui, dans les coutumes indigènes accompagnaient les principaux événements de la vie civile; repas, festoiments, bruits de tambourins, détonations de fusil fixaient ces événements dans la mémoire des témoins, et la preuve testimoniale, par la suite, pouvait établir d'une façon suffisamment précise les parentées contestées ».

La situation des indigènes musulmans algériens au point de vue Etat-civil, telle qu'elle est décrite par M. le professeur Larcher et telle qu'elle existait au moment de la conquête de l'Algérie peut s'appliquer encore à l'époque actuelle aux indigènes musulmans de l'empire chérifien. Pas plus que les indigènes musulmans algériens en 1830, les musulmans marocains ne faisaient inscrire les naissances ou les décès de leurs enfants ou de leurs parents, les mariages ne donnaient lieu dans l'empire chérifien en 1914, comme en Algérie, en 1830, à un acte écrit qu'en raison des stipulations financières qui interviennent dans cet événement. La Tunisie au moment de l'établissement de notre protectorat, se trouvait également dans les mêmes conditions de telle sorte que le même problème, l'établissement d'un Etat-civil, s'est posé à

trois époques différentes et dans trois pays différents ; nous verrons dans la suite de cette étude la manière dont il fut résolu dans l'empire chérifien suivant une méthode se rapprochant très sensiblement des errements suivis dans la législation tunisienne.

II. — L'ÉTAT-CIVIL CONSULAIRE, SES INCONVÉNIENTS

Si les sujets marocains s'accommodaient très bien de cette absence d'Etat-civil, il ne pouvait en être de même de l'Européen de quelque nationalité qu'il fût, venu au Maroc pour entreprendre des affaires. Bien que résidant en pays étrangers, ces Européens et en particulier les Français, restaient soumis aux obligations de leurs codes civils respectifs et par conséquent à toutes les formalités de leur Etat-civil. Or, il est à remarquer que dans certaines villes de la côte, des Européens s'étaient établis pour une longue durée quelquefois même sans esprit de retour dans la mère-patrie. Ils avaient par conséquent emmené leur famille dans leur nouvelle résidence. Il en résultait que les actes de l'Etat-civil à enregistrer étaient nombreux et que les Européens étaient obligés d'avoir souvent recours aux bureaux d'Etat-civil, ouverts dans chacun des consulats de leur nationalité.

Quels étaient donc les moyens mis à la disposition des Européens pour remplir leurs obligations de l'Etat-civil ? Aucun Etat-civil n'existant suivant la législation de leur pays de résidence, le Maroc, les Européens durent avoir recours à l'Etat-civil tenu

par les consuls de leur nationalité. Ces pouvoirs des consuls étaient réglementés par des lois édictées dans leur pays d'origine.

En France, le fonctionnement de l'Etat-civil français à l'étranger a été prévu dans le Code civil aux articles 47, 48 et 170; l'article 48 confère aux agents diplomatiques et consulaires les pouvoirs d'officiers de l'Etat-civil; les articles 47 et 170 indiquent les conditions que doivent remplir les actes reçus par les autorités locales étrangères pour être valables en France.

Différents textes, notamment l'ordonnance du 23 octobre 1833 ont en outre précisé le fonctionnement de cet Etat-civil consulaire.

L'article 48 du Code civil spécifiant expressément que les agents diplomatiques et consulaires doivent recevoir les actes d'Etat-civil conformément à la loi française, nous n'entreprendrons pas l'étude de l'Etat-civil consulaire. Une seule particularité semble intéressante à signaler : la loi du 29 novembre 1901 qui autorise les mariages consulaires de Français avec une étrangère et dans les seuls pays désignés par décrets du Président de la République. Au nombre de ces pays se trouve justement le Maroc.

Cette loi du 29 novembre 1901 a remédié à un état de choses fâcheux, en effet avant la promulgation de cette loi tout Français habitant le Maroc et désirant se marier avec une étrangère ou inversement ne pouvait faire célébrer son mariage devant l'officier de l'Etat Civil français. Il se présentait donc, s'il était

catholique, devant le curé de sa résidence, et faisait célébrer son mariage religieux, puis se rendait au Consulat où son mariage était enregistré sur les registres de l'Etat civil et acquiescrait ainsi toute valeur légale. Cette loi du 29 novembre 1901 réduisit dans une notable mesure les cas d'application du mariage religieux.

Sans vouloir entreprendre la critique de l'Etat-civil consulaire, ni signaler les lacunes que pouvait présenter son application en égard aux conditions spéciales dans lesquelles vivaient les Français et les étrangers résidant au Maroc; nous ferons cependant remarquer que :

1° L'Etat-civil consulaire français était accessible aux seuls français, à moins de mariages mixtes, à l'exclusion de tous mariages contractés par deux futurs conjoints tous deux de nationalité marocaine ou étrangère. Il ne pouvait guère en être autrement puisque le Code appliqué était le Code civil français.

2° Les bureaux de l'Etat civil étant tenus par les consuls étaient en nombre égal aux postes consulaires. Ils n'étaient par suite que fort peu nombreux; en fait, il n'y avait de consuls que dans les ports de la cote marocaine.

Il est utile de signaler dès maintenant ces deux points car l'Etat-civil institué par le dahir du 4 septembre 1915 dans la zone française de l'empire chérifien y apportera des modifications qui donneront à cet Etat-civil nouveau un caractère tout à fait spécial.

Angleterre. — Le législateur anglais a réglementé lui aussi les attributions des consuls à l'étranger en ce qui concerne l'état-civil d'une façon générale et plus spécialement la célébration du mariage. Les règles concernant l'Etat-civil sont détaillées et commentées dans le recueil de lois que possède chaque consulat.

Nous voyons notamment que suivant la loi anglaise réglementant les mariages à l'étranger ((*The Foreign Marriage act 1892 et the foreign marriages orders in Council 1892, 1895, and 1903*) les consuls ne peuvent procéder à la célébration du mariage que de deux anglais ou de deux futurs dont l'un serait anglais. En ce point, les pouvoirs du consul ou de l'agent consulaire anglais ne diffèrent pas sensiblement de ceux accordés à leurs collègues français. Un autre point est également à signaler dans la réglementation de l'Etat-civil tenu par les consuls anglais : ces derniers en effet n'ont pas tous les mêmes pouvoirs ou plutôt leurs pouvoirs en tant qu'officier de l'Etat-civil varient suivant les postes qu'ils occupent. Aucun consul anglais ne peut procéder à la célébration du mariage s'il n'est muni d'un pouvoir appelé « warrant » l'autorisant à cet effet. Les instructions données à ce sujet aux consuls anglais sont très strictes car il est dit dans les instructions citées plus haut. « Aucun agent consulaire non muni de pareille autorisation ne peut « procéder à la célébration d'un mariage ». Ce pouvoir, ainsi que je le disais plus haut, n'est pas attaché à la personne mais à la résidence. C'est ainsi que dans toute la région du Sud du Maroc, le Consul de Mogador

peut seul procéder à un mariage, le Consuls de Saffi et de Marrakech n'ont aucun pouvoir à cet effet, aussi bizarre que cela puisse paraître étant donné l'importance de Marrakech par rapport à Mogador. Les instructions données aux agents des consulats sont assez complètes et je crois intéressant d'en donner ci-dessous un extrait traduit tiré du recueil de textes en usage dans les Consulats :

« 1. — Les statuts réglementant la célébration dans
« les consulats anglais des mariages de deux personnes
« toutes deux sujets anglais ou dont l'une des deux
« est sujet britannique sont « *The Foreign Marriage*
« *act 1892 et The Foreign Marriage Orders in Council*
« 1892, 1895, and 1903 » annexes, 1, 2, 3 and 4 to this
« chapter ».

« L'acte et les instructions en Conseil concernent
« seulement les mariages qui doivent être célébrés
« à l'étranger et ne confèrent aucun pouvoir aux
« agents consulaires en ce qui concerne la célébra-
« tion des mariages dans le Royaume-Uni.

« 2. — Les fonctionnaires consulaires qui ont pou-
« voir de remplir les fonctions spécifiées à l'acte
« et aux ordres en Conseil doivent être mis au cou-
« rant de leurs fonctions. Ils doivent se rappeler
« que du manque de régularité de leur part, il pourrait
« résulter que des personnes qui se croiraient vala-
« blement mariées de par la loi verraient leur mariage
« remis en question, ce qui amènerait de sérieuses con-
« séquences quant à la sécurité de leurs biens, la
« légitimité de leurs enfants et leur propre état social.

« Toute irrégularité commise par un officier peut gravement affecter la position de ce dernier,

« 3. — L'acte de l'Ordre du Conseil de 1892 stipule
« que les Consuls généraux, Consuls, Vices-consuls,
« agents consulaires (ou toute personne dûment
« autorisée à remplir ces fonctions momentanément)
« et les pro-consuls doivent se conformer aux règlements de la loi pour célébrer les mariages pourvu
« qu'ils aient en leur possession l'autorisation écrite
« provenant du Secrétaire d'Etat et le constituant
« officiers de l'Etat-civil capables de procéder aux
« mariages.

« Une telle autorisation connue sous le nom de
« warrant » est donnée à chaque officier consulaire
« ayant pouvoir de procéder aux mariages. Cette
« autorisation ne désigne aucun officier consulaire
« personnellement, mais donne l'autorisation à tout
« officier consulaire qui occupe ou régit le poste désigné dans le warrant.

« Aucun officier d'Etat-civil ne peut célébrer de
« mariage s'il n'est muni de ce « warrant ».

En résumé les nationaux anglais n'étaient pas mieux partagés que les français en ce qui concerne l'Etat-civil, on peut même dire qu'ils avaient moins de facilités que les français puisqu'ils ne pouvaient faire procéder à la célébration de leur mariage que devant les agents de certains consulats.

Espagne. — L'article 326 du Code Civil espagnol donne pouvoir aux agents consulaires ou diplomatiques à l'étranger d'enregistrer les actes de l'état-civil.

Il spécifie en effet : « Le registre de l'Etat-civil comprendra les annotations ou inscriptions de naissance, mariages, reconnaissances, et légitimations, décès et naturalisations et sera à charge des juges municipaux ou autres fonctionnaires de l'ordre civil en Espagne *et des agents consulaires ou diplomatiques à l'étranger.*

III. — LE DÉVELOPPEMENT DE LA COLONISATION EUROPÉENNE ET L'ÉTAT POLITIQUE DE LA ZONE FRANÇAISE DE L'EMPIRE CHÉRIFIEN OBLIGENT LE GOUVERNEMENT DU PROTECTORAT A CRÉER UN ETAT-CIVIL PROPRE A CETTE ZONE.

Tant que le Maroc ne fut pas pacifié et que l'Européen ne put s'établir dans l'intérieur, le système en vigueur ne présenta aucun inconvénient. Commerçant ou agent de fabrique, il habitait dans une ville où résidait un consul de sa nationalité ou un agent consulaire chargé de la chancellerie du consulat ou à défaut un consul d'un autre pays chargé de veiller sur ses intérêts et par conséquent habilité à recevoir les actes d'État-civil. C'est ainsi que le Consul de France dans beaucoup de villes était chargé des intérêts des nationaux suisses et russes et recevait les actes d'État-civil des ressortissants de ces pays. Les étrangers n'étaient donc pas mieux partagés que les français à ce sujet ; comme eux ils ne pouvaient faire enregistrer les actes d'État-Civil que par leurs consuls respectifs et leur Etat-civil national ne présentait

pas pour eux plus de facilités que l'État-civil français pour ses ressortissants en égard à leur situation spéciale au Maroc.

La France en s'établissant au Maroc soumit d'une façon effective l'intérieur du pays à l'autorité du maghzen; la zone de pacification s'étendit comme une tache d'huile autour des villes et bientôt les Européens purent s'établir comme colons à l'intérieur. Jusqu'à cette époque peu ou presque pas d'Européens ne s'étaient établis à demeure en dehors des agglomérations urbaines, les quelques rares individus qui s'occupaient d'agriculture n'habitaient pas leurs propriétés mais les faisaient cultiver par des indigènes, associés dans les bénéfices et assurant en même temps la garde de leurs domaines. L'Européen, à cette époque, ne pouvait faire autrement; s'établir à demeure à l'intérieur du pays eut été trop dangereux car il aurait été à la merci des habitants des douars environnants qui n'auraient eu aucun scrupule de rendre à l'Européen la vie tellement désagréable et peut-être même dangereuse qu'ils auraient été obligés d'abandonner leurs propriétés. D'ailleurs, le seul fait qu'aucun Européen ne s'était établi en dehors des villes avant notre arrivée indique bien le danger de cette installation dans la campagne même. Les Européens établis au Maroc avant notre arrivée étaient très entreprenants, et si le fait avait été possible, nous aurions sûrement trouvé des colons établis dans l'intérieur du pays.

La pacification devenant une chose effective, l'Européen de quelque nationalité qu'il fût, put acheter des

terres vacantes et s'établir à l'intérieur du pays. Dès cette époque, nous voyons des propriétés habitées par des Européens, soit que ceux-ci cultivent eux-mêmes leurs terres, soit qu'ils soient établis comme fermiers, nous voyons aussi s'établir de petites industries rurales, en particulier des minoteries à façon, dirigées par des Français ou des étrangers. En un mot, tout le Maroc et non plus seulement les villes marocaines de la côte se peuplaient d'Européens au fur et à mesure des progrès de notre pénétration. Le développement de la colonisation suivit pas à pas le développement de la pacification. L'Européen s'était contenté jusque là de l'État-civil consulaire parce qu'il lui était facile de s'y conformer. Il n'en fut plus de même du jour où il s'établit dans l'intérieur du pays, dans des fermes isolées ou de petites agglomérations rurales telles que Ber Rechid, Settat, Dar Bel Hamri, Petit-Jean, Mechra bel Ksiri. Supposons un colon habitant Mechra bel Ksiri ou Souk El Arba du Gharb, quel tracas et quelle fatigue aurait été pour lui de se rendre à Rabat remplir les formalités d'État-civil nécessaires pour être en règle avec les prescriptions de sa loi nationale. Un tel état de choses ne pouvait durer; le développement de la colonisation au Maroc rendait nécessaire la suppression de l'État-civil consulaire et son remplacement par un État-civil propre à l'empire chérifien répondant mieux aux nouvelles conditions de vie des Européens au Maroc.

En outre, on peut supposer que certains colons européens, établis au Maroc sans esprit de retour dans leur

ancienne patrie, particulièrement des Espagnols et des Italiens, seraient très heureux de bénéficier des avantages d'un État-civil régulier sans être obligés de se rendre parfois très loin, pour se présenter devant un consul de leur nationalité.

Rien ne dit au surplus queles indigènes eux-mêmes ne seraient pas désireux de recourir à l'État-civil: Le Marocain est très ouvert aux idées modernes, il admet volontiers la façon de procéder européenne du moment qu'il y trouve de l'utilité; le jour où il verra son intérêt de faire constater par écrit son mariage, la naissance ou le décès de ses parents suivant les règles européennes, il profitera de l'État-civil chérifien. Pour l'instant, il ne faut pas l'y forcer, car cette obligation lui paraîtrait vexatoire et risquerait de compromettre le succès de cette mesure; il faut laisser l'indigène Marocain libre de voir où est son véritable intérêt, lesuccès de l'État-civil marocain une fois que les avantages en seront appréciés ne fait pas de doute à ce sujet surtout en ce qui concerne les israélites.

Enfin il était à prévoir que l'Administration civile du Protectorat français au Maroc se développerait chaque jour davantage et que par suite certains postes consulaires français seraient supprimés; d'où la nécessitéderemplacercesfonctionnairesfrançais par des fonctionnaires chérifiens auxquels on donnerait les mêmes attributions notamment celles concernant l'État-civil. Si toute constitution d'un État-civil chérifien ouvert à tous était impossible avant l'établissement du Pro-

tectorat français par suite du manque de fonctionnaires Chérifiens capables de remplir les fonctions d'officier de l'État-civil : il n'en était plus de même du jour où des fonctionnaires français devinrent fonctionnaires de l'empire chérifien.

Il était nécessaire de prévoir dès lors la constitution d'un État-civil propre à l'Empire chérifien et de désigner les fonctionnaires qui rempliraient les fonctions d'officier de l'État-civil afin de remplacer sans à coup les consuls dans ces fonctions très délicates, au fur et à mesure de la suppression des postes consulaires.

C'est pour répondre à toutes ces considérations que fut promulgué le dahir du 4 septembre 1915 constituant un État-civil dans la zone française de l'Empire chérifien (B. O. n° 150 du 6 septembre 1915, page 554 et suivantes).

Il est à noter que les faits qui ont conduit le législateur marocain à établir un État-civil chérifien, distinct de l'État-civil consulaire, et destiné plus tard à le remplacer, se sont produits également en Tunisie, pays de Protectorat présentant beaucoup de caractères communs avec le Maroc et que dans ces deux pays les mêmes causes ont produit les mêmes effets. On peut lire en effet dans le préambule au décret tunisien du 29 juin 1886 instituant l'État-civil dans la Régence de Tunis ». « Nous nous efforçons, sous l'inspiration de « notre puissant protecteur, le Gouvernement de la « République française, de mettre les institutions de « notre pays en harmonie avec celle des puissances amies

« afin que leurs sujets établissent sur notre territoire y trouvent au fur et à mesure des progrès que nous nous proposons d'accomplir toutes les garanties qui leur sont offertes dans leurs patries respectives; aujourd'hui nous jugeons que le moment est venu de créer dans notre région un État-civil où chacun sans distinction de nationalité pourra faire inscrire les actes de cet ordre qui le concernent. »

Le Gouvernement chérifien exprime aussi la même pensée dans les motifs du dahir du 4 septembre 1915; « Voulant dans la mesure du possible, que les nationaux ou sujets des puissances amies trouvent sur le territoire de notre Empire la plus grande partie possible des garanties qui lui sont offertes dans leurs respectives patries. Voulant notamment, donner à tous, sans distinction de nationalité, qu'ils y soient astreints par leur loi nationale ou non, la faculté de faire établir les actes relatifs à leur État-civil ».

A ces considérations il n'y a rien à ajouter; elles résument d'une manière complète et parfaite aussi bien pour la Tunisie que pour le Maroc les raisons qui ont déterminé le Gouvernement local à instituer un État-civil régulier. Les motifs sont identiques dans les deux protectorats, les circonstances d'application étant les mêmes.

IV. — ESSAI D'ÉTAT-CIVIL PROPRE A LA RÉGION DU GHARB (DAHIR DU 18 JUIN 1913).

Nous devons signaler encore que les motifs qui ont amené en 1915 le gouvernement de l'empire chérifien

à instituer dans la zone du Protectorat français du Maroc un Etat-civil existaient déjà en 1913 dans certaines régions du Maroc. Le législateur marocain promulgua à cette époque un dahir portant règlement sur les déclarations de naissances et de décès à Mèhédyà et Kénitra. Dans la région du Gharb, au centre duquel ces deux villes étaient situées, des centres de colonisation s'établirent de bonne heure et se peuplèrent assez rapidement d'Européens de toute nationalité. Il fut institué à leur intention un Etat-civil spécial se juxtaposant, en ce qui concerne les naissances et les décès seulement, à l'Etat-civil tenu par leurs consuls respectifs. Ce fut la première dérogation apportée au régime en vigueur jusqu'à cette date et le premier texte de législation marocaine en ce qui concerne le régime de l'Etat-civil.

Le Dahir du 18 juin 1913 (13 redjeb 1331) inséré au *Bulletin Officiel* n° 37) portait règlement sur les déclarations de naissance et de décès à Mèhédyà et Kénitra et chargeait du soin d'enregistrer ces actes les officiers du bureau de renseignements ou le contrôleur civil de ces postes. Il était ainsi conçu :
« Dahir portant règlement sur les déclarations de
« naissances et de décès à Mèhédyà et Kénitra.

« Louange à Dieu seul.

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

« Considérant que l'accroissement de la population
« européenne dans notre Empire, particulièrement
« dans la région de Mèhédyà et Kénitra, nécessite
« la création de registres de l'Etat-civil, je désire que

« l'on sache par le présent, puisse Dieu Très-Haut en
« illustrer la teneur, que Notre Majesté chérifienne
« a décidé de conférer au chef du bureau de rensei-
« gnements de Méhédya et de Kénitra, ou à son re-
« présentant, le droit de recevoir les déclarations de
« naissances et de décès et celui de légaliser les signa-
« tures des étrangers.

« En conséquence :

Actes de naissance.

« ART. 1. — Les déclarations de naissance seront fai-
« tes dans les trois jours qui suivront l'accouchement,
« au chef du bureau des renseignements. Ce délai sera
« augmenté d'un jour par myriamètre de distance en-
« tre le lieu de naissance et le siège du bureau des ren-
« seignements.

« ART. 2. — La naissance d'un enfant sera déclarée
« par le père ou, à défaut du père, par les personnes
« qui auront assisté à l'accouchement et, lorsque la
« mère sera accouchée hors de son domicile, s'il est
« possible par la personne chez qui elle sera accouchée.
« L'acte de naissance sera rédigé immédiatement en
« présence de deux témoins.

« ART. 3. — L'acte de naissance énoncera le jour,
« l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant
« et les prénoms qui lui seront donnés; les prénoms,
« noms, professions et domiciles et nationalités des
« témoins.

« L'acte de reconnaissance d'un enfant sera ins-
« crit sur les registres, à sa date, et il en sera fait

« mention en marge de l'acte de naissance, s'il en
« existe un ».

Actes de décès.

« ART. 1. — L'acte de décès sera dressé par le chef
« du bureau des renseignements sur la déclaration
« de deux témoins. Ces témoins seront, s'il est pos-
« sible, les deux plus proches parents ou voisins, ou,
« lorsqu'une personne sera décédée hors de son do-
« micile, la personne, si faire se peut, chez laquelle
« elle sera décédée et un parent ou autre.

« ART. 2. — Les déclarations de décès seront faites
« dans les trois jours du décès au chef du bureau des
« renseignements.

« ART. 3. — Ce délai sera augmenté d'un jour par
« myriamètre de distance entre le lieu de décès et
« le siège du bureau des renseignements.

« ART. 4. — L'acte de décès contiendra les prénoms,
« noms, âge, profession, domicile et nationalité, de
« la personne décédée; les prénoms, nom de l'autre
« époux si la personne décédée était mariée ou veuve;
« les prénoms, noms âges, professions et domiciles
« des déclarants, et, s'ils sont parents, leur degré de
« parenté. Le même acte contiendra, de plus, autant
« qu'on pourra le savoir, les prénoms, noms, profes-
« sions et domicile des père et mère du décédé, et
le lieu de sa naissance.

Légalisation de signatures.

« ART. 1. — La légalisation de signature des parti-
« culiers sujets étrangers, c'est-à-dire non marocaines

« qui résident dans la circonscription de Méhedya
« et de Kénitra est confiée au chef du bureau des
« renseignements ou à son remplaçant

« ART. 2. — Les particuliers ne peuvent exiger la
« légalisation de leur signature, par le fonctionnaire
« désigné à l'article précédent, sur des écrits contraires
« à l'ordre public, aux bonnes mœurs, préjudiciables
« ou injurieux pour des tiers, ou manifestement
« dépourvus de toute valeur légale ou de tout carac-
« tère d'utilité. Les signatures devront être apposées
« par les particuliers en présence de l'officier chargé
« d'en faire la légalisation et après justification par
« les parties intéressées de leur identité et de la qua-
« lité par elle prise dans l'acte.

« Si l'auteur d'une signature dont la légalisation
« est requise est décédé, absent ou hors d'état de
« l'apposer de nouveau en présence de l'officier, la
« véracité pourra néanmoins en être attestée par
« deux personnes majeures d'une honorabilité no-
« toire et les signatures de ces dernières seront lé-
« galisées dans les formes et suivant les règlements
« prescrits au paragraphe précédent. L'accomplisse-
« ment de ces formalités emportera légalisation de
« la signature de l'individu décédé ou non présent.
« La formule de légalisation contiendra mention
« de la comparution des parties et de la reconnais-
« sance de l'identité ou, suivant les cas, les circons-
« tances qui auront rendu leur comparution inutile ou
« impossible. Cette formule contiendra également
« l'attestation de la capacité des témoins appelés

« à certifier la signature d'un absent et l'accomplissement des règles de la légalisation en ce qui les concerne, dans les cas prévus au paragraphe précédent »

« Fait à Marrakech, le 13 redjeb 1331 (18 juin 1913)

« Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 4 juillet 1913.

P. Le Commissaire Résident général,

« Le Ministre plénipotentiaire,

délégué à la Résidence Générale,

« DE SAINT-AULAIRE ».

Ce dahir ne parle pas, le fait est à noter de la célébration des mariages. Les consuls français de Rabat ou de Larache suivant les localités, restaient donc seuls qualifiés pour procéder à l'union des colons français résidant dans le Gharb. La question de délai n'intervenant pas dans le mariage..., il n'y avait aucune raison de charger les contrôleurs civils ou officiers de renseignements résidant dans ces régions de célébrer les mariages. L'intérêt de cette mesure était en effet de rapprocher les bureaux d'Etat-civil de ceux qui devaient y avoir recours et par conséquent de permettre aux habitants européens de ces régions de faire leurs déclarations dans les délais fixés.

Le dahir fut effectivement appliqué à Méhédya, Kénitra, et à l'Annexe de Souk el Arba de Charb où le contrôleur suppléant faisait fonctions d'officier

de l'Etat-civil. Cette mesure fut très appréciée de la Colonie européenne et de nombreux actes de naissance et de décès furent enregistrés, dans chacun de ces Postes.

Ce dahir constituait bien une première modification à l'Etat-civil consulaire en vigueur jusqu'à cette date et présentait certaines particularités que nous trouverons dans l'Etat-civil chérifien. Les officiers ou fonctionnaires chargés de cet Etat-civil par mesure spéciale appliquaient le Code civil français sauf une dérogation très importante. Il était permis, en effet, d'inscrire sur ce registre toute mention de naissance ou de décès, même concernant un étranger européen, et non plus les Français seuls. C'est là l'une des particularités qui caractérise l'Etat-civil chérifien ainsi que nous le verrons par la suite.

V. — MARIAGE RELIGIEUX.

Une étude sur l'Etat-civil dans l'empire Chérifien serait incomplète s'il n'était parlé même brièvement du mariage religieux auquel avaient recours les Européens quand ils ne pouvaient se présenter à l'Etat-civil tenu par leurs consuls. Les Français comme les autres étrangers ne manquaient pas d'en user et ce mariage passé uniquement devant le ministre d'un culte était reconnu valable en France s'il remplissait certaines conditions. L'usage de ce mariage fut surtout fréquent avant la loi du 29 novembre 1901 qui

permet aux consuls en service au Maroc de procéder à la célébration des mariages entre Français et étrangers. Avant la promulgation de cette loi, en effet, tout Français désirant contracter mariage avec une étrangère ne pouvait faire célébrer son union par son consul, officier de l'Etat-civil, incompétent en pareil cas ; pour que son mariage fut célébré, il devait se présenter devant le ministre du culte qui pouvait procéder au mariage de deux individus appartenant au culte dont il était le ministre quelque fût leur nationalité. Ce mariage était en outre soumis à certaines formalités pour que sa validité fût reconnue par les autorités françaises formalités qui sont indiquées aux articles 170 et 171 du Code civil. Ces mariages entre Français et étrangers célébrés par le ministre du culte étaient transcrits par le consul si les formalités exigées par le Code civil étaient remplies et le mariage acquiescrait de ce fait la même valeur à l'égard des autorités françaises que tout autre mariage célébré par l'autorité civile compétente.

De tels mariages dont la légitimité ne faisait pas de doute tant que le Maroc ne fut pas pourvu d'un Etat-civil propre à son territoire continuèrent d'être célébrés assez souvent après la promulgation du dahir du 4 septembre 1915. La validité de telles unions fut alors combattue par certains tribunaux du protectorat tandis que d'autres le reconnurent et à l'heure actuelle la controverse dure encore sans que nous soyons en présence d'une jurisprudence bien définie et bien arrêtée.

a) *Ordonnance royale du 3 mars 1781.* — Quels sont donc les textes qui établissent la validité du mariage religieux? Le premier texte réglementant l'exercice du mariage religieux est l'ordonnance royale en date du 3 mars 1781. Cette ordonnance réglemente les pouvoirs des cures ou autres prêtres desservants en matière d'Etat-civil dans les Echelles du Levant et de Barbarie. Il y était dit notamment dans son article 1^{er} : « Les curés ou autres prêtres séculiers ou réguliers
« desservant les églises françaises dans les echelles
« du Levant et de Barbarie seront tenus, à compter
« du 1^{er} janvier prochain, d'inscrire sur trois registres
« différents les actes de baptême, mariage, et sépulture des sujets de sa Majesté et seront les dits registres fournis gratuitement chaque année aux dits
« curés et desservants, par les soins des Consuls et vice-Consuls, dans le département desquels les paroisses
« qu'ils desservent sont situées ». Deux articles concernent les mariages, ce sont les articles 8 et 9 qui disposent : « Les curés ou desservants ne pourront
« passer outre à la célébration des mariages d'aucun
« de ses sujets sans permission dont il sera fait mention expresse dans l'acte de célébration, il y sera
« fait pareille mention des noms, surnoms, âges, qualités des contractants, de leur domicile et du
« lieu de leur origine et s'ils sont mineurs ou, en la
« puissance d'autrui il y sera fait mention du consentement des père et mère, tuteur ou curateur desdits
« mineurs ».

ART. 9. — « Les mariages seront célébrés en présence de quatre témoins domiciliés, français et sachant signer autant qu'il sera possible. Leurs noms, qualités, domiciles et lieux d'origine seront énoncés dans l'acte de célébration et lorsqu'ils seront parents ou alliés des contractants, ils déclareront de quel côté et en quel degré. Les dits actes seront insérés et signés sur les trois registres tant par celui qui célébrera le mariage que par les contractants et les témoins. Défend Sa Majesté aux curés et desservants d'inscrire les actes de mariage sur les feuilles volantes ».

Tous les autres articles de l'ordonnance royale du 3 mars 1781 constituent une instruction assez complète permettant aux curés et desservants de tenir comme il le faut les registres de l'Etat-civil afin, dit cette ordonnance « d'assurer l'authenticité et la conservation des actes qui intéressent l'Etat et la fortune de ceux que leur commerce conduit aux Echelles du Levant et de Barbarie. Cette ordonnance renferme en outre des instructions aux consuls et vice-consuls sur la délivrance des registres d'Etat-civil aux curés et desservants et sur l'envoi de ces registres à la fin de chaque année.

Le Maroc étant compris dans les échelles de Barbarie était donc soumis aux prescriptions de cette ordonnance royale du 3 mars 1781. Par suite, le mariage célébré par un curé ou desservant du culte catholique devait être considéré comme l'une des formes

valablement admises en vertu de la règle *locus regit actum* et de l'usage. Nous en avons cité un cas d'application antérieur il est vrai à la loi du 29 novembre 1901 mais il en existe aussi d'autres cas postérieurs à cette loi.

Bien que le gouvernement chérifien n'eut jamais légiféré en matière d'Etat-civil et surtout de mariage entre Européens, le mariage religieux consacré par la coutume en pays de capitulations fut considéré par une sorte d'abus comme loi du pays et par suite comme pouvant être soumis à l'application de l'article 170 du Code civil français.

b) *Validité de ce mariage : Jugement rendus par les tribunaux du Maroc.* — La question fut tout autre du jour où, le Protectorat français s'établissant au Maroc, le gouvernement chérifien commença à édicter pour la zone française de son empire des mesures concernant le statut personnel des français et des étrangers habitant cette partie du territoire marocain. Un dahir fut pris le 12/30 août 1913, réglant la condition civile des Français et des étrangers dans le Protectorat français du Maroc, dahir dont nous aurons souvent l'occasion de parler au cours de cette étude. Dans son article 2, le dahir spécifie : « Les Français et les étrangers ne peuvent se marier que suivant les formes admises par leur loi nationale ou « suivant celles qui seront déterminées ultérieurement pour l'Etat-civil dans le protectorat français. » Il semblait donc clairement que dans l'étendue de la zone française de l'empire chérifien, le mariage reli-

gieux ne devait plus être admis comme forme légale du mariage qu'autant que la loi nationale du contractant lui reconnaissait une valeur légale. Dans le cas des Français par conséquent, le mariage religieux n'étant pas reconnu comme valable par le Code civil français, ce mariage ne devait plus être compris parmi les formes de mariage que peuvent régulariser les articles 170 et 171 du Code civil français. Ce mariage religieux conserve toute sa valeur dans la zone espagnole de l'empire chérifien ou à Tanger à l'égard du Code civil français mais semble infirmée dans la zone française de l'empire chérifien par le dahir du 12/40 août 1913.

Dans un ouvrage intitulé : *Codes et Lois en vigueur dans le Protectorat français au Maroc* (étude de M. de Lapradelle comme introduction au dahir sur la condition civile des Français et des étrangers) cette question est exposée de la façon suivante : « En France, deux Français ne peuvent être unis, au regard de la loi, que par l'officier de l'Etat-civil, autorité séculière. Dans les pays de capitulations c'est au contraire un principe qu'en vertu de la régie *locus regit actum* et de l'usage, ils peuvent l'être civilement par le prêtre de leur religion. Il n'a pas semblé que pour les Français et pour les étrangers dont la loi nationale est semblable à celle de la France, une telle faculté dût être maintenue. Ce genre de mariage contraire à l'esprit de la loi nationale, ne pouvait s'imposer à elle que par l'effet de la loi locale. La coutume locale, ancienne ne le reconnaissait que par un abus et la

loi locale nouvelle, qui est le dahir, ne pouvait, dans un Maroc réformé, le reconnaître; acceptable, quand le mariage était en France un acte purement religieux ou du moins indissoluble, une telle forme n'est plus qu'anachronisme et qu'illogisme, quand le mariage religieux, civilement valable, peut, comme tel, être dissous par le divorce. Cette solution pleinement d'accord avec l'esprit général de laïcité du droit français s'harmonise avec la tendance de certaines jurisprudences, comme la jurisprudence italienne (Cour d'Amône, 29 juin 1909, Sabarese, contra cependant Cass. Rome, 26 octobre 1909. *Journal du Droit international privé*, 1910, page 1.325) et avec la solution de la loi allemande du 7 avril 1900 (Art. 36. La forme du mariage contracté dans la circonscription consulaire d'un pays de juridiction par un Allemand ou un protégé, qui n'appartient à aucun Etat, est régie exclusivement par les prescriptions de la loi du 4 mai 1870). Ce texte arrête l'application au mariage religieux entre Allemands en pays de capitulations de la règle *locus regit actum*, application constante en vertu de la législation antérieure sur la juridiction consulaire (contra Tribunal Tunis. 1^{er} chapitre, 24 janvier 1912 (*Revue de Droit international privé et de droit pénal international*, 1912).

L'auteur qui étudie dans ce paragraphe, les formes de mariages admises par le dahir sur la condition civile des Français et des étrangers dans le Protectorat français de l'empire chérifien ne reconnaît donc pas lui non plus, la validité du mariage religieux. Il si-

gnale notamment, l'anachronisme qu'il y aurait à ce qu'un mariage célébré religieusement, c'est-à-dire indissoluble par essence, mais prenant tous les caractères du mariage civil puisse par conséquent être dissous par le divorce. La validité du mariage religieux fut cependant reconnue par la juridiction française au Maroc.

La question de la validité ou de la non-validité du mariage religieux au regard de la loi française fut posée à plusieurs reprises devant les tribunaux français du Maroc. Deux habitants du Maroc, français, ayant fait célébrer leur mariage devant le Ministre du culte seul, demandèrent au Tribunal de Casablanca de valider leur mariage en ordonnant la transcription de cet acte sur les registres du bureau d'Etat-civil de leur lieu de résidence.

Le Tribunal de première instance de Casablanca repoussa la requête introduite et refusa de valider ce mariage s'appuyant sur des considérants qu'il me semble très intéressant d'indiquer et de transcrire *in extenso* :

« Le Tribunal : attendu que X... et X... demandent
« que le mariage qu'ils ont contracté le ... devant un
« ministre du culte à et qui a été transcrit
« le ... sur les registres de l'Etat-civil, tenus en cette
« ville par la Municipalité, soit validé;

« Attendu qu'aux termes de l'article 2 du dahir
« des 12/30 août 1913, sur la condition civile des Fran-
« çais et des étrangers dans le protectorat français

« du Maroc, les Français et les étrangers ne peuvent
« se marier que suivant les formes admises par leur
« loi nationale, ou suivant celles qui seront détermi-
« nées ultérieurement par l'Etat-civil dans le Protec-
« torat français ».

« Attendu qu'à la date du 4 septembre 1915, il
« a été institué un Etat-civil dans le territoire de la
« zone française de l'empire chérifien donnant aux
« Français et aux étrangers, la possibilité de contrac-
« ter mariage devant un officier de l'Etat-civil;

« Attendu que cet Etat-civil n'a pas été, il est vrai,
« déclaré obligatoire, que le législateur, comme il
« l'a nettement indiqué dans le préambule du dahir,
« a voulu simplement donner à tous les habitants de
« la zone française du Maroc, sans distinction de na-
« tionalité, la faculté de faire établir les actes relatifs
« à leur Etat-civil;

« Mais attendu qu'en instituant une forme nouvelle,
« dans laquelle pourraient à l'avenir être établis
« au Maroc les actes de l'Etat-civil, le dahir du 4 sep-
« tembre 1915, a enlevé à ceux qui ne peuvent, selon
« leur loi nationale, se marier civilement devant le
« prêtre de leur religion, la faculté de se marier va-
« lablement sous cette forme, suivant l'usage anté-
« rieurement établi; qu'il n'a plus été permis à chacun
« à partir de cette date, de choisir qu'entre la forme
« admise par sa loi nationale ou celle instituée par
« le dahir;

« Attendu que le mariage religieux qui n'est pas
« civilement valable au regard de la loi nationale des

« Français doit donc demeurer sans valeur pour ceux
« qui l'ont contracté sous cette forme, postérieurement
« au dahir du 4 septembre 1915;

« Attendu qu'il ne peut être tiré argument en fa-
« veur de la thèse contraire de la jurisprudence des
« tribunaux de Tunisie, qui ont admis même posté-
« rieurement au décret beylical du 29 juin 1886, ins-
« tituant un Etat-civil dans la Régence, la validité
« du mariage religieux;

« Attendu qu'il n'existe, en effet, en Tunisie, au-
« cun texte analogue au dahir sur la condition ci-
« vile des Français et des étrangers mettant (art. 2)
« ceux-ci dans l'obligation de choisir pour contrac-
« ter mariage entre la forme admise par leur loi na-
« tionale, ou celle instituée par la législation locale;
« qu'en Tunisie, le caractère facultatif du seul texte
« relatif à l'Etat-civil, du décret beylical du 29 juin
« 1886, permet toujours de recourir aux formes de
« mariage admises par les usages locaux dans les
« pays de capitulations, c'est-à-dire la forme reli-
« gieuse;

« Attendu qu'il n'en est certainement pas ainsi
« dans le Protectorat français du Maroc, où il faut
« en ce qui concerne le mariage rapprocher du dahir
« du 4 septembre 1915, sur l'Etat-civil le dahir des
« 12/30 août 1913, sur la condition civile des Français,
« et des étrangers (art. 2).

« Attendu qu'il n'y a lieu, en conséquence, de faire
« droit à la requête X... et X... qui sont de nationalité
« française.

« Par ces motifs :

« Le tribunal, statuant la requête en chambre
« du Conseil;

« Dit qu'il n'y a lieu de valider le mariage contracté
« le... par X... et X... devant le ministre du culte à...

« Condamne X. et la dame X ... aux dépens
« qui seront liquidés ultérieurement par ordonnance
« séparée. »

En résumé, selon ce tribunal, la nullité du mariage religieux découle non pas du dahir du 4 septembre 1915, auquel il reconnaît le caractère facultatif, mais bien des dispositions de l'art. 2 du dahir du 12/30 août 1913.

Appel de ce jugement fut interjeté par le ministère public devant la Cour d'Appel de Rabat, suivant requête déposée au Secrétariat du Tribunal le 8 février 1917. La Cour d'appel de Rabat considérant le caractère facultatif du dahir du 4 septembre 1915, infirma le jugement du Tribunal de Première Instance de Casablanca s'appuyant sur les considérants suivants :

« Considérant qu'un jugement de la Chambre du
« conseil du tribunal de Casablanca du 16 janvier
« 1917 a refusé de reconnaître la validité du mariage
« contracté le ... par X... et X... devant le ministre
« du culte de...

« Considérant que le ministère public a relevé
« appel de ce jugement par la requête déposée au

« secrétariat du tribunal le 9 février 1917; que cet
« appel est recevable (Code civil, art. 191; dahir du
« 4 septembre 1915, art. 52);

« Au fond :

« Considérant que le dahir du 4 septembre 1915,
« instituant l'Etat-civil dans la zone française de
« l'empire chérifien n'a fait qu'ajouter aux formes
« existantes une nouvelle forme pour constater l'Etat-
« civil; qu'il n'a, ainsi que cela ressort de son préam-
« bule et des travaux préparatoires, aucun caractère
« obligatoire.

« Que sans doute, aux termes de l'art. 2, du dahir
« du 12 août 1913, sur la condition civile des Français
« et étrangers, les Français, et les étrangers ne peuvent
« se marier que suivant les formes admises par leur
« loi nationale ou suivant celles qui seront déter-
« minées ultérieurement pour l'Etat-civil dans le
« Protectorat français.

« Mais considérant que le dahir subséquent du 4
« septembre 1915, en instituant une forme d'Etat-civil
« avec déclaration expresse qu'elle est facultative et
« sans rien abroger des anciens usages, a nécessaire-
« ment et volontairement laissé subsister les formes
« déjà existantes; qu'il s'est écarté dans cette mesure
« du principe précédemment posé par le Dahir du
« 12 août 1913;

« Qu'il faut conclure de là, que tout au moins de-
« puis le Dahir du 4 septembre 1915, les Français
« établis dans la zone française de l'empire chérifien

« ont pu continuer, comme par le passé, à faire pro-
« céder à la célébration de leur mariage devant les
« prêtres catholiques en conformité des principes posés
« par l'ordonnance royale du 3 mars 1781, par l'ar-
« ticle 170 du Code civil et par décret du 29 décembre
« 1901 ;

« Considérant, dès lors, que les premiers juges qui
« ne contestaient pas que les autres conditions
« prévues par la loi française fussent remplies,
« se sont à tort refusé à reconnaître la validité du
« mariage par cet unique motif qu'il avait été célébré
« devant le ministre du culte.

« Par ces motifs :

« La Cour, après en avoir délibéré, statuant en
« audience publique ;

« Reçoit l'appel et réformant ;

« Dit que les mariés X... en présence du Dahir du
« 4 septembre 1915 sur l'Etat-civil avaient la faculté
« de recourir, pour la célébration de leur mariage,
« aux formes précédemment utilisées et par suite
« de se marier devant le prêtre catholique ;

« Dit en conséquence, régulier et valable le ma-
« riage qu'ils ont ainsi contracté le devant le
« ministre du culte à...

« Et attendu qu'en fait l'acte qui en a été dressé
« a été transcrit sur les registres de l'Etat civil de...

« Dit que le présent arrêt sera transcrit sur les
« registres de l'année courante et que mention sera

« faite en marge de la précédente transcription de
« l'acte de mariage;

« Dit que les dépenses resteront à la charge du
« Trésor dans les conditions de l'art. 52 du dahir du
« 4 septembre 1915 et du décret du 18 juin 1911,
« art. 118 ».

On se trouve donc en présence de deux thèses bien différentes : la première soutenue par le Tribunal de première instance de Casablanca, refuse de reconnaître une valeur quelconque à un mariage religieux célébré dans la zone française de l'empire chérifien devant le ministre d'un culte. Pour déclarer le mariage religieux sans valeur dans l'étendue du Protectorat français, le Tribunal de première instance de Casablanca opère un rapprochement entre l'article 2 du dahir 12/30 août 1913, sur la condition civile des Français et des étrangers dans le Protectorat français au Maroc et le dahir du 4 septembre 1915. L'article 2 du dahir du 12/30 août 1913 spécifie en effet que les Français et les étrangers ne peuvent se marier que suivant les formes admises par leur loi nationale ou suivant celles qui seront déterminées ultérieurement par l'Etat-civil. Or le dahir du 4 septembre 1915, fixant les formes du mariage admises dans la zone française de l'empire chérifien, constitue le texte visé par l'alinéa final de l'article II du dahir du 12 au 30 août 1913. Par suite, ce dernier dahir ne permet plus à ceux dont la loi nationale ne reconnaît pas de valeur au mariage religieux de se marier vala-

blement devant le Ministre d'un culte. Il résulte de là que tout Français habitant la zone française de l'empire chérifien, du jour de la promulgation du dahir du 4 septembre 1915, ne doit plus avoir le choix de se marier que soit devant son consul par application de l'article 48 du Code civil (en admettant qu'il existe encore un consul au lieu de sa résidence) soit devant l'officier de l'Etat-civil de sa résidence chargé du bureau de l'Etat-civil chérifien par application du dahir du 4 septembre 1915.

La seconde thèse, au contraire, soutenue par la Cour d'appel de Rabat, reconnaît toute sa valeur au mariage religieux célébrant l'union de deux conjoints français résidant dans la zone française de l'Empire chérifien. Pour admettre pleine valeur au mariage religieux la Cour a refusé de reconnaître entre l'article II du dahir du 12/30 Août 1913 et le dahir du 4 septembre 1915 le rapprochement admis par le Tribunal de première instance de Casablanca. Les juges d'appel, posant en principe le caractère facultatif du dahir du 4 septembre 1915 qui n'abroge en rien les anciens usages, admettent que le mariage religieux constitue bien l'une des formes de mariage admises par la loi du pays et consacré par l'usage, forme à laquelle le Français pouvait avoir recours par application de l'article 170 du Code civil. Or le dahir du 4 septembre 1915 laissant « volontairement subsister les formes déjà existantes, le mariage religieux conservait toute sa valeur ». Cet arrêt s'appuyant également sur l'article 170 du Code civil, certains auteurs se sont demandés

à ce sujet si la zone française de l'empire chérifien était bien pays étranger et par suite s'il y avait lieu à application de cet article. Il est bien certain à mon avis que la zone française de l'Empire chérifien doit être considérée comme pays étranger. Sans entrer dans une étude de cette question ce qui entraînerait trop loin et serait en dehors du cadre de cette thèse, on peut indiquer que la zone française de l'Empire chérifien doit être considérée comme pays étranger du fait qu'elle possède une législation spéciale complètement distincte de la législation française, un gouvernement propre dont le sultan est le chef et le Résident général le ministre des affaires étrangères, que l'annexion de ce pays au territoire français en tant que colonie n'a jamais été prononcée, enfin que les lois françaises, pour y être applicables, doivent y être promulguées par le Sultan du Maroc. A l'appui de cette opinion je citerai un jugement du Tribunal de Première Instance de Rabat, en date du 24 avril 1918, qui vise dans un de ses attendus le caractère étranger de la zone française de l'Empire chérifien : « Attendu, y est-il dit, que la « zone du Protectorat français du Maroc ne constitue « pas partie intégrante du territoire de la République « mais bien en pays étranger ».

Cette thèse de la validité du mariage religieux loin d'être admise unanimement, malgré l'autorité dont jouit la Cour d'Appel, est souvent combattue et l'avenir nous dira si cette jurisprudence se maintiendra. Le sujet parut assez important et assez controversé pour que la Résidence générale (Direction des Affaires

civiles) prit soin de donner, par une circulaire en date du 4 Février 1918, aux officiers de l'État-civil chérifien des instructions précises sur cette matière. Cette circulaire s'exprimait ainsi au sujet du mariage religieux :

« La question m'a été posée de savoir si les officiers
« de l'État-civil pouvaient procéder à la transcription
« sur leurs registres d'actes reçus par d'autres autorité
« rités, laïques ou religieuses, et plus spécialement
« à la transcription d'actes de mariages célébrés uniquement
« devant une autorité religieuse quelle qu'en
« soit d'ailleurs la confession.

« J'estime qu'en matière de transcription, les Officiers
« de l'État-civil doivent s'en tenir, à moins d'ordre contraire
« de la Résidence générale, à une très stricte application
« des textes et n'effectuer que les transcriptions prévues
« par la loi ou qui sont ordonnées par une décision de justice.

« En conséquence, chaque fois qu'un officier d'État-civil
« sera saisi d'une demande de transcription, il devra en référer
« sous le présent timbre à la Résidence générale, qui appréciera
« et la validité apparente de l'acte à transcrire et l'intérêt
« de la transcription.

« Je vous signale d'ailleurs, à titre d'information personnelle
« et pour permettre de répondre aux demandes de renseignements
« qui pourraient vous être adressées, qu'en ce qui concerne
« les mariages religieux, la transcription n'en sera jamais en
« principe autorisée. Il n'y a pas intérêt en effet à accorder
« aux personnes qui ont préféré au mariage devant

« un officier civil du Protectorat la célébration cul-
« tuelle devant le Ministre d'une religion déterminée,
« le bénéfice des avantages qu'offre le mariage civil,
« notamment au point de vue de la preuve matérielle
« de l'union (date certaine, livret de famille, expédi-
« tions d'actes, mentions marginales de références.)

« Je saisis cette occasion pour vous rappeler que
« vous ne devez en aucun cas procéder à la célébration
« du mariage de deux personnes que vous sauriez avoir
« été précédemment unies par le Ministre d'un culte.
« Votre intervention serait en effet superfétatoire et ne
« produirait aucun effet civil nouveau. Elle aurait
« au contraire l'inconvénient d'apporter le trouble
« dans l'appréciation exacte de la situation juridique
« des époux et plus spécialement des enfants conçus à
« la suite du mariage religieux ».

La validité du mariage religieux célébré dans la zone française de l'Empire chérifien devant le prêtre catholique ne faisait donc plus aucun doute, puisqu'il était consacré à la fois par un arrêt de la Cour d'appel de Rabat et par une circulaire résidentielle.

c) *La validité du mariage religieux doit-elle être limitée au mariage célébré devant le ministre du culte catholique ou étendue aux autres mariages religieux.* — Une difficulté apparut cependant bien vite. Deux français qui s'étaient unis devant un pasteur protestant demandèrent à leur tour la transcription de leur mariage sur les registres de l'État-civil du lieu de leur résidence et introduisirent une instance en ce sens devant le Tribunal de première instance de Rabat. Ce tribu-

nal adoptant la jurisprudence de la cour d'appel de Rabat, rejeta la demande des intéressés, refusa d'accorder la transcription du mariage et par voie de conséquence, lui reconnut la même valeur légale qu'au mariage religieux célébré devant le prêtre de la religion catholique. Les attendus de ce jugement sont très explicites sur la question de la validité du mariage religieux célébré dans la zone française de l'Empire chérifien et je crois nécessaire pour l'étude de ce sujet de les citer en entier :

« Attendu que le mariage religieux célébré au Maroc
« est valable au regard de l'article 170 du code civil
« comme ayant été célébré dans les formes usitées dans
« le pays à la condition toutefois qu'il ait été satisfait
« aux prescriptions dudit article.

« Attendu que le requérant marié devant le minis-
« tre du culte protestant ne saurait obtenir la trans-
« cription de l'acte de son mariage sur les registres de
« l'État-civil tenus dans la zone française de l'Empire
« chérifien en conformité du Dahir du 4 septembre 1915.

« Attendu que la faculté de cette transcription
« n'est pas prévue par ledit dahir et que l'article 171
« du Code civil ne règle la transcription des actes de
« mariage célébrés en pays étrangers suivant les for-
« mes de ces pays, que dans le cas du retour des Fran-
« çais sur le territoire de la République et dans les
« trois mois de ce retour.

« Attendu que la zone du Protectorat français au
« Maroc ne constitue pas partie intégrante du terri-
« toire de la République mais bien un pays étranger.

« Attendu que l'article 171 du Code civil ne peut
« recevoir son application en l'espèce et que le mariage
« du requérant doit trouver en lui-même les raisons
« de sa validité sans qu'aucune transcription sur les
« registres de l'état-civil du Maroc puisse lui donner
« une force nouvelle. »

« Par ces motifs,

« Déboute M. X. des fins de sa requête ».

D'autre part, il est à signaler que la circulaire résidentielle du 4 février 1918 déjà citée plus haut, ne vise pas seulement les mariages catholiques dans les instructions qu'elle donne, mais tous les mariages religieux. Elle dit en effet dans le paragraphe premier in fine : « et plus spécialement la transcription d'actes
« de mariages célébrés uniquement devant une autorité religieuse quelqu'en soit d'ailleurs la confession. »

La jurisprudence admise jusqu'ici et l'autorité chargée d'appliquer les règlements ne font pas de distinction entre les mariages religieux et en admettent la validité quel que soit le ministre du culte célébrant ces unions. Des cas d'espèces se sont également produits pour des mariages religieux célébrés devant le rabbin entre deux israélites; les officiers de l'État-civil à Casablanca et à Mogador notamment ont dû rejeter des demandes de transcription de deux mariages célébrés suivant la loi hébraïque.

Nous sommes donc en présence de deux décisions : l'une juridique; le jugement du Tribunal de Première Instance de Rabat, l'autre administrative : la circu-

laire résidentielle du 4 février 1918 qui, toutes deux, sont d'accord pour assimiler les mariages célébrés devant les pasteurs et les rabbins aux mariages célébrés devant le prêtre catholique et leur attribuer la même valeur au regard de la loi française. En résumé, tout mariage célébré devant le ministre d'un culte, quelqu'en soit la confession doit être considéré comme un mariage religieux emportant tous les effets de droit attachés à ces sortes de mariage.

Cette théorie doit-elle être admise sans discussion? Malgré toute l'autorité qui s'attache à un jugement d'un Tribunal de première instance faisant application d'une jurisprudence de la Cour d'appel et à une circulaire résidentielle, j'estime que cette théorie est tout à fait sujette à controverse. Il semble, à mon avis, que le mariage religieux devait être limité dans ses cas d'application et non étendu comme le montre la tendance actuelle. Deux raisons militent en faveur de cette restriction, une raison théorique et une raison pratique :

1° En théorie, le mariage religieux a été considéré comme valable au regard de la loi française parce qu'il constituait l'une des formes de mariage en usage dans la zone française de l'Empire chérifien. L'ordonnance royale de 1781 a donné aux curés, et desservants des paroisses la faculté de recevoir les actes de naissance et de décès, de procéder aux mariages, de tenir les registres d'actes et on a considéré par une sorte d'abus ces pouvoirs donnés au clergé dans les Echelles du Levant et de Barbarie comme maintenus dans les pays de ca-

pitulations. Les considérants de l'arrêt rendu par la Cour d'appel indiquent bien que le mariage religieux doit être considéré comme une des formes de mariage existantes au Maroc. Or l'ordonnance royale du 3 Mars 1781 qui constitue le point de départ de la mise en application du mariage religieux parle des curés ou desservants des paroisses comme ayant non seulement le droit mais encore le devoir de remplir les fonctions d'officiers de l'État-civil; il ne parle pas des pasteurs protestants ni des rabbins. Ceux-ci ne devraient donc pas être compris au nombre des ministres du culte pouvant donner au mariage qu'ils célèbrent les effets de droit que comporte le mariage civil. Agir autrement c'est donner aux mariages célébrés par les pasteurs protestants et les rabbins des pouvoirs qu'ils n'avaient pas à l'origine, c'est augmenter leur importance. Or, avons-nous intérêt dans la pratique à augmenter les pouvoirs de ces ministres et par voie de conséquence à accroître le nombre de mariages religieux.

Nous n'avons aucun intérêt à augmenter la capacité des ministres du culte en matière de mariage et nous avons même le devoir de restreindre le plus possible les cas d'application de ces sortes d'unions. La zone française de l'empire chérifien, bien que pays étranger possédant sa législation propre, est une contrée soumise à l'influence de la législation française, ses règlements portent l'empreinte du droit français et ce serait aller complètement à l'encontre de l'esprit de laïcité du Code civil français que de favoriser les cas d'application du mariage religieux dans cette zone.

2^o Une raison pratique s'oppose encore à ce que les cas d'application du mariage religieux puissent être multipliés au Maroc sans que l'autorité administrative intervienne pour en réduire le nombre. Le mariage religieux, tel qu'il est célébré à l'heure actuelle ne remplit aucune des conditions exigées par les articles 170 et 171 du Code civil français pour qu'il puisse posséder une valeur quelconque en France. Il faut faire à ce sujet quelques distinctions entre les mariages religieux suivant le ministre du culte qui les célèbre :

Le mariage religieux célébré devant le ministre du culte catholique remplit dans la majorité des cas les conditions de publicité exigées par le Code civil français ; les publications se font d'une manière générale par affichage à la porte des églises et oralement au prône de chaque dimanche. Par contre, l'obligation de justifier pour les mineurs du consentement de leurs parents au mariage n'est pas exigée par le ministre du culte catholique préalablement à la célébration du mariage. Le prêtre outrepasserait d'ailleurs ses droits en exigeant ce consentement, car le droit canonique dont il tient ses pouvoirs ne lui en fait pas une obligation. Le Concile de Trente (Sess. XXIV, chapitre 1^{er} de ref. matrim.) suivant l'ouvrage de Gasparri « de matrimonio » frappe d'anathème quiconque aura prétendu faussement que le consentement des parents doit être exigé pour que le mariage de leurs enfants soit valable. La nouvelle édition du Droit Canon, qui n'est d'ailleurs que la codification

des décisions prises par les divers conciles ne parle en aucune façon de la nécessité du consentement des parents pour la validité du mariage de leurs enfants mineurs. Les articles 1019 et suivants du chapitre 1^{er} du livre III, 1^{re} partie ne renferment aucune disposition de cette sorte.

Il est d'ailleurs à remarquer, tout particulièrement en ce qui concerne les Français de religion catholique, que les futurs conjoints n'ont recours au mariage religieux que pour échapper à une des prescriptions du Code civil français, prescriptions auxquelles ils sont la plupart du temps dans l'impossibilité de faire face. Des cas d'espèces se sont produits à Casablanca ; dans le premier de ces cas, l'un des mariés, mineur de 19 ans, ne pouvait obtenir le consentement de son père ; dans un autre cas, les futurs conjoints voulaient se marier sans qu'il soit fait de publications de mariage. Cette dispense de publications refusée par le Procureur Commissaire du Gouvernement près le Tribunal de Première Instance de Casablanca fut accordée sans difficulté par le prêtre catholique.

En ce qui concerne les mariages célébrés devant le ministre du culte hébraïque les obligations imposées aux futurs conjoints sont encore beaucoup moins sévères et ne correspondent presque plus aux conditions de validité exigées par le Code civil. Aucun délai de publication n'est demandé et dans la pratique jamais les ministres du culte hébraïque ne se préoccupent du consentement des parents au mariage. Je citerai un cas qui s'est produit à Mogador : les futurs conjoints

étaient tous deux de religion hébraïque, mais l'un des futurs était français tandis que l'autre était marocain; les démarches furent faites pour le mariage devant l'officier de l'Etat-civil français; le dossier fut constitué mais une pièce essentielle y manquait; l'acte de naissance du futur conjoint, né en Algérie. Cette pièce fut réclamée au lieu de naissance. Dans l'intervalle de temps nécessité pour l'envoi de cette pièce, la famille de la fiancée pressée de voir le mariage célébré, fit procéder à la célébration du mariage devant le ministre du culte israélite. La pièce demandée en Algérie arriva à Mogador par la suite et les époux demandèrent que leur mariage fut célébré devant l'officier de l'Etat-civil chérifien, ce qui leur fut refusé étant donné les instructions résidentielles reçues. Dans ce cas, encore, les futurs mariés ont eu recours au mariage religieux pour échapper aux prescriptions concernant le mariage célébré devant l'officier de l'Etat-civil. L'acte de naissance est la pièce peut-être la plus importante dans la constitution d'un dossier pour parvenir au mariage car en raison des mentions qui doivent y figurer, elle permet de s'assurer que le futur mari n'est pas engagé dans les liens d'une précédente union. Il n'est donc pas possible de passer outre à la production de cette pièce. Le Ministre du culte israélite, en n'exigeant pas la production de cet acte de naissance risquait de se rendre complice du crime de bigamie fait pour lequel il n'encourrait d'ailleurs aucune responsabilité, puisqu'il ne lui est pas fait obligation d'appliquer les prescriptions du Code civil français.

d) *Inconvénients et dangers du mariage religieux.* — Les deux cas d'espèce que je viens de citer plus haut démontrent en tout cas qu'il n'est pas possible de se désintéresser de cette question et que les autorités du Protectorat devraient s'efforcer dans la mesure du possible de restreindre les cas d'application du mariage religieux. Par une interprétation pour le moins sujette à discussion, les cours et tribunaux du Maroc ont au contraire étendu les cas d'application de ce mariage en reconnaissant à tous les ministres d'un culte quelconque les pouvoirs qui semblaient n'avoir été attribués qu'aux prêtres catholiques.

Les conséquences d'un tel état de choses sont assez importantes pour que l'on ne s'en désintéresse pas. En effet, un français qui ne pourra contracter mariage devant un officier de l'Etat-civil pour une raison quelconque : défaut du consentement des parents, non production d'une pièce indispensable, aura la possibilité de se présenter devant le Ministre du culte auquel il appartient et contracter valablement mariage, suivant l'état de la jurisprudence actuelle, au regard de la loi nationale de l'empire chérifien. Bien plus, dès son retour en France, ce Français, s'appuyant sur les prescriptions de l'article 171 du Code civil, fera transcrire son mariage sur les registres de l'état-civil de la commune de sa résidence dans les trois mois de son retour sur le territoire de la République française et il sera de cette façon valablement marié, envers et contre tous, bien que son mariage n'ait pas rempli les conditions exigées par la loi française.

Là est le danger de ce genre de mariage, car une union présentant tous les vices de forme possibles pourrait cependant entraîner tous les effets de droit d'un mariage régulièrement célébré devant l'officier de l'état-civil si les conjoints prennent la précaution de faire transcrire leur mariage dans les conditions fixées par l'article 171 du Code civil.

De quelle façon serait-il donc possible de réduire la fréquence des mariages religieux? Je crois qu'il serait possible d'arriver à ce résultat en laissant au mariage religieux son caractère exclusivement religieux et en ne lui donnant aucun des modes de preuve que confère le mariage civil. Je m'explique : quand deux futurs conjoints se marient devant l'officier de l'état-civil, que ce soit en France ou dans la zone française de l'empire chérifien, il peut leur être délivré aussitôt après le mariage des pièces prouvant, au regard de toutes les autorités, qu'ils ont contracté mariage et que leur union est légitime ; ces pièces seront soit une expédition de l'acte de mariage, soit un bulletin de mariage, soit le livret de famille. En outre, ce mariage est inscrit en marge des actes de naissance de chacun des époux de telle sorte que chacun des futurs peut, à toute époque et de plusieurs façons différentes, prouver la légitimité de son union. Dans le mariage religieux il n'en est plus de même ; le prêtre, une fois le mariage célébré, peut bien délivrer sous forme d'acte une attestation certifiant la réalité du mariage religieux entre les conjoints dénommés à l'acte, mais cette attestation est loin de

présenter la valeur et la garantie d'un acte de l'Etat-civil. Une telle pièce présentée devant une autorité civile n'emportera pas forcément preuve d'une union légitime surtout si cette autorité n'est pas au courant de la valeur du mariage religieux célébré dans les échelles du Levant et de Barbarie. Les intéressés pour pouvoir bénéficier des avantages du mariage civil devront demander la transcription de leur mariage religieux sur les registres du bureau de l'Etat-civil du lieu de leur résidence dans les trois mois de leur arrivée (art. 171 du Code civil); d'où démarches et formalités toujours ennuyeuses.

Par conséquent, le législateur chérifien, en prescrivant que le mariage religieux est valable en lui-même et ne doit pas être transcrit sur les registres de l'Etat-civil a produit un effet pratique considérable. L'acte de mariage religieux n'étant pas transcrit sur les registres de l'Etat-civil, les intéressés n'ont entre leurs mains ni expédition d'acte civil, ni livret de mariage, d'où toutes sortes d'ennuis pour eux. Le fait est tellement certain que des personnes mariées religieusement à Casablanca ont demandé à être unies devant l'officier de l'Etat-civil uniquement pour avoir en leur possession des pièces prouvant la légitimité de leur union; ces personnes l'ont avoué à l'officier de l'Etat-civil devant lequel elles demandaient à être mariées. Ce cas n'est d'ailleurs pas unique et plusieurs personnes mariées devant le prêtre catholique à Casablanca sont venues aux services municipaux de cette ville demander de quelle façon il leur serait possible de

prouver leur union et si leur mariage serait considéré comme valable en France. Le même cas s'est produit dernièrement à Mogador en ce qui concerne deux Israélites mariés religieusement. Il reste donc dans l'esprit des personnes mariées religieusement surtout parmi les Français, un certain état d'inquiétude et de doute, accru notablement par l'absence de pièces émanant d'une autorité régulière. Cet état d'esprit contribue d'une façon certaine à rendre les mariages religieux moins nombreux parmi ceux des Européens dont la loi nationale ne reconnaît de valeur qu'au mariage civil. Pour rendre ce mariage religieux moins fréquent, il suffira donc de suivre les prescriptions actuelles, c'est-à-dire de ne lui accorder aucun des moyens de preuve du mariage civil.

La circulaire résidentielle du 4 février 1918 vise dans l'un de ces derniers paragraphes cette infériorité du mariage religieux sur le mariage civil puisqu'elle dit : « Je vous signale d'ailleurs à titre d'information
« personnelle et pour vous permettre de répondre aux
« demandes de renseignements qui pourraient vous
« être adressée qu'en ce qui concerne les mariages
« religieux la transcription n'en sera jamais en prin-
« cipe autorisée. Il n'y a pas d'intérêt, en effet, à
« accorder aux personnes qui ont préféré au mariage
« devant un officier civil du Protectorat la célébra-
« tion cultuelle devant un Ministre d'une religion
« déterminée les bénéfices des avantages qu'offre
« le mariage civil notamment au point de vue de la
« preuve matérielle de l'union (date certaine, livret

« de famille, expéditions d'acte, mentions marginales de références) ».

La difficulté qu'éprouveront dans l'avenir les personnes mariées devant le Ministre du culte à prouver la légitimité de leur union ne fait aucun doute. Si, dans la zone française de l'empire chérifien, la validité du mariage religieux ne soulève aucune objection, il n'en est pas de même dans la métropole et on a vu dernièrement deux procureurs de la République de France refuser de reconnaître la validité d'un mariage célébré dans de telles conditions. Il est certain que dans l'esprit de beaucoup de personnes résidant en France et habituées à voir les unions célébrées civilement, le mariage religieux ne possède aucune valeur. Pratiquement, les individus mariés de cette façon rencontreront beaucoup de difficultés pour prouver la légitimité de leur union et ces difficultés contribueront dans une grande mesure à rendre les mariages religieux moins nombreux.

En résumé; au Maroc comme dans tous les pays composant les Echelles du Levant et de Barbarie, le mariage célébré uniquement devant le Ministre d'un culte quelconque comporte tous les effets de droit du mariage célébré devant l'officier de l'état-civil. La validité de ce mariage n'a pas été reconnue sans difficulté par les tribunaux de la zone française de l'empire chérifien et il est à souhaiter que la jurisprudence admise jusqu'ici ne se maintienne pas en cette matière. Le mariage religieux constitue en effet un

moyen d'échapper aux prescriptions du Code civil et du dahir du 4 septembre 1915. Pour cette raison, les cas d'application doivent en être restreints dans la mesure du possible.

DEUXIÈME PARTIE

Promulgation du Dahir du 4 septembre 1915 constituant un État-Civil dans la zone française de l'Empire chérifien.

Nous avons vu dans le chapitre précédent dans quelle situation se trouvait au point de vue Etat-civil, l'empire chérifien avant la promulgation du dahir du 4 septembre 1915. La législation de ce pays ne prévoyait pas la constatation obligatoire par écrit des naissances, mariages ou décès. Le statut personnel des Arabes, suivant le droit musulman, ne nécessitant pas l'établissement d'actes de l'État-civil, les Européens, venus dans l'Empire chérifien, devaient obligatoirement recourir à l'État-civil tenus par leurs consuls respectifs.

Nous avons vu aussi dans ce même chapitre que par suite du changement de l'organisation politique de ce pays passant de l'état d'anarchie à l'état organisé, et en raison de l'afflux de colons européens de nationalité différente dans l'intérieur du pays le gouvernement de l'empire chérifien fut amené à envisager la constitution d'un état civil propre au Maroc, renouve-

lant dans des conditions à peu près semblables l'expérience déjà tentée en Tunisie, expérience qui réussit pleinement en ce dernier pays.

I. — LA CRÉATION D'UN ÉTAT-CIVIL PROPRE A LA ZONE FRANÇAISE DE L'EMPIRE CHÉRIFIEN A ÉTÉ PRÉVUE PAR LES CONVENTIONS DE LA HAYE DU 12 JUIN 1903 ET LE DAHIR SUR LA CONDITION CIVILE DES FRANÇAIS ET DES ÉTRANGERS DANS LE PROTECTORAT FRANÇAIS DU MAROC.

Ce serait cependant une erreur de croire que la formation d'un État-civil propre à l'Empire chérifien fut envisagée tout d'un coup à la suite de causes et d'événements politiques déjà décrits. La création de cet État-civil fut bien au contraire prévue depuis longtemps et préparée à la fois par des conventions internationales et par des dahirs chérifiens antérieurs à sa promulgation; la mise en pratique de ce dahir dont les modes d'application furent déterminés par des actes juridiques précis, était devenu presque obligatoire, aussi en promulguant le dahir sur l'État-civil, le législateur chérifien ne faisait que suivre les directives données par des dahirs antérieurs et parachever l'œuvre déjà ébauchée.

Le dahir sur la condition civile des Français et des étrangers dans le Protectorat français prévoit, en effet, dans son article II la constitution ultérieure d'un État-civil propre à l'Empire chérifien puisqu'il

indique : « Les Français et les étrangers ne peuvent
« se marier que suivant les formes admises par leur
« loi nationale ou suivant celles qui seront détermi-
« nées ultérieurement pour l'État-civil dans le Pro-
« tectorat français ». Ce dahir suppose donc qu'il
pourra être édicté en ce qui concerne l'État-civil des
règles spéciales à l'Empire chérifien, règles qui pourront
être différentes de celles prescrites par les autres na-
tions.

Ce texte lui-même s'appuie sur les dispositions
des conventions de la Haye du 12 juin 1903 prin-
cipalement en ce qui concerne le mariage. Je
n'en veux pour preuve que les études faites dans
le volume intitulé « Codes et Lois en vigueur dans le
Protectorat français au Maroc (étude de M. de La-
pradelle comme introduction au dahir sur la condi-
tion civile des français et des étrangers) page 273 et
suivantes sur les relations existant entre la convention
de la Haye sur le mariage et les articles 8 et suivants du
Dahir sur la condition civile des Français et des étran-
gers dans le Protectorat français du Maroc. Il y est
dit notamment à propos de l'article 8 de ce dahir,
article concernant le mariage : « Le but de la conven-
« tion est ici de reconnaître le mariage des étrangers,
« valablement contracté suivant la loi de leur domi-
« cile, quand la Loi nationale le leur permet. » Cette
disposition, qui d'ailleurs n'avait en vue dans la
Convention de La Haye, que l'intérêt de la Suisse,
non signataire de l'acte d'Algésiras (9 avril 1906) ne
pouvait trouver d'application au Maroc où l'on ne

saurait prétendre qu'un mariage entre Européens est valable quand il a été contracté conformément aux lois du pays de leur domicile, lois musulmanes dont les signataires des traités de la Haye n'ont pas toléré l'application. Supprimer de l'article 1^{er} de la Convention de la Haye sur le mariage, *devenu l'article 8 du dahir*, les mots « à moins qu'une disposition de cette loi ne se réfère expressément à une autre loi », c'est en apparence s'écarter du texte de la Haye mais en réalité s'y conformer puisque l'article 8 de la Convention de La Haye stipule : « La présente convention ne s'applique qu'aux mariages célébrés sur le territoire des États contractants. Aucun État ne s'oblige à appliquer une loi qui ne serait pas celle d'un État contractant ». Et plus loin nous relevons encore ce passage : « Le dahir (dahir sur la condition civile des français et des étrangers) qui s'éloigne à peine des règles de la Haye sur les formes du mariage, ne s'en écarte pas-davantage quant à celles du contrat de mariage ». L'article 8 de la Convention de La Haye sur les droits et devoirs et les biens des époux déclare que le contrat de mariage est valable, quant à la forme, s'il a été conclu, soit conformément à la loi du pays où il a été fait, soit conformément à la Loi Nationale de chacun des futurs époux : « Comme il ne pouvait être question de renvoyer les Européens aux formes musulmanes, en de telles matières, l'article 12 du dahir a supprimé la première partie de l'alternative; mais comme, d'autre part, il pouvait être difficile aux parties de trouver, hors des chan-

« celiars de leurs consulats, des autorités qualifiées
« pour suivre les formes nationales, il leur permet
« d'employer les formes de la Loi française, familières
« aux secrétaires greffiers institués près des tribunaux,
« par le Dahir sur la procédure civile (article 26 et sui-
« vants) pour remplir les fonctions de notaires ». Le
Dahir sur la condition civile des Français et des étran-
gers dans la zone française de l'Empire chérifien
s'appuie donc bien, la chose est hors de doute, sur la
convention de La Haye du 22 juin 1903.

Il est dès lors certain que le dahir du 4 septembre
1915 créant l'État-civil chérifien s'appuie lui aussi non
seulement sur le dahir sur la condition civile des Fran-
çais et des étrangers mais aussi sur la convention de
La Haye. Il ne pourrait d'ailleurs en être autrement;
ce dahir est accessible à tous les habitants du Maroc
sans distinction de nationalité, il est par suite néces-
saire de faire application en cette matière des règles
posées par la Convention de La Haye du 12 juin 1903.

II. — PROMULGATION DU DAHIR DU 4 SEPTEMBRE 1915

L'élaboration de ce dahir donna lieu à de nombreu-
ses controverses et échanges de vues entre les diffé-
rents bureaux de la Résidence compétents en la ma-
tière (bureau de M. Campana au Secrétariat général
chérifien, bureau diplomatique au secrétariat général
du Protectorat et le service judiciaire du Protectorat
(Cour d'appel de Rabat). Il est même à signaler qu'il
fut fait un « projet de dahir sur l'État-civil présenté

par le Parquet général en contre-projet après examen du travail préparatoire du Gouvernement chérifien ». Les termes du dahir du 5 septembre 1915 sur l'État-civil reproduisent presque exactement les termes de ce contre-projet présenté par le Parquet général de Rabat; toutefois un chapitre spécial, le chapitre V, qui édictait certaines dispositions applicables aux sujets de l'Empire chérifien, présenté dans ce contre-projet, ne fut pas maintenu dans le dahi. sur l'État-civil du 5 septembre 1915. Ce chapitre, qui s'efforçait d'allier les prescriptions spéciales du droit musulman en matière de statut personnel avec les dispositions de l'État-civil chérifien était ainsi conçu :

« ART. 50. — Latitude est donnée au sujets de notre
« Empire de déclarer les naissances et les décès, dans
« les conditions prévues au présent Dahir, aux offici-
« ciers de l'État-civil compétents pour la circonscrip-
« tion de leur résidence. Les actes seront dressés dans
« les formes fixées par le présent Dahir.

« Avis de tout décès dont l'acte aura été ainsi dressé
« sera, dans les vingt-quatre heures, transmis au Cadi
« de la Résidence du défunt.

« ART. 51. — Latitude est donnée aux sujets de
« notre Empire, de faire transcrire aux registres de
« l'État-civil institués par le présent dahir, un extrait
« des actes de mariage et de divorce.

« Cette transcription sera requise dans les quinze
« jours de l'acte établi par l'autorité compétente,
« cette réquisition aura lieu par le mari, la femme ou
« son mandataire, en présence de deux témoins.

« En vue de permettre la transcription, l'autorité
« qui aura dressé l'acte en délivrera aux époux ou en
« cas de désaccord au mari un extrait certifié conforme
« qui sera remis à l'officier de l'État-civil qui demeu-
« rera annexé aux registres de l'État-civil, avec le
« pouvoir du mandataire de la femme. .

« L'extrait délivré par l'autorité dont émanera
« l'acte, pourra être, par le mari, la femme ou son
« mandataire, en présence de deux témoins, remis à
« l'autorité administrative de contrôle du lieu où il
« n'existera pas d'officier de l'État-civil. Procès-ver-
« bal de cette remise sera dressé pour être, avec l'ex-
« trait et s'il y a lieu le pouvoir du mandataire de la
« femme, transmis à l'officier de l'État-civil compé-
« tent, lequel assurera toute transcription de droit.

« Avis de toute transcription sera, dans les 24 heu-
« res, adressé par l'officier de l'État-civil qui y aura
« procédé, à l'autorité qui aura dressé l'acte dont l'ex-
« trait aura été transcrit.

« ART. 52. — Des arrêtés de notre Grand Vizir dé-
« termineront la forme des extraits d'actes de mariage
« et de divorce, à délivrer par les autorités chérifiennes
« en vue de transcription aux registres de l'État-civil
« ci-dessus institués.

« Des arrêtés de notre Grand Vizir pourront rendre
« les dispositions des articles 50 et 51 ci-dessus, obli-
« gatoires pour telle partie du Protectorat de la Ré-
« publique Française au Maroc qu'il sera jugé conve-
« nable ».

Le Parquet général de Rabat, n'était d'ailleurs

pas certain que les prescriptions de ces articles seraient adoptées par le Gouvernement du Protectorat et il prenait soin d'indiquer en marge de ces articles :

« Avec l'article 50, débutent les prescriptions concernant nos sujets de l'Empire chérifien, musulmans ou Israélites ».

On répète qu'il n'est pour eux créé aucune obligation, qu'on leur donne seulement faculté de recourir, si bon leur semble, à l'État-civil institué par ce projet.

Il est d'ores et déjà certain qu'ainsi qu'en Tunisie, les Israélites s'empresseront d'user de la faculté qui leur est donnée.

On prévoit l'envoi au Cadi des avis de décès, pour le cas où les musulmans viendraient à l'État-civil institué.

Un arrêté Grand Viziriel pourra, en temps opportun, rendre obligatoire à tout ou partie du territoire, l'État-civil aujourd'hui facultatif.

Pour les mariages et divorces on a suivi, autant que possible les directives de la loi du 23 mars 1882, sur l'État-civil des musulmans d'Algérie notamment article 17.

Ces prescriptions ne furent pas appliquées et ces divers articles ne furent pas insérés dans le Dahir du 5 septembre 1915 réglementant l'État-civil dans la zone française de l'Empire chérifien. Les populations musulmanes et israélites du Maroc ne sont pas encore suffisamment habituées à nos méthodes européennes pour les obliger d'un seul coup à remplir les formalités d'État-civil qui doivent être faites dans un délai fixé.

Ces mesures se comprendront très bien au contraire quand les indigènes auront été habitués par des mesures de police spéciales à chaque agglomération urbaine à faire obligatoirement les déclarations de décès par exemple. Il ne faut pas oublier que nous ne sommes au Maroc que depuis quatorze ans et que nous ne faisons dans ce pays de l'administration réelle que depuis une dizaine d'années. L'indigène marocain qui vit depuis des siècles dans un pays en proie à l'anarchie et dans un état inorganique est loin de présenter le même état d'évolution que l'indigène algérien ou l'indigène tunisien par exemple. Il ne faut donc pas songer à lui appliquer dès maintenant certaines obligations d'état-civil en s'appuyant sur ce fait que des prescriptions analogues sont imposées sans difficultés dans des pays voisins à d'autres indigènes de même civilisation et de même religion sinon de même race. Il faut au contraire les amener peu à peu à reconnaître l'utilité de l'État-civil, obliger les fonctionnaires indigènes à y avoir recours, demander à chaque occasion, pour une entrée dans un école, la titularisation dans un poste, une pièce d'État-Civil. En un mot leur faire sentir l'utilité de l'État-civil sans leur en montrer le caractère obligatoire.

Agir autrement amènerait très probablement le gouvernement du Protectorat français à se heurter à l'hostilité sourde ou même déclarée des indigènes. L'indigène a une peur irraisonnée de la conscription et il se figure que si nous leur demandons de se faire inscrire à l'État-civil c'est pour connaître ceux d'entre

eux que nous pourrons appeler au service militaire et pour pouvoir dresser les tableaux de recensement.

Les divers bureaux de la Résidence générale habitués au contact de la population indigène ont bien senti combien cette question était délicate, puisque ce chapitre n'a pas été maintenu dans le dahir du 5 septembre 1915. L'accession des indigènes musulmans ou israélites à l'Etat-civil n'est d'ailleurs pas rejetée de ce fait, elle est simplement facultative, laissée à leur bon vouloir, et l'évolution n'en sera que plus sûre parce que plus lente.

L'alinéa 3 de l'article 1^{er} du Chapitre 1^{er} du dahir du 5 septembre 1915 prévoit cette accession dans un temps plus ou moins éloigné puisqu'il spécifie : « Cet Etat-civil sera accessible à tous les habitants de notre empire aux époques, dans les proportions et selon les conditions qui seront ultérieurement fixées par arrêté de Notre Grand Vizir ». Ce dernier alinéa permet donc toutes modifications au dahir qui seront par la suite jugées utiles pour permettre aux sujets marocains musulmans ou israélites, de recourir à l'Etat-civil chérifien. Il est hors de doute que cette accession sera non seulement permise mais rendue obligatoire dans un temps plus ou moins rapproché en ce qui concerne la déclaration des naissances et des décès. L'expérience a été faite en Tunisie par le décret du 28 décembre 1908, modifiant le décret du 29 juin 1886 et les résultats obtenus prouvent que les sujets tunisiens, qu'ils soient musulmans ou qu'ils soient israélites se soumettent sans trop de difficultés aux

obligations imposées par l'Etat-civil de la Régence de Tunis. Nul doute qu'il ne soit de même au Maroc où les populations ont de nombreux points de ressemblance avec les populations tunisiennes.

Le gouvernement tunisien a été obligé d'attendre une vingtaine d'années avant de rendre applicable à tous les sujets de son empire le décret du 29 juin 1886 ; il est très probable que le gouvernement de l'empire chérifien, devra, lui aussi, attendre un certain laps de temps avant de déclarer obligatoire pour tous ses sujets le Dahir du 4 septembre 1915.

Le Dahir instituant un état-civil propre à la zone française de l'empire chérifien fut pris en date du 4 septembre 1915. Il est ainsi conçu :

**« Dahir du 4 septembre 1915 constituant un état
civil dans la zone française de l'empire chérifien.**

- « Louange à Dieu seul ;
« (Grand Sceau de Moulay Youssef)
« A nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et
« et Caïds de notre Empire fortuné, ainsi qu'à Nos
« sujets.
« Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu
« Très-Haut en illustrer la teneur.
« Que Notre Majesté chérifienne,
« Voulant, dans la mesure du possible, que les
« nationaux ou sujets des puissances amies trouvent
« sur le territoire de Notre Empire la plus grande
« partie possible des garanties qui leur sont offertes
« dans leurs patries respectives ;
« Voulant, notamment, donner à tous, sans dis-

« tinction de nationalité, qu'ils y soient astreints par
« leur loi nationale ou non, la faculté de faire établir
« les actes relatifs à leur état civil.

« A décrété ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales.

« ARTICLE PREMIER. — Il est institué un état civil
« dans le Territoire de la zone française de l'Empire
« chérifien.

« Cet état-civil sera accessible à tous les habitants
« de Notre Empire aux époques, dans la proportion
« et selon les conditions qui seront ultérieurement
« fixées par Arrêtés de Notre Grand Vizir.

« ART. 2. — Son investis des fonctions d'officier de
« l'Etat-civil les Chefs des Services municipaux ou
« leurs adjoints sur délégations régulières, comme
« en cas d'empêchement.

« ART. 3. — Dans les villes où il n'existe pas de Mu-
« nicipalité constituée, les fonctions d'officier de
« l'Etat-civil seront remplies par l'autorité adminis-
« trative de Contrôle, ou en cas d'empêchements
« ou d'absence des agents de cette autorité, par leurs
« adjoints, ou à défaut, par l'autorité que désignera
« un arrêté spécial de Notre Grand Vizir, lequel nom-
« mera en même temps le ou les suppléants pour tout
« cas d'empêchement ou d'absence.

« Ampliation des Arrêtés spéciaux de Notre-Grand

« Vizir sera transmise d'urgence au Juge de paix de
« la circonscription judiciaire, au Procureur Commis-
« saire du Gouvernement de la circonscription et au
« Procureur Général à Rabat.

« ART. 4. — Les actes de l'Etat-civil seront écrits
« en français; ils énonceront, d'après le calendrier
« grégorien, l'année, le jour et l'heure où ils seront
« reçus, les noms, âge, professions, domiciles et natio-
« nalité de ceux qui y seront dénommés. Si un acte
« concerne un des sujets musulmans de Notre
« Empire, il portera, en outre de la date qui y sera
« insérée ainsi qu'il vient d'être précisé, par référence
« d'après l'hégire.

« ART. 5. — Les officiers de l'Etat-civil ne pour-
« ront rien insérer dans les actes qu'ils recevront, soit
« par note, soit par énonciation quelconque, que ce
« qui doit être déclaré par les comparants.

« ART. 6. — Dans le cas où les parties intéressées ne
« sont point obligées de comparaître en personne,
« elles pourront se faire représenter par un fondé de
« procuration spéciale et authentique.

ART. 7. — Les témoins produits aux actes de l'Etat
« civil devront être âgés de 21 ans au moins, parents
« ou autres, sans distinction de sexe. Toutefois, le
« mari et la femme ne pourront être témoins ensemble
« dans le même acte. Un arrêté de Notre Grand Vizir
« pourra prendre toutes dispositions qui sembleraient
« nécessaires en ce qui touche Nos sujets
« musulmans comme comparaissant témoins.

« ART. 8. — L'officier de l'Etat-civil donnera lecture

■ des actes aux parties comparantes ou à leur fondé
« de procuration et aux témoins. Il y sera fait mention
« de l'accomplissement de cette formalité.

« ART. 9. — Ces actes seront signés par l'officier de
« l'Etat-civil, par les comparants et les témoins, ou
« mention sera faite de la cause qui empêchera les
« comparants et les témoins de signer.

ART. 10. — Les registres autres que celui des pu-
« blications de mariage seront tenus en triple exem-
« plaire. Tous les registres seront cotés par premier et
« dernier et paraphés sur chaque feuille par le Prési-
« dent du Tribunal ou un magistrat du siège sur son
« empêchement.

« ART. 11. — Les actes seront inscrits sur les re-
« gistres de suite sans aucun blanc. Les ratures et les
« renvois seront approuvés et signés de la même ma-
« nière que le corps de l'acte. Il n'y sera rien écrit par
« abréviation et aucune date n'y sera mise en chiffres.
« La marge sera de la moitié de la page pour les re-
« gistres des naissances, du tiers pour le registre des
« mariages et celui des décès, du quart pour le registre
« des publications de mariage.

« ART. 12. — Les registres seront clos et arrêtés
« par l'officier de l'Etat-civil à la fin de chaque année,
« et, dans le premier mois de l'année suivante, deux
« des exemplaires des registres des naissances, ma-
« riages et décès, ainsi que l'unique registre des
« publications seront transmis en franchise et sous
« chargement au Procureur Commissaire du Gouver-
« nement de la circonscription. Avant cette trans-

« mission, l'Officier de l'Etat-civil dressera pour cha-
« que registre des naissances, mariages, et décès, et
« sur chaque exemplaire de ces registres, une table
« alphabétique qu'il certifiera. L'un des exemplaires
« des registres des naissances, mariages et décès, et
« l'unique exemplaire du registre des publications, se-
« ront, par le Procureur Commissaire du Gouverne-
« ment, déposés au greffe du Tribunal de première
« Instance.

« L'autre exemplaire des registres des naissances,
« mariages et décès, sera, par le Procureur Commis-
« saire du Gouvernement, adressé à M. le Ministre
« des Affaires Etrangères à Paris.

« ART. 13. — Les procurations et autres pièces qui
« doivent demeurer annexées aux actes de l'Etat-
« civil seront déposées au greffe du Tribunal de pre-
« mière Instance avec l'exemplaire des registres dont
« le dépôt doit avoir lieu au dit Greffe, après qu'elles
« auront été paraphées par la personne qui les a pro-
« duites et par l'officier de l'Etat-civil, ou par ce der-
« nier seul sur l'empêchement de quelqu'une des
« parties produisantes.

« ART. 14. — Toute personne, sauf l'exception pré-
« vue au second paragraphe du présent article, pour-
« ra se faire délivrer par les dépositaires des registres
« de l'Etat-civil, des copies des actes inscrits sur les
« registres. Les extraits délivrés conformes aux re-
« gistres, et légalisés par l'autorité compétente
« feront foi jusqu'à inscription de faux. Les copies
« délivrées porteront en toutes lettres la date de leur
« délivrance.

« Nul, à l'exception du Procureur Commissaire
« du Gouvernement et du Commissaire du Gouver-
« nement près le Conseil de Guerre, des Consuls pour
« leurs nationaux seulement, de l'autorité chérifien-
« ne désignée par arrêté de Notre Grand Vizir pour
« les seuls sujets de Notre Empire, de l'enfant, de
« ses ascendants et descendants en ligne directe,
« de son conjoint, de son tuteur ou représentant légal,
« s'il est mineur, ne pourra obtenir une copie con-
« forme d'un acte de naissance autre que le sien
« si ce n'est en vertu d'une autorisation délivrée sans
« frais par le Juge de Paix de la circonscription où
« l'acte a été dressé et sur la demande écrite de l'inté-
« ressé. En cas de refus, la demande sera portée de-
« vant le juge des référés.

« Les dépositaires des registres seront tenus de
« délivrer à tout requérant des extraits sans frais,
« indiquant sans autre renseignement, l'année, le
« jour, le lieu de naissance, le sexe de l'enfant, les
« prénoms qui lui ont été donnés, tels qu'ils résultent
« des énonciations de l'acte. L'extrait reproduira, en
« outre, toutes mentions de mariage ou de décès por-
« tées en marge de l'acte de naissance.

« ART. 15. — Dans tous les cas où la mention d'un
« acte relatif à l'Etat-civil devra avoir lieu en marge
« d'un acte déjà inscrit, elle sera faite d'office.

« Il doit être fait mention :

« 1^o de la célébration du mariage en marge de
« l'acte de naissance des époux ;

« 2^o de la légitimation en marge de l'acte de nais-
« sance de l'enfant légitimé.

« 3^o de la reconnaissance en marge de l'acte de
« naissance de l'enfant reconnu;

« 4^o De la transcription d'un jugement ou arrêt
« prononçant un divorce en marge de l'acte de ma-
« riage;

« 5^o de la transcription d'un arrêt d'adoption en
« marge de l'acte de naissance de l'enfant adopté;

« 6^o de la transcription d'un jugement ou arrêt
« portant rectification d'un acte de l'Etat-civil, en
« marge de l'acte rectifié;

« 7^o des décès, en marge de l'acte de naissance de
« la personne décédée (Voir art. 47).

« L'officier de l'Etat-civil qui aura dressé ou trans-
« crit l'acte donnant lieu à une mention effectuera
« cette mention dans les trois jours, sur les registres
« qu'il détient.

« Dans le même délai, il adressera un avis au Pro-
« cureur Commissaire du Gouvernement de sa cir-
« conscription judiciaire pour permettre à celui-ci
« de veiller à ce que la mention soit faite d'une façon
« uniforme sur les deux registres, ou sur tous regis-
« tres existant dans les dépôts publics hors de la cir-
« conscription .

« ART. 16. — Toute contravention aux articles
« précédents de la part des fonctionnaires y dénom-
« més ou délégués à la tenue des registres de l'Etat-
« civil sera poursuivie devant le Tribunal de Premiè-
« re Instance d'office, par le Ministère Public et
« punie d'une amende qui ne pourra excéder 100 francs.

« ART. 17. — Tout dépositaire des registres sera

« civilement responsable des altérations qui y sur-
« viendront, sauf son recours, s'il y a lieu, contre
« les auteurs des dites altérations.

« ART. 18. — Toute altération, tout faux dans les
« actes de l'Etat-civil, toute inscription de ces actes
« faite sur une feuille volante et autrement que sur
« le registre à ce destiné, donneront lieu à des domma-
« ges-intérêts envers les parties sans préjudice des
« peines portées par la loi pénale en vigueur dans l'é-
« tendue de la zone française de l'empire chérifien.

« Toutes actions en dommages et poursuites ré-
« pressives seront portées devant les Tribunaux fran-
« çais.

« ART. 19. — Le Procureur Commissaire du Gou-
« vernement près le Tribunal de Première Instance
« sera tenu de vérifier l'état des registres lors du dépôt
« qui en sera fait au Greffe; il dressera un procès-
« verbal sommaire de la vérification, dénoncera les
« contraventions ou délits commis par les officiers
« de l'Etat-civil et requerra contre eux la sanction
« prévue par toute loi applicable. Le Parquet, après
« sa vérification, adressera à chaque officier de l'Etat-
« civil un relevé des infractions constatées dans la
« tenue de ses registres.

« ART. 20. — Les expéditions des actes de l'Etat-
« civil seront payées conformément à l'article 32
« du tarif des perceptions en matière civile, adminis-
« trative, criminelle et notariale, annexe 4 à notre
« Dahir de promulgation du 9 Ramadan 1331.

CHAPITRE II

Des actes de naissance

« ART. 21. — Les déclarations de naissance seront
« faites dans le mois de l'accouchement à l'officier
« de l'Etat-civil du lieu ou de la circonscription.

« Si la déclaration est faite à un officier de l'Etat-
« civil d'une circonscription limitrophe de celle
« du lieu de naissance, elle sera néanmoins enregis-
« trée.

« Mais, dans ce cas, l'officier de l'Etat-civil qui
« aura instrumenté devra d'urgence envoyer une ex-
« pédition de l'acte de naissance ainsi dressé à l'offi-
« cier de l'Etat-civil compétent à raison du lieu, le-
« quel transcrira sur ses registres et fera une mention
« sommaire en forme de renvoi à cette transcription
« à la suite de l'acte le plus rapproché comme date
« de celle de l'acte transcrit.

« ART. 22. — La naissance de l'enfant sera déclarée
« par le père, ou à défaut de père, par les docteurs
« en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, offi-
« ciers de santé ou assimilés ou autres personnes qui
« auront assisté à l'accouchement, et lorsque la mère
« sera accouchée hors de son domicile, s'il est possi-
« ble, par la personne chez qui elle sera accouchée.
« L'acte de naissance sera rédigé de suite en présence
« de deux témoins.

« ART. 23. — L'acte de naissance énoncera le jour,
« l'heure et le lieu de naissance, le sexe de l'enfant et

« les prénoms qui lui seront donnés; les prénoms,
« noms, professions, domiciles et nationalités des
« témoins.

« ART. 24. — Toute personne qui aura trouvé
« un enfant nouveau-né sera tenue de le remettre
« à l'officier de l'Etat-civil ainsi que les vêtements
« et autres effets trouvés avec l'enfant et de déclarer
« toutes les circonstances du temps et du lieu où il
« aura été trouvé.

« Il en sera dressé un procès-verbal détaillé qui
« énoncera, outre l'âge apparent de l'enfant, son sexe,
« les noms qui lui seront donnés, l'autorité civile
« à laquelle il sera remis. Ce procès-verbal sera ins-
« crit sur les registres.

« ART. 25. — La reconnaissance d'un enfant pourra
« être insérée à son acte de naissance si elle se pro-
« duit lors de la déclaration.

« La reconnaissance pourra intervenir par acte
« séparé avant ou après la déclaration de naissance,
« soit par acte de l'officier de l'Etat-civil, soit par
« acte reçu par un officier public. Dans ces derniers
« cas, l'officier de l'Etat-civil recevra l'acte de recon-
« naissance en la forme de l'acte de naissance et l'ins-
« crira sur le registre des déclarations de naissance.
« Dans ces mêmes cas, l'officier public recevant un
« acte de reconnaissance ou constatant une recon-
« naissance même par procès-verbal de son minis-
« tère, transmettra une copie ou un extrait de l'acte
« à l'officier de l'Etat-civil compétent, pour trans-
« cription sur les registres des déclarations de nais-
« sance.

« Lorsque la reconnaissance sera constatée par un
« acte distinct de l'acte de naissance, elle sera men-
« tionnée en marge de cet acte. Tout secrétaire-gref-
« fier, détenteur de la minute d'une décision de recon-
« naissance judiciaire de paternité naturelle, devra,
« dès que cette décision ne sera plus susceptible de
« recours, en transmettre un extrait à l'officier de
« l'Etat-civil compétent, aux fins de transcription
« et de toute mention utile.

« Les actes de reconnaissance, les copies ou extraits
« en pouvant être transmis à l'officier de l'Etat-civil
« sont exonérés de toute droit fiscal

CHAPITRE III

Des actes de mariage

« ART. 26. — Avant la célébration du mariage,
« l'officier de l'Etat-civil fera une publication par voie
« d'affiches apposée à la porte de l'immeuble où est
« établi ce service. Cette publication énoncera les
« noms, prénoms, domicile, résidence et nationalité
« des futurs époux, leur qualité de majeur ou de
« mineur d'après leur statut personnel et les prénoms,
« noms, professions et domicile de leur père et mère.

« Elle énoncera, en outre, le jour, lieu et heure où
« elle a été faite. Elle sera transcrite sur un seul re-
« gistre coté et paraphé comme il est dit à l'article
« 10 ci-dessus et déposé à la fin de chaque année au
« greffe du Tribunal de Première Instance de la
« circonscription judiciaire.

« ART. 27. — L'affiche prévue en l'article précé-
« dent restera apposée à la porte de l'immeuble où
« est établi le service de l'officier de l'Etat-civil pen-
« dant dix jours, lesquels devront comprendre deux
« dimanches. Le mariage ne pourra être célébré avant
« le dixième jour depuis et non compris celui de la
« publication. Si le mariage n'a pas été célébré dans
« l'année grégorienne à compter de l'expiration du
« délai de la publication, il ne pourra l'être qu'après
« une nouvelle publication, faite dans la forme ci-
« dessus, à moins d'autorisation spéciale du Procureur
« Commissaire du Gouvernement de la circonscrip-
« tion.

« Le Procureur Commissaire du Gouvernement,
« dans la circonscription duquel sera célébré le ma-
« riage, peut dispenser, pour les causes graves, de la
« publication et de tout délai.

« ART. 28. — Les actes d'opposition au mariage
seront signés, sur l'original et sur la copie, par les
opposants ou par leurs fondés de procuration spé-
« ciale et authentique; ils seront notifiés avec la
« copie de la procuration à la personne ou au domicile
« des parties et à l'officier de l'Etat-civil qui mettra
« son visa sur l'original.

« ART. 29. — L'officier de l'Etat-civil fera, sans
« délai une mention sommaire des oppositions sur
« le registre des publications; il fera aussi mention,
« en marge de l'inscription des dites oppositions, des
« jugements ou actes de main-levée dont l'expédition
« lui aura été remise.

« ART. 30. — En cas d'opposition, l'officier de
« l'Etat-civil ne dressera par l'acte de mariage avant
« qu'on ne lui en ait remis la main-levée, sous peine
« de 300 francs d'amende et de tous dommages-inté-
« rêts.

« ART. 31. — S'il n'y a point d'opposition, il en sera
« fait mention dans l'acte de mariage et, si les publi-
« cations ont été faites par plusieurs officiers de l'Etat-
« civil, les parties remettront à celui qui doit dresser
« l'acte de mariage, un certificat délivré par tous les
» autres, constatant qu'il n'existe point d'opposition.

« ART. 32. — L'officier de l'Etat-civil se fera re-
« mettre l'acte de naissance de chacun des futurs
« époux, s'ils sont de nationalité européenne. Celui
« des époux qui serait dans l'impossibilité de se le
« procurer pourra le suppléer en rapportant un acte
« de notoriété délivré par le juge de Parix du lieu
« de sa naissance ou par celui de son domicile.

« L'acte de naissance produit par chacun des
« époux ne devra pas avoir été délivré depuis plus
« de six mois, s'il a été délivré en France, en Algérie,
« en Tunisie, et depuis plus de neuf mois, s'il a été
« délivré dans une colonie française ou en pays étran-
« ger.

« L'officier de l'Etat-civil se fera remettre, par
« les futurs ou par leurs mandataires, une déclaration,
« signée par chacun des futurs, indiquant s'ils ont
« ou non des enfants à légitimer.

ART. 33. — L'acte de notorité contiendra la déclai-
« ration faite par sept témoins de l'un ou de l'autre

« sexe parents ou non parents, des prénoms, nom,
« profession et domicile du futur époux et ceux de
« ses père et mère s'ils sont connus; le lieu et autant
« que possible, l'époque de sa naissance et les causes
« qui empêchent d'en rapporter l'acte. Les témoins
« signeront l'acte de notoriété avec le Juge de Paix
« et s'il en est qui ne puissent ou ne sachent signer,
« il en sera fait mention.

« ART. 34. — L'acte de notoriété sera présenté
« au Tribunal de Première Instance du lieu où doit
« se célébrer le mariage. Le Tribunal après avoir
« entendu le Procureur Commissaire du Gouverne-
« ment donnera ou refusera son homologation, selon
« qu'il trouvera suffisant ou insuffisantes les déclara-
« tions des témoins et les causes qui empêchent
« de rapporter l'acte de naissance.

« ART. 35. — L'acte authentique, s'il est requis,
« du consentement des père et mère, ou aïeuls ou
« aïeules, ou à leur défaut de celui de la famille,
« contiendra les prénoms, noms, profession, nationa-
« lités et domiciles des futurs époux et de tous ceux
« qui auront concouru à l'acte, ainsi que leur degré
« de parenté.

« Lorsque le consentement sera requis des père et
« mère, aïeuls ou aïeules, l'acte pourra être dressé
« devant l'Officier de l'Etat-civil ou l'autorité admi-
« nistrative de contrôle du domicile de l'ascendant.

« L'acte authentique du consentement sera reçu
« par les officiers de l'Etat-civil ou par l'autorité
« administrative de contrôle et exonéré de tous droits
« fiscaux.

« ART. 36. — Dans le cas où en raison de la légis-
« lation des pays d'origine des futurs, leur capacité
« matrimoniale serait soumise à des règles spéciales,
« comme aussi dans le cas où, en raison de la légis-
« lation sus-visée, l'accomplissement de certaines
« formalités prescrites par le présent dahir, préala-
« blement à la célébration du mariage serait impos-
« sible, un certificat délivré par le Consul de la nation
« des dits futurs établira qu'ils ont satisfait aux pres-
« criptions de leur propre loi et suppléera aux forma-
« lités qui ne seraient pas d'accord avec elle.

« ART. 37. — Le mariage sera célébré par l'Officier
« de l'Etat-civil du lieu où l'un des deux époux aura
« son domicile ou sa résidence établie par un mois au
« moins d'habitation continue à la date de la publi-
« cation prévue par la loi.

« ART. 38. — Le jour désigné par les parties après le
« délai de publication, l'officier de l'Etat-civil, dans
« la maison où est établie son administration et en
« présence de quatre témoins, parents ou non parents,
« fera lecture aux parties des pièces ci-dessus mention-
« nées, relatives à leur état et aux formalités de ma-
« riage. Si les parties sont de nationalité française,
« il sera également fait lecture du chapitre VI du
« Code civil, titre du mariage, sur les « droits et devoirs
« respectifs des époux ».

« L'officier de l'Etat-civil interpellera les futurs
« époux ainsi que les personnes qui autorisent le
« mariage si elles sont présentes, d'avoir à déclarer
« s'il a été fait un contrat de mariage, et dans le cas

« de l'affirmative, la date de ce contrat, ainsi que le
« nom et la résidence de celui qui l'a reçu. Il recevra
« de chaque partie la déclaration qu'elles veulent se
« prendre pour mari et femme, il prononcera au nom
« de la Loi qu'elles sont unies par le mariage et il
« dressera l'acte de mariage sur-le-champ.

« ART. 39. — On énoncera dans l'acte de mariage :

« 1^o Les prénoms, noms, professions, âges, lieux
« de naissance, domiciles, et nationalités des époux ;

« 2^o S'ils sont majeurs ou mineurs ;

« 3^o Les prénoms, noms, professions, domicile et
« nationalité des père et mère ;

« 4^o Le consentement des père et mère, aïeuls et
« aïeules et celui du conseil de famille dans le cas où
« ils sont requis ;

« 5^o Les actes respectueux s'il en a été fait ;

« 6^o Les oppositions s'il y en a eu, leur main-levée
« ou la mention qu'il n'y a point eu d'opposition ;

« 7^o La déclaration des contractants de se prendre
« pour époux et le prononcé de leur union par l'of-
« ficier de l'Etat-civil ;

« 8^o Les prénoms, noms, âges, professions et domi-
« ciles des témoins et leur déclaration, s'ils sont
« parents ou alliés des parties, de quel côté et à quel
« degré ;

« 9^o La déclaration faite sur l'interpellation pres-
« crite par l'article précédent qu'il a été ou qu'il n'a
« pas été fait de contrat de mariage et, autant que
« possible la date du contrat, s'il existe, ainsi que les
« nom et résidence de celui qui l'aura reçu ;

« 10^e Mention, s'il y a lieu, des légitimations faites
« Le tout, à peine, contre l'Officier de l'Etat-civil
« de l'amende fixée par l'article 16.

« Dans le cas où la déclaration prévue au n^o 9
« ci-dessus du présent article aurait été omise ou se-
« rait erronée, la rectification de l'acte en ce qui tou-
« che l'omission ou l'erreur pourra être demandée par
« le Procureur Commissaire du Gouvernement sans
« préjudice du droit des parties intéressées, confor-
« mément à l'article 50.

« ART. 40. — Il sera fait mention de la célébratoin
« du mariage en marge de l'acte de naissance des
« époux.

« L'officier de l'Etat-civil remettra gratuitement
« aux époux un « Livret de famille », dont la forme et
« l'emploi seront réglés par Arrêté de Notre Grand
« Vizir.

« ART. 41. — Dans le cas prévu par l'article 36,
« l'acte de mariage mentionnera le certificat délivré
« par le Consul de la nation des futurs, avec énon-
« ciation des formalités que le dit certificat est appelé
« à suppléer.

« ART. 42. — Le dispositif de tout jugement ou
« arrêt de divorce est transcrit sur les registres de
« l'Etat-civil (mariages) du lieu où le mariage a été
« célébré. Mention est faite de ce jugement ou arrêt
« en marge de l'acte de mariage, conformément à
« l'article 15 du présent dahir. Si le statut personnel
« des époux ne prévoit pas la transcription, elle sera
« néanmoins effectuée sur les registres de l'Etat-civil

« du lieu où les époux avaient leur dernier domicile
« dans la zone française de l'Empire chérifien.

« Mention du jugement ou arrêt aura lieu encore en
« marge de l'acte de mariage qui aurait été transcrit
« hors le territoire de la zone française de l'Empire
« Chérifien, si le statut personnel ne s'y oppose.

« ART. 43. — La transcription est faite à la diligen-
« ce de la partie qui a obtenu le divorce ; à cet effet,
« la décision est notifiée, dans un délai de deux mois
« à partir du jour où elle est devenue définitive, à
« l'officier de l'Etat-civil compétent pour être
« transcrite sur ses registres. A cette notification,
« doit être joint le certificat de non opposition ou
« appel prévu par l'article 291 du dahir de procédure
« civile et, en outre, s'il y a eu arrêt, un certificat de
« non pourvoi.

« Cette transcription est faite par les soins de
« l'officier de l'Etat-civil le cinquième jour de la
« réquisition, non compris les jours fériés, sous les
« peines édictées par l'article 16 ci-dessus.

« ART. 44. — A défaut par la partie qui a obtenu
« le divorce, de faire la notification dans le premier
« mois, l'autre a le droit, concurremment avec elle,
« de faire cette notification dans le mois suivant.

CHAPITRE IV.

Des actes de décès.

« ART. 45. — L'acte de décès sera dressé par l'of-
« ficier de l'Etat-civil, sur la déclaration de deux té-

« moins. Ces témoins seront, s'il est possible, les
« deux plus proches parents ou voisins, ou, lorsqu'une
« personne sera décédée hors de son domicile, la per-
« sonne, si faire se peut, chez laquelle elle sera décédée
« et un parent ou autre.

« ART. 46. — Les déclarations de décès seront faites
« dans les trois jours du décès à l'Officier de l'Etat-
« civil du lieu, sans préjudice des règlements des Gou-
« vernements ou Caïds, ou des arrêtés de Notre Grand
« Vizir portant règlements de police.

« Ce délai sera augmenté d'un jour par myriamètre
« de distance entre le lieu du décès et la résidence
« de l'officier de l'Etat-civil.

« ART. 47. — L'acte de décès contiendra les prénoms,
« noms, âge, profession, domicile et nationalité de
« la personne décédée, les prénoms et nom de l'autre
« époux, si la personne décédée était mariée ou veuve ;
« les prénoms, noms, âges, professions, domiciles des
« déclarants et, s'ils sont parents, leur degré de pa-
« renté.

« Le même acte contiendra, de plus, autant qu'on
« pourra le savoir, la date et le lieu de la naissance
« du décédé.

« Mention du décès sera faite en marge de l'acte
« de naissance si cet acte de naissance a été dressé en
« territoire de la zone française de l'Empire chérifien.

« ART. 48. — En cas de décès dans les hôpitaux
« ou les formations sanitaires, les hôpitaux militaires,
« maritimes, civils ou autres établissements publics,
« les directeurs, administrateurs ou maîtres de ces

« hôpitaux ou établissements, devront en donner avis
« dans les vingt-quatre heures ou dans le plus bref
« délai qu'il se pourra à l'officier de l'Etat-civil ou à
« celui qui en remplit les fonctions.

« Celui-ci dressera l'acte de décès, conformément
« à l'article précédent sur les déclarations qui lui
« auront été faites et sur les renseignements qu'il
« aura pris.

« Il sera tenu dans les dits hôpitaux, formations
« et établissements, un registre sur lequel seront ins-
« crits ces déclarations et renseignements.

« L'officier de l'Etat-civil, qui aura dressé l'acte
« de décès, enverra, dans le plus bref délai, à l'officier
« de l'Etat-civil du dernier domicile du défunt, une
« expédition de cet acte, aux fins de transcriptions
« sur les registres.

« ART. 49. — En cas de décès dans les prisons ou
« dans tout établissement pénitentiaire, il en sera
« donné avis d'urgence par les directeurs, gardiens
« ou concierges, à l'officier de l'Etat-civil qui s'y
« transportera et procédera dans les mêmes condi-
« tions.

« Dans tous les cas de mort violente, ou dans
« les prisons, ou dans les établissements pénitentiaires
« ou d'exécution à mort, il ne sera fait, sur les regis-
« tres, aucune mention de ces circonstances, et, les
« actes de décès seront simplement rédigés dans les
« formes prescrites par l'article 47 ci-dessus.

CHAPITRE V.

Rectifications des actes de l'Etat-civil.

Mesures d'assistance.

« ART. 50. — La demande en rectification d'un acte
« de l'Etat-civil concernant un justiciable des Tri-
« bunaux français est présentée dans les formes or-
« dinaires, devant le Tribunal de première Instance
« au greffe duquel un exemplaire des registres de
« l'Etat-civil a été ou doit être déposé. Il est statué
« dans les conditions de l'article 39 du dahir de
« procédure civile, le Ministère public entendu.

« Les demandes en rectification de l'Etat-civil des
« Sujets de Notre Empire continuent d'être jugées
« par les juridictions compétentes, dans les conditions
« de l'article 4 du dahir organique de la justice de
« la zone française de l'Empire chérifien du 9 Rama-
« dan 1331 (12 août 1913), et sous la réserve du second
« paragraphe de cet article.

« ART. 51. — Aucune rectification, aucun change-
« ment ne peut être fait sur l'acte, mais les jugements
« de rectification sont inscrits sur les registres de l'an-
« née courante, par l'officier de l'Etat-civil, aussitôt
« qu'ils lui ont été remis, mention est faite en marge
« de l'acte réformé et l'acte n'est plus délivré qu'avec
« les rectifications prescrites.

« ART. 52. — La rectification sera poursuivie d'of-
« fice par le Ministère public chaque fois que l'ordre

« public sera intéressé; les frais de la procédure seront
« avancés par la Caisse compétente du Trésor dans les
« conditions de l'article 118 du décret du 18 juin
« 1811 et d'après le tarif de ce Décret.

« Les actes de cette procédure seront, s'il y a lieu,
« à timbre et à enregistrement visés pour timbre et
« enregistrés en débet.

« ART. 53. — Les pièces nécessaires au mariage des
« indigents, à la légitimation de leurs enfants naturels,
« au retrait de ces enfants déposés dans un établisse-
« ment d'assistance, seront réclamées et réunies par les
« soins de l'officier de l'État-civil de la ville ou circons-
« cription dans laquelle les parties auront déclaré vouloir
« se marier, les expéditions de ces pièces pourront, sur
« la demande de l'officier de l'État-civil, du chef des
« Services municipaux ou de l'autorité administrative
« de Contrôle, être réclamées et transmises par les Pro-
« cureurs Commissaires du Gouvernement.

« ART. 54. — Les Procureurs commissaires du Gou-
« vernement pourront, dans les mêmes cas, agir d'of-
« fice et procéder à tous actes d'instruction préalables
« à la célébration du mariage.

« Tous jugements, tous actes judiciaires ou procé-
« dures nécessaires au mariage des indigents seront
« poursuivis et exécutés d'office par le Ministère Public.

« ART. 55. — Les extraits des registres de l'État-civil
« les actes de notoriété, respectueux, de consentement,
« de publications, de délibération du Conseil de famille,
« tous certificats, dispenses, les actes de reconnaissance
« des enfants naturels, les jugements et arrêtés, les ac-

« tes dont la production sera nécessaire dans les cas
« prévus par l'article 53, seront visés pour timbre et
« enregistrés gratis, lorsqu'il y aura lieu à timbre et à
« enregistrement. Il ne sera perçu aucun droit au pro-
« fit du Trésor sur les minutes et originaux, ainsi que
« sur les copies et expéditions qui en seraient passibles.
« Aucune obligation de visa pour timbre ne sera ap-
« plicable aux publications ni aux certificats consta-
« tant la célébration du mariage. Les actes respectueux
« et actes de consentement sont exonérés de tous droits
« et frais.

« ART. 56. — La taxe des expéditions des actes de
« l'État-civil requises pour le mariage des indigents
« est réduite uniquement, quels que soient les déten-
« teurs de ces pièces, à trente centimes lorsqu'il n'y
« a pas lieu à légalisation et à cinquante centimes
« quand cette formalité devra être accomplie.

« ART. 57. — Seront admises au bénéfice de la loi
« les personnes qui justifieront d'un certificat d'indi-
« gence, délivré par le commissaire de Police ou par
« l'autorité administrative de Contrôle pour les fran-
« çais, par le Consul ou par les agents consulaires, com-
« pétents pour les étrangers. Ce certificat constatera
« que l'indigence est établie par la notoriété publique,
« à défaut du rôle de contribution applicable, il ne
« sera pas délivré aux personnes payant plus de 10 fr.
« ou de 12,50 P. H. de taxes d'après le rôle en recouvre-
« ment. Au cas de taxe payée, il en sera fait mention
« dans le certificat délivré. Le certificat d'indigence

« ne sera soumis à l'approbation du Juge de Paix que
« s'il doit être produit en territoire français.

« ART. 58. — Le certificat prescrit par l'article pré-
« cédent sera délivré en plusieurs originaux lorsqu'il
« devra être produit à divers bureaux d'enregistre-
« ment. Il sera remis au comptable par qui les actes,
« extraits, copies ou expéditions devront être visés
« pour timbre et enregistrés gratis. Le comptable
« en fera mention dans le visa pour timbre et dans la
« relation d'enregistrement.

« Néanmoins, les réquisitions du Procureur com-
« missaire du gouvernement tiendront lieu des origi-
« naux ci-dessus prescrits, pourvu qu'elles mention-
« nent le dépôt du certificat d'indigence à son parquet,
« Le certificat prescrit par l'article précédent sera
« annexé aux pièces déposées pour la célébration du
« mariage.

« ART. 59. — Les extraits, copies ou expéditions ainsi
« délivrés mentionneront expressement qu'ils sont
« destinés à servir à la célébration d'un mariage « en
« exécution des articles 53 et suivants » du présent
« dahir, à la légitimation ou au retrait d'enfants natu-
« rels déposés dans un établissement d'assistance avec
« le bénéfice des mêmes articles. Ils ne pourront servir
« à autres fins sous peine de vingt-cinq francs d'amen-
« de, outre le paiement des droits contre ceux qui en
« auront fait usage ou qui les auront indûment déli-
« vrés ou reçus. Le recouvrement des droits et des
« amendes de contravention sera poursuivi par voie
« de contrainte comme en matière d'enregistrement.

« ART. 60. — Le présent dahir sera exécutoire à
« partir de la date qui sera fixée par Arrêté de Notre
« Grand Vizir.

« Fait à Rabat, le 24 chaoual 1333.
(4 septembre 1915).

« Vu pour promulgation et mise à exécution :

« Casablanca, le 5 septembre 1915.

« Le Commissaire résident général
« LYAUTEY ».

III. — ARRÊTÉS VIZIRIELS PRIS EN APPLICATION DU DAHIR DU 4 SEPTEMBRE 1915

Quelques jours après la promulgation de ce dahir, une commission composée de représentants du secrétariat général du Gouvernement chérifien, du bureau diplomatique du Service des renseignements, et du Parquet général se réunit au siège de la Cour d'appel de Rabat pour discuter des mesures à prendre en vue de la mise en application de ce dahir.

Il est intéressant de signaler que la question de la validité du mariage religieux fut discutée pour la première fois au Maroc au cours de cette séance et que M. le procureur général Landry refusa tout d'abord de se ranger à la thèse soutenue par M. Campana.

A la suite de cette séance, le procès-verbal suivant fut adopté :

« Aujourd'hui 13 septembre 1915, à 15 heures se
« réunit la Commission chargée de préparer un for-
« mulaire des actes de l'État-civil, en prévision de

« l'application du dahir du 4 septembre 1915, consti-
« tuant un État-civil dans la zone française du Pro-
« tectorat.

« En font partie :

« MM. Landry, *Procureur général*, Président.

Roussel, *Conseiller à la Cour*.

Campana, *Chef du Bureau des administra-
tions civiles et pénitentiaires*, délégué du
Secrétariat général du Gouvernement ché-
rifien.

Escande, *Chef du Service des Etudes législa-
tives*, délégué du Secrétariat général du
Protectorat.

Haring, *Capitaine*, délégué du Service des
Renseignements.

De Felcourt, *Secrétaire d'ambassade* délégué
du cabinet diplomatique.

Le Campion, *Administrateur adjoint des
Colonies*, adjoint au chef des services
municipaux de la ville de Rabat.

Michel, *Commis aux services municipaux de
Rabat*, qui sera chargé de la tenue des re-
gistres de l'État civil de cette ville, est
désigné pour remplir les fonctions de Se-
crétaire.

« *Registre d'inscription des actes de l'Etat-civil.* —

« Monsieur le Président ouvre la séance en faisant
« connaître à la Commission que le dahir du 4 septem-
« bre 1915, est inspiré dans ses dispositions générales

« de la loi française, sauf quelques légères modifica-
« tions. Ainsi il est prescrit à l'article 10 du dahir ché-
« rifien que les registres des actes de l'État-civil se-
« ront tenus en triple exemplaires, alors qu'en France
« deux registres seulement sont imposés par le Code-
« civil.

« Monsieur le Procureur général, fait remarquer
« qu'en cas d'événements graves (guerre par exemple)
« l'établissement de trois registres qui seront déposés
« respectivement aux Archives de la Municipalité,
« au greffe du tribunal de Première Instance et au Mi-
« nistère des Affaires étrangères à Paris, est un sûr
« garant contre la destruction complète des actes
« inscrits.

« *Délégation dans les fonctions d'officier de l'Etat-*
« *civil.* — Les articles 2 et 3 du dahir précité relatifs
« en partie à la délégation dans les fonctions d'officier
« de l'État-civil dont peuvent être investis les adjoints
« et suppléants font l'objet d'une discussion en ce qui
« concerne la désignation et la personnalité de ces
« suppléants.

« Monsieur Campana observe qu'en l'absence du
« chef de service son adjoint, le fonctionnaire ou l'of-
« ficier qui vient immédiatement après lui, est naturel-
« lement désigné pour remplir toutes les fonctions re-
« latives à l'État-civil.

« Sur avis de Monsieur le Président il est décidé,
« que, dans le cas où serait empêché le chef de service
« d'une ville ou d'un poste, où il n'existe pas d'adjoint
« délégué, la désignation d'un suppléant serait faite

« par arrêté viziriel conformément aux articles 2 et 3
« susvisé, mais que la teneur de cet arrêté pourrait en
« cas d'urgence être télégraphiée.

Acte de naissance.

« Les déclarations de naissance seront faites com-
« me le prescrit l'article 21 du dahir, dans le mois
« de l'accouchement, mais contrairement à la loi
« française la présentation de l'enfant ne sera pas
« exigée. En effet les distances souvent grandes qui
« peuvent séparer le domicile de l'enfant du lieu de
« l'enregistrement, rend dans la pratique la présenta-
« tion impossible.

« L'acte de naissance pourra être établi sur le
« vu d'un certificat de la sage-femme ou du médecin
« ou en cas d'impossibilité, de toute personne ayant
« assisté à l'accouchement.

« L'heure de la naissance de l'enfant devra être
« indiquée dans l'acte. Une discussion s'engage ensuite
« entre M. le Procureur général et M. Campana, sur
« le point de savoir si l'Etat civil institué par le dahir
« chérifien est obligatoire pour tous les Français et
« notamment si des Français peuvent contracter vala-
« blement mariage devant des prêtres.

« M. le Procureur général soutient que le dahir
« susvisé n'étant pas seulement dahir chérifien, mais
« loi française, oblige tous les Français; Monsieur
« Campana s'appuie sur la Jurisprudence de la Cour
« d'Alger pour soutenir que le mariage religieux est
« parfaitement valable et cite notamment le cas d'un

« mariage de ce genre par deux français en 1912, dans
« la circonscription consulaire de Casablanca, sans
« que, depuis, la validité de ce mariage ait jamais été
« contestée.

« L'accord entre les deux thèses ne pouvant s'éta-
« blir, il est passé, outre à la discussion.

« Autant que possible, il sera fait mention sur l'acte
« de naissance des renseignements qui pourront
« être recueillis sur le compte du père et de la mère,
« en tant que nationalité et célébration du mariage.

« En ce qui concerne les enfants présentés sans
« vie à l'officier de l'Etat-civil, il est décidé que,
« comme en France, l'acte sera inscrit à sa date sur
« le registre des décès avec la mention « l'enfant nous
« a été présenté sans vie ».

Actes de mariage. — La présentation de pièces
« prescrites au chapitre II du dahir chérifien (art. 32
« et suivants) sera autant que possible, exigée des
« futurs époux, au moment de la publication du
« mariage.

« Le mariage sera célébré suivant les mêmes forma-
« lités qu'en France, que ce soit au siège de la muni-
« cipalité, ou des renseignements, ou au domicile des
« époux, en cas de mariage in-extrémis.

« *Actes de décès.* — Les actes de décès seront rédigés
« selon la formule française. La constatation du décès
« sera faite autant que possible par un médecin délè-
« gué à cet effet.

« *Mentions diverses.* — Si les signataires d'un acte,
« témoins, compris sont décorés de la Légion d'Honneur

« ou de la Médaille militaire, il en sera fait mention
« dans l'acte de l'Etat-civil.

« *Recueil de formules.* — La Commission est d'avis
« de désigner M. Campana pour mettre à l'étude un
« recueil de formules de tous les actes de l'Etat-civil
« en s'inspirant :

« 1^o d'un formulaire contenant les Actes établis
« selon la rédaction employée en France.

« 2^o des discussions qui ont lieu entre les membres de
« cette Commission.

« Il est enfin décidé par la Commission, sur la pro-
« position de M. Campana, qu'un arrêté spécial fixera
« qu'à titre exceptionnel et par dérogation à l'art. 12
« du dahir chérifien, les registres de l'Etat-civil se-
« ront établis pour les années 1915-1916.

« En conséquence, les registres qui seront remis
« incessamment aux Officiers de l'Etat-civil, ne seront
« clos et arrêtés qu'à la fin de 1916.

« L'ordre du jour étant épuisé,

« Le président lève la séance ».

Le dahir du 4 septembre 1915 instituant l'Etat-civil dans la zone française de l'empire chérifien ne fut pas mis en application dès sa promulgation, l'article 60 du présent dahir le prévoyait d'ailleurs nettement puisqu'il spécifiait : « Le présent dahir sera exécutoire à partir de la date qui sera fixée par arrêté de notre Grand Vizir ». Par application de cet article, des arrêtés viziriels furent pris pour étendre successive-ment à toutes les villes du Maroc et à quelques centres importants de colonisation le régime de l'Etat-civil

institué par le dahir du 4 septembre 1915. Le Protectorat se réservait ainsi la faculté d'apprécier les besoins de chaque ville et de chaque centre de manière à permettre une transition graduée entre le régime de l'Etat-civil consulaire et le nouveau régime d'Etat-civil tel qu'il était institué par le dahir du 4 septembre 1915.

Pratiquement il n'était pas possible de procéder autrement sans risquer d'apporter des troubles dans la mise en action de l'Etat-civil institué par le dahir du 4 septembre 1915. En effet, dans beaucoup de villes de la côte, les consuls étaient demeurés à leur poste et continuaient d'assurer le fonctionnement de l'Etat-civil consulaire accessible aux français à l'exclusion des étrangers. On ne pouvait songer à leur confier les fonctions d'officier de l'Etat-civil chérifien, leur qualité de consul de France les en empêchant, il fallait donc nommer dans chaque ville des fonctionnaires de l'empire chérifien capables d'assurer le fonctionnement du nouvel Etat-civil.

Les villes n'étaient pas toutes pourvues du Chef des Services municipaux prévu à l'article 2 du dahir du 4 septembre 1915 pour assurer le fonctionnement de l'Etat-civil. « Sont investis des fonctions de l'Etat-civil les chefs des Services municipaux ou leurs adjoints, sur délégation régulière comme en cas d'empêchement ». Avant de déclarer applicable dans une localité le dahir du 4 septembre 1915 le gouvernement du Protectorat devait donc s'assurer qu'ils disposait du fonctionnaire capable de remplir les fonctions d'of-

ficier de l'Etat-civil. C'est par application de ce principe que nous voyons l'arrêté viziriel du 8 janvier 1916 désigner l'instituteur du Fédalah comme Officier de l'Etat-civil dans cette localité. Cet arrêté va être signalé d'une façon particulière dans la suite de ce chapitre. L'arrêté viziriel du 5 août 1919 créant un bureau d'Etat-civil à Oued-Zem prend soin également de désigner le fonctionnaire chargé d'assurer la bonne marche de ce bureau. Signalons enfin que dans des villes comme Casablanca, Mazagan, Mogador, l'Etat-civil chérifien ne fut mis en application que quelques mois après la promulgation du dahir du 4 septembre 1915 tandis que d'autres localités (Rabat, Oudjda) en furent pourvus dès le 22 septembre 1915.

Nous avons vu précédemment que, dans la séance tenue le 15 septembre 1915 sous la présidence de M. le Procureur général près la Cour d'Appel de Rabat, il fut décidé de nommer officier de l'Etat-civil non seulement les chefs des Services municipaux dans les villes, mais dans chaque poste important, le chef de ce poste ou son suppléant ou même tout autre fonctionnaire à désigner. C'est ainsi que dans l'arrêté viziriel du 22 septembre 1915, le premier en date pris à la suite du dahir du 4 septembre 1915, sont désignés les titulaires des fonctions d'officier de l'Etat-civil dans les postes où les bureaux d'Etat-civil sont créés. Cet arrêté viziriel indique dans son article 2 que « sont investis des fonctions d'officier de l'Etat-civil les fonctionnaires et *personnes* désignées au tableau ci-dessous ». Dans ce tableau on trouve dé-

signés : un chef des services municipaux, un contrôleur civil, des chefs de bureau de renseignements, un consul ou un maire.

L'arrêté viziriel du 22 septembre 1915 interprète donc dans un sens très étendu l'article 2 du dahir du 4 septembre 1915. De même qu'un chef des Services municipaux, placé à la tête d'une ville, est chargé des fonctions d'officier de l'Etat-civil, de même tout fonctionnaire placé à la tête d'une circonscription est chargé du soin de diriger le bureau de l'Etat-civil installé dans cette circonscription. Cet accroissement du nombre des fonctionnaires chargés des fonctions d'officier de l'Etat-civil fut le résultat de la conférence, dont il a été parlé plus haut, tenue entre les représentants de divers services du Protectorat marocain.

Les arrêtés viziriels créant les bureaux de l'Etat-civil chérifien par application des articles 1, 3 et 60 du dahir du 4 septembre 1915 sont au nombre de dix. Ce sont : 1^o l'arrêté viziriel du 22 septembre 1915 créant les bureaux de l'Etat-civil à Rabat, Kénitra, Dar Bel Hamri, Mechra Bel Ksiri, Petit-jean et Oudjda. Cet arrêté est intéressant à étudier dans certains de ses articles. Il est ainsi conçu :

« Le Grand Vizir,

« Vu le dahir du 24 chaoual 1333 (4 septembre 1915) constituant un Etat-civil dans la zone française de l'Empire chérifien, notamment en ses articles 1, 3 et 60,

« Arrête :

« ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du dahir du 25 chaoual 1333 (4 septembre 1915) sur l'Etat-civil

« entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1915 dans les localités énumérées au tableau ci-dessous et pour la circonscription relevant de chacune de ces localités.

« ART. 2. — Sont investis des fonctions d'officier de l'Etat-civil les fonctionnaires ou personnes désignées au tableau ci-dessous.

« ART. 3. — Les sujets marocains résidant dans les circonscriptions mentionnées au tableau ci-dessous auront latitude de recourir à l'Etat-civil institué pour la déclaration des naissances et des décès.

« ART. 4. — Les personnes résidant dans une circonscription administrative où il ne serait pas créé de bureau de l'Etat-civil auront latitude de recourir au bureau de l'Etat-civil le plus rapproché de leur résidence ou encore à celui dont l'accès serait le plus facile.

« ART. 5. — Des arrêtés ultérieurs détermineront toutes autres dispositions nécessaires ».

Nom des localités	Circonscriptions de l'Etat-civil	Officiers de l'Etat-civil
Rabat	Ville de Rabat, contrôle de Rabat-banlieue, ville et banlieue de Salé.	Chef des Services municipaux de Rabat ou son suppléant.
Kénitra ...	Contrôle civil de Kénitra.	Contrôleur civil ou son suppléant.
Dar el Hamri ..	Bureau des renseignements.	Chef de bureau ou son suppléant.
Mechra bel Ksiri ...	Bureau des renseignements.	Chef de bureau ou son suppléant.
Petit-Jean .	Bureau des renseignements.	Chef de bureau ou son suppléant.
Oudjda	Ville et banlieue d'Oudjda.	Consul, maire ou son suppléant.

Deux articles de cet arrêté viziriel sont à retenir d'une façon particulière, les articles 3 et 4. Nous avons vu précédemment que dans le contre-projet de dahir présenté par le Parquet général, un chapitre spécial réglementant l'accession des indigènes à l'Etat-civil avait été prévu puis supprimé dans le dahir promulgué. L'article 3 de l'arrêté viziriel du 22 septembre 1915 reprend cette question et permet l'accession à l'Etat-civil des indigènes habitant les circonscriptions énumérées à l'arrêté; il est ainsi fait application de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} du dahir du 4 septembre 1915. Cette façon de procéder permet toute la souplesse d'application désirable puisqu'elle peut à tout moment limiter ou au contraire étendre l'accession des indigènes à l'Etat-civil. C'est chose importante dans un pays comme le Maroc où se rencontrent des populations indigènes dont le stade d'évolution est loin d'être partout le même.

L'article 4 de l'arrêté Viziriel du 22 septembre 1915 en indiquant que « les personnes résidant dans « la circonscription administrative où il ne serait « pas créé de bureau de l'Etat-civil auront latitude de « recourir au bureau de l'Etat-civil le plus rapproché « de leur résidence ou encore à celui dont l'accès leur « serait le plus facile » essaie de rendre les obligations imposées par le statut personnel de l'Européen le moins ennuyeux possible étant donné le défaut de moyens de communication dans le Maroc de cette époque et les grandes distances à parcourir. Ce qui était vrai alors pour la généralité du Maroc ne l'est plus

maintenant que pour quelques rares endroits de l'empire chérifien. Le législateur chérifien, par cet article 4 étend la compétence de l'officier de l'Etat-civil qui, au lieu d'être compétent simplement *ratione loci*, comme il est généralement admis dans tout Etat-civil des pays européens, devient en outre compétent *ratione materiæ*. Dans l'étude critique du dahir du 4 septembre 1915 qui sera entreprise dans une autre partie de cet ouvrage nous trouverons encore des cas où cette dérogation au principe de la compétence *ratione loci* des officiers de l'Etat-civil trouve son application. Les circonstances de lieu et temps obligent quelquefois le législateur chérifien à prendre des mesures différentes des règles généralement admises dans les autres législations; en sachant s'adapter aux événements, ce législateur fait preuve de libéralisme et d'esprit politique.

2° L'arrêté viziriel, pris en date du 23 octobre 1915, organise un bureau de l'Etat-civil dans la ville de Safi. Cet arrêté ne présente aucune particularité digne de remarque.

3° L'arrêté viziriel en date du 4 décembre 1915 organise les bureaux de l'Etat-civil, dans les villes de Casablanca, Mazagan, Mogador, Marrakech, Ber Rechid et Settât. Dans les trois premières de ces villes, l'état-civil consulaire existait déjà à l'usage des Français, cet arrêté viziriel en a supprimé l'exercice et l'a remplacé par l'Etat-civil chérifien ouvert à tous.

4° L'arrêté viziriel du 5 janvier 1916, portant créa-

tion du bureau de l'Etat-civil dans les villes de Fez et de Meknès et les circonscriptions en relevant ;

Cet arrêté viziriel du 5 janvier 1916 mérite une mention particulière car il fait application du paragraphe 2 de l'article premier du dahir du 4 septembre 1915 dans un sens contraire aux précédents arrêtés. Tandis que les autres arrêtés précités disposent que les indigènes pourront recourir à l'Etat-civil dans certaines conditions et suivant certaines formes expressément indiquées cet arrêté viziriel interdit à tout indigène habitant Fez ou Meknès, ou les circonscriptions en dépendant d'accéder à l'Etat-civil tel qu'il a été institué pour la zone française de l'empire chérifien.

5^o Arrêté viziriel du 8 janvier 1916 portant création de bureau de l'Etat-civil à Fédalah. Cet arrêté viziriel présente un cas d'application des principes posés à la conférence du 15 septembre 1915, citée plus haut. Il avait été décidé dans cette commission que les fonctions d'officier de l'Etat-civil en cas d'absence ou d'empêchement du chef de poste seraient remplies par l'adjoint, à ce chef de poste ou en cas de nécessité par toute autre personne à désigner.

A Fédalah, le Protectorat se trouvait devant une situation tout à fait particulière. Cette agglomération, assez importante, était constituée presque entièrement d'habitants de nationalité européenne, et ce port de mer était en outre fréquenté par de nombreux navires ; il devenait donc nécessaire d'y constituer un bureau d'Etat-civil spécial à cette ville nais-

sante. Il était en effet tout à fait gênant pour les habitants de Fédalah de se rendre à Casablanca, à près de 30 kilomètres de là, pour y remplir les obligations imposées par le Code civil. D'autre part, Fédalah ne possédait pas à cette époque de chef de poste; l'administration de cette agglomération était assurée par le Contrôleur civil de Casablanca-banlieue, en résidence à Casablanca, et c'est ce fonctionnaire qui aurait dû être désigné de droit pour remplir les fonctions d'officier de l'Etat-civil, ce qui n'aurait apporté aucune amélioration au régime précédemment imposé par l'Etat-civil consulaire. Le gouvernement chérifien a désigné pour diriger le bureau d'Etat-civil le fonctionnaire, résidant à Fédalah, qui lui semblait le plus apte à remplir les fonctions d'officier de l'Etat-civil, l'instituteur. Ne voit-on pas d'ailleurs en France les instituteurs dans les petites communes remplir les fonctions de secrétaire de mairie, fonctions parmi lesquelles les formalités relatives à l'Etat-civil prennent une grosse partie de leur temps. Ce choix était donc tout indiqué en l'absence d'un chef des Services municipaux ou d'un Contrôleur civil, chef de poste.

Je dois ajouter que cette question a perdu par la suite beaucoup de son actualité car la ville de Fédalah prenant de jour en jour plus d'importance a été pourvue d'un chef de poste qui remplit de droit les fonctions d'officier de l'Etat-civil;

6^o Arrêté viziriel du 22 janvier 1916 portant création de bureau de l'Etat-civil dans les villes de Ber-

guent. El Aïoun, Taourirt, Guercif, Martmprey Berkane et les circonscriptions relevant de ces localités;

7^o Arrêté viziriel du 5 août 1919, portant création d'un bureau d'Etat-civil à Oued Zem.

8^o Arrêté viziriel du 9 avril 1921 étendant à la ville de Taza les dispositions du 4 septembre 1915 (24 Chaoul 1333) sur l'Etat-civil;

9^o Arrêté viziriel du 19 juillet 1921 créant un bureau de l'Etat-civil à Tiflet;

10^o Arrêté viziriel du 26 novembre 1921, portant création d'un bureau d'Etat-civil à Agadir.

Ces derniers arrêtés prennent soin d'indiquer le fonctionnaire chargé des fonctions d'officier d'Etat-civil.

Tous ces arrêtés viziriels pris en application de l'article 60 du dahir du 4 septembre 1915 renferment une disposition commune qu'il est intéressant de signaler car il met en jeu la question politique à l'égard des indigènes habitant la zone française de l'empire chérifien. Tous ces arrêtés indiquent si l'indigène demeurant dans l'étendue de la circonscription administrative déterminée dans le texte pourra avoir accès ou non au nouvel Etat-civil. C'est ainsi que les arrêtés viziriels des 25 septembre 1915, 23 octobre 1915, 4 décembre 1915, 22 janvier 1916, donnent liberté aux indigènes de l'empire chérifien de recourir à l'Etat-civil institué par le dahir du 4 septembre 1915, sans cependant leur en faire une obligation tandis que l'arrêté viziriel du 5 janvier 1916 établis-

sant un bureau d'Etat-civil à Fez et Meknès refuse tout accès à cet Etat-civil aux sujets marocains demeurant dans ces localités ou dans les circonscriptions en dépendant.

Les trois arrêtés du 9 avril 1921, 9 juillet 1921, 26 novembre 1921 sont muets sur la question de l'accession des indigènes à cet Etat-civil; on doit en conclure, à mon avis, que dans ces centres et dans les circonscriptions en dépendant, les indigènes musulmans ou israélites n'ont pas la faculté de recourir à cet Etat-civil.

Les arrêtés viziriels du 8 janvier 1916, et 5 août 1919, eux aussi, sont muets sur cette question; ils ne réglementent en effet l'Etat-civil que dans les centres urbains de Fédalah et Oued-Zem et des arrêtés antérieurs ont déjà réglementé l'accès à l'Etat civil des indigènes habitant les circonscriptions dans lesquelles sont situées ces deux localités.

On voit là encore, dans cette façon de procéder, le souci du gouvernement chérifien et du protectorat de ménager de lentes transformations entre l'ancien état politique et les nécessités de l'organisation moderne de l'empire du Maroc. Le gouvernement a estimé au moment de la promulgation de l'arrêté viziriel du 5 janvier 1916 que l'heure n'était pas encore venue de rendre l'Etat-civil créé par le Dahir du 4 septembre 1915, accessible aux indigènes des régions de Meknès et de Fez. Ce sera également à lui de choisir le moment convenable pour lever cette

prohibition et procurer au nouvel Etat-civil le maximum de succès.

Tous ces arrêtés cités plus haut sont publiés à la fin de cet ouvrage, dans les pièces annexes, où il sera facile de les consulter.

L'Etat-civil chérifien ne fut donc pas appliqué en même temps dans toute la zone française de l'empire chérifien mais au contraire à des époques variables et au fur et à mesure que le besoin s'en faisait sentir dans les différentes localités par suite du développement de la colonisation européenne.

Pour commenter ce dahir et donner aux officiers de l'Etat-civil toutes les précisions nécessaires pour en faire application sans crainte d'erreurs la Résidence générale adressa sous forme de circulaire des instructions aux futurs officiers de l'Etat-civil leur expliquant les principales particularités de ce texte législatif et appelant leur attention sur les points essentiels. Cette circulaire parue le 29 septembre 1915, fut d'une grande utilité car les chefs des services municipaux promus tout d'un coup officiers de l'Etat-civil n'étaient pas tous préparés à leurs fonctions nouvelles et les chances d'erreurs de leur part, pouvaient être nombreuses.

Le gouvernement du Protectorat a d'ailleurs toujours suivi de très près les questions relatives à l'Etat-civil et les circulaires résidentielles en cette matière sont nombreuses ainsi que la suite de cette étude permettra de le montrer.

L'ensemble de ces textes législatifs complétés

par ces circulaires résidentielles forme la réglementation de l'Etat-civil dans la zone française de l'empire chérifien, réglementation dont les dispositions les plus originales vont être indiquées au cours du chapitre suivant. Pour procéder à cette étude d'une façon rationnelle nous suivrons le Dahir sur l'Etat-civil dans l'ordre de ses articles, c'est-à-dire que nous étudierons, d'abord les articles relatifs aux dispositions générales puis ceux concernant les actes de naissances, les mariages, les décès et enfin, les articles relatifs aux rectifications des actes de l'Etat-civil.

TROISIEME PARTIE

Étude critique de l'État-Civil Chérifien

Dans un précédent chapitre, il a été indiqué quels principes ont présidé à la constitution de l'Etat-civil dans la zone française de l'empire chérifien et la manière dont fut élaboré le dahir du 4 septembre 1915. Dans la troisième partie de cet ouvrage, je m'efforcerai de passer en revue et d'étudier les caractères particuliers que présente cet Etat-civil; ces caractères sont assez nombreux et assez intéressants car cet Etat-civil chérifien, le dernier venu en date, a profité des perfectionnements apportés à tous les Etats-civils, français, tunisien et étrangers qui l'ont précédé. En certaines choses, il a même innové et je ne manquerai pas de signaler ces innovations au fur et à mesure qu'elles se présenteront. Pour plus de clarté dans l'étude de ce sujet, je passerai en revue le dahir du 4 septembre 1915, chapitre par chapitre, négligeant ceux des articles qui ne font que reproduire des dispositions inscrites dans le code civil français.

CHAPITRE I

Dispositions générales.

Dans ce chapitre qui comprend vingt articles il est à retenir deux dispositions assez spéciales : 1^o l'obligation de mentionner la nationalité du comparant dans les actes de l'État civil; 2^o la tenue des registres en triple exemplaire.

1^o *Obligations de mentionner la nationalité du comparant dans les actes de l'Etat-civil.* — Cette obligation est mentionnée à l'article 7 du dahir du 4 septembre 1915; nous retrouvons cette formalité également imposée dans le Décret Tunisien du 29 juin 1886 instituant l'État civil dans la régence de Tunis. Ces deux pays, Maroc et Tunisie, présentent des caractéristiques semblables en ce qui concerne leur population composée dans les deux régions d'un élément cosmopolite considérable et très actif se superposant à l'élément indigène et à l'élément français; il est donc naturel que dans deux pays semblables les mêmes causes produisent les mêmes effets. Dans chacun de ces deux pays l'état civil est accessible à tout Européen de quelque nationalité qu'il soit. Cette faculté entraîne comme conséquence tout à fait logique l'obligation de mentionner la nationalité du comparant dans tout acte de l'État-civil. Il semble même, faisant abstraction de toute prescription réglementaire que l'omission de cette nationalité rendrait l'acte incomplet.

Il est à signaler aussi que mentionner la nationalité des comparants dans un acte de l'État-civil est non seulement intéressant dans un pays comme le Maroc où les nationalités se heurtent et sont en rivalité mais aussi nécessaire car nous avons à tenir compte des accords internationaux en matière d'État-civil, tout particulièrement en ce qui concerne les décès. Ces prescriptions n'ont pas été perdues de vue par les services centraux de la Résidence Générale. Des circulaires résidentielles en date du 29 septembre 1915, du 17 mai 1916 et 5 août 1916 ont pris soin de rappeler ces principes. En Tunisie, des circulaires ont pris soin également de rappeler aux officiers de l'État-civil l'obligation de mentionner la nationalité des comparant à l'État-civil; je me bornerai à indiquer la circulaire de M. le Secrétaire général du Gouvernement de la Tunisie en date du 29 août 1901 relative aux indications que les actes de l'État-civil doivent porter pour permettre un échange utile de ces actes avec la France ou l'étranger. De plus, les articles 36 et 41 du dahir du 4 septembre 1915 prescrivent, ainsi que nous le verrons plus loin en détail, certaines formalités obligatoires en ce qui concerne le mariage des étrangers; il est donc nécessaire de connaître la nationalité des comparants et de la mentionner dans l'acte.

En outre, on peut aisément supposer combien il sera utile et précieux dans l'avenir de consulter les registres de l'État-civil pour se rendre compte du mouvement des nationalités dont la zone française de l'Empire chérifien; ce sera là une source de renseignements cer-

tains et précis dont l'intérêt n'échappera à personne.

2^o *Tenue des registres en trois exemplaires.* — l'article 12 du dahir du 4 septembre 1915 prescrit la tenue des registres de l'État-civil en triple exemplaire, deux de ces registres restant au Maroc (l'un au greffe du Tribunal de Première Instance, l'autre aux archives du bureau de l'État-civil) le troisième étant envoyé en France au Ministère des Affaires étrangères. Cette mesure qui n'est cependant pas appliquée en Tunisie, est loin de constituer une innovation.

L'ordonnance royale en date du 3 mars 1781 concernant les registres d'État-civil et les actes de donation et de testament dans les Echelles du Levant et de Barbarie prescrivait la tenue des registres de l'État-civil en triple exemplaire. Il y était dit notamment dans son paragraphe 1^o : « les curés ou autres prêtres séculiers ou réguliers desservant les églises françaises dans les Echelles du Levant et de Barbarie seront tenus à compter du 1^{er} janvier prochain d'inscrire sur trois registres différents les actes de baptême, mariage et sépulture des sujets de sa Majesté et seront les dits registres fournis gratuitement chaque année aux dits curés et desservants par les soins des consuls et vice-consuls dans le département desquels les paroisses qu'ils desservent sont situées.

Le paragraphe 12 de cette ordonnance du 3 mars 1781 à propos des formalités à accomplir préalablement à la sépulture des « corps de ceux qui auront été trouvés morts avec des signes ou des indices de mort violente ou autres circonstances qui donneraient lieu

de le soupçonner » spécifie : « l'ordonnance (du Consul ou du Vice-Consul) sera datée dans l'acte de sépulture lequel sera inscrit sur trois registres ».

Et plus loin dans le paragraphe 13 de la même ordonnance royale on peut lire : « Les curés ou les desservants sont tenus de porter eux-même ou d'envoyer par une voie sûre deux de ces trois registres à la Chancellerie du Consulat de leur département dans les quinze jours de l'année qui suivra la clôture desdits registres ».

La tenue des registres en trois exemplaires était donc sans contredit, prescrit par l'ordonnance royale du 3 mars 1781 dans les échelles du Levant et de la Barbarie. A l'heure actuelle cette tenue en triple exemplaire existe déjà dans l'Etat-civil des colonies françaises. Cette mesure se comprend d'ailleurs fort bien étant donné la situation des Echelle du Levant et de Barbarie, autrefois, du Maroc et des colonies françaises à l'heure actuelle. Les événements récents qui se sont passés en France durant la guerre de 1914 à 1918 ont démontré clairement que la tenue des registres en double exemplaire ne donne pas toujours toute garantie pour la sauvegarde des actes de l'Etat-civil, Des départements entiers ont été ravagés par l'ennemi et il s'est trouvé que les registres de l'Etat Civil déposés dans les greffes d'arrondissement et dans les archives des mairies ont été détruits par l'incendie, le bombardement ou le pillage presque simultanément. Les intéressés se sont donc trouvés complètement démunis de tout moyen d'obtenir des extraits d'actes de leur

Etat-civil. Il n'en eut pas été de même si un troisième registre eût été déposé soit à Paris soit dans un tout autre dépôt public à désigner.

Ce qui s'est passé en France dans un état de guerre exceptionnel peut se produire du jour au lendemain aux colonies ou au Maroc où l'état de sécurité n'est pas aussi assuré qu'en Europe. Ce système est en tout cas prudent à l'heure actuelle et le législateur chérifien pourra plus tard revenir à la tenue en double exemplaire en usage dans l'Etat-civil français s'il le juge utile et s'il pense que les chances de perte ou de destruction des registres sont devenues moins nombreuses.

Une autre raison milite encore en faveur de la tenue des registres en triple exemplaire : beaucoup de colons ou de commerçants ne se sont installés au Maroc qu'à titre provisoire ; l'appât du gain les a attirés dans ce pays neuf mais ils n'y sont venus qu'avec l'arrière pensée de regagner la mère-patrie aussitôt qu'ils auront amassé un pécule suffisant. Ces colons, ces commerçants ou ces fonctionnaires se seront peut-être mariés dans ce pays ou y auront eu des enfants et il sera beaucoup plus commode pour ces personnes, une fois revenues en France, de s'adresser à Paris, au ministère des Affaires Etrangères, pour obtenir une expédition d'acte de l'Etat-civil plutôt que d'écrire au Maroc.

Ces deux raisons valables aussi bien pour le Maroc que pour les autres colonies ou protectorats expliquent l'utilité de la tenue des registres de l'Etat-civil en triple exemplaire. Il est intéressant de signaler une note

marginale apposée à ce sujet par la Cour d'appel de Rabat sur le projet de Dahir qui lui avait été transmis : « Si le dépôt d'un exemplaire des registres des naissances, mariages et décès au Ministère des Affaires étrangères pouvait soulever quelques critiques, il y aurait lieu de disposer que l'autre exemplaire des registres des naissances, mariages et décès, sera, par le Procureur commissaire du Gouvernement, adressé à M. le Procureur Général à Rabat, à titre d'archives spéciales. A ce dépôt, le Parquet général donnerait telle destination qui serait ultérieurement ordonnée. « Ainsi, même en cas de difficultés ou de critiques soulevées par l'envoi du troisième exemplaire en France, la Cour d'Appel de Rabat est d'avis de maintenir la tenue en triple exemplaire et d'entreposer momentanément les registres au parquet général en attendant de déterminer la destination à leur donner.

3^o *Mesures diverses.* — Je disais au commencement de cette étude critique du dahir du 4 septembre 1915 que l'État-civil institué dans la zone française de l'Empire chérifien avait bénéficié des perfectionnements apportés peu à peu à l'État-civil français. En voici un exemple : La Loi du 30 novembre 1906 a modifié l'article 57 du Code civil en restreignant la publicité des actes de naissances et cela dans le but d'éviter des fraudes ou des divulgations facheuses. Cette loi n'a cependant pas été incorporée sans modifications dans le Dahir du 4 septembre 1915 et il a été tenu compte du fait que l'État-civil institué dans la zone française de l'empire chéri-

fien est ouvert à tous, Français, étrangers et sujets marocains de droit commun et que par conséquent des autorités autres que le procureur commissaire du Gouvernement auraient intérêt à pouvoir se faire délivrer des copies conformes d'actes de naissance concernant des tiers. C'est pourquoi l'article 14 de ce dahir spécifie que, à moins d'autorisation spéciale, seuls le procureur commissaire du Gouvernement, le commissaire du Gouvernement près le Conseil de Guerre, les Consuls pour leurs nationaux seulement, l'autorité chérifienne désignée par arrêté du Grand Vizir pour les sujets chérifiens, peuvent obtenir des copies conformes de ces actes, exception faite pour les personnes figurant à l'acte et certains membres de leur famille (ascendants, descendants, conjoints et tuteurs). Cette disposition permet d'éviter toute indiscretion intéressée dans une filiation car les tierces personnes ne peuvent obtenir que des extraits d'actes sur lesquels sont seulement mentionnés l'année, le jour, le lieu de naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui ont été donnés ; on a négligé volontairement de faire porter sur les extraits sans frais d'actes de naissance délivrables à toute personne les noms, prénoms, professions et domiciles des père et mère afin d'éviter toute fraude ou toute indiscretion préjudiciable à une famille.

Une autre particularité doit aussi être signalée dans ce chapitre 1^{er} du dahir du 4 septembre 1915 : l'article 15 de ce dahir organise un système de mentions à porter en marge des actes de l'État-civil. Ces men-

tions sont celles qui sont prescrites par les Lois françaises et il a semblé utile au législateur marocain de les indiquer tout au long dans le corps de cet article car les chefs de poste n'auront pas toujours entre leurs mains de bibliothèque juridique ou administrative bien constituée. Pour éviter le plus de chances d'erreurs possibles, il a semblé préférable de leur donner une liste complète de ces mentions. Une mention en marge du contre-projet de l'État-civil chérifien dressé par la Cour d'appel indique : « La question des mentions en marge des actes dressés à l'étranger est réservée, elle fera l'objet d'une circulaire rappelant les diverses conventions diplomatiques de la France lorsque le Bureau diplomatique à la Résidence générale aura donné son avis autorisé à ce sujet. Est encore réservée à la solution du Bureau Diplomatique la question de l'échange des actes de l'État-civil avec certaines puissances qui ont conclu quant à ce des conventions avec la France et qui sont : Austro-Hongrie, Belgique, Italie, Chili, Luxembourg, Monaco, Norvège, Suède, Suisse, pour tous actes, Allemagne, Portugal, Roumanie, pour les actes de mariage seulement ». Nous retrouverons plus loin, au cours de l'étude de ce dahir, des dispositions particulières montrant le soin constant du législateur marocain de faciliter dans la mesure du possible l'application facile du dahir sur l'État-civil.

Les autres articles de ce chapitre premier du dahir ne contiennent que des dispositions déjà en

vigueur dans le Code civil français ou des questions de détail sans grande importance ni originalité. Ces dispositions ne soulèvent aucune remarque valant la peine d'être notée.

CHAPITRE II

Actes de naissance.

Le chapitre deuxième concernant la déclaration des naissances renferme lui aussi quelques dispositions spéciales qu'il est intéressant de signaler ; ces dispositions sont au nombre de trois : 1^o Délai imparti pour la déclaration d'une naissance. 2^o Compétence de l'officier de l'Etat-civil pour recevoir une déclaration de naissance. 3^o Réglementation concernant la découverte des enfants nouveau-nés. Nous allons étudier successivement chacune de ces dispositions.

1^o *Délai imparti pour la déclaration d'une naissance,*
— Le législateur marocain pour fixer le délai de la déclaration de naissance s'est trouvé en présence de trois projets :

a) Appliquer le délai déjà fixé dans le décret tunisien du 29 juin 1886 établissant l'Etat-civil dans la régence de Tunis. Ce délai est fixé à trois jours après l'accouchement plus un jour par myriamètre de distance entre le lieu de naissance et le lieu de résidence de l'officier de l'Etat-civil. C'est également le système

suivi par le Code civil français. Ces délais sont différents mais le principe régissant leur application est le même.

b) Admettre le projet présenté par le Gouvernement chérifien qui fixait un délai unique de dix jours sans accorder aucune augmentation quelconque de délai pour la distance. Ce délai de dix jours était fixé en ce qui concernait certaines déclarations par l'article 55 du Code civil, paragraphe 2. Un décret en date du 17 mai 1909 porta ce délai à trente jours en ce qui concerne la Russie et les pays d'Europe.

c) Adopter le délai déjà imparti par l'Etat civil consulaire (Voir décret du 17 mai 1909) pour les déclarations de naissance. Ce délai était fixé à un mois. Ce dernier système proposé était fortement appuyé par le Bureau diplomatique de la Résidence générale.

Ce fut ce dernier projet qui l'emporta ; on fit valoir en effet que le délai d'un mois fixé dans l'Etat-civil pour les déclarations de naissance était déjà entré dans les habitudes des Européens ou tout au moins des Français habitant le Maroc. Il y avait dès lors intérêt, pour ne pas apporter de trop grands changements dans ces habitudes, à fixer ce même délai d'un mois dans le nouvel Etat-civil. En outre, fixer au Maroc un délai variable suivant le nombre de myriamètres, c'est aller au-devant des difficultés ; les distances dans ce pays encore neuf ne sont pas encore calculées d'une façon à peu près précise sauf sur les routes du protectorat et cette évaluation des distances pourrait donner lieu à des controverses. Enfin fixer un délai de dix jours

ne signifie rien, c'est un délai ou trop court ou trop long suivant les cas, mais ce n'est pas un délai suffisant pour donner satisfaction complète à tous les cas. Pour ces diverses raisons, le délai d'un mois pour les déclarations de naissances fut adopté.

Lorsque, par la suite, il sera démontré que ce délai est trop long, les communications étant plus rapides, un simple arrêté viziriel suffira, ainsi qu'il est prévu dans le dahir du 4 septembre 1915, pour fixer tel nouveau délai qui sera jugé convenable.

2^o Compétence de l'officier de l'Etat-civil pour recevoir une déclaration de naissance. Dahir du 4 juin 1917.

— Le régime habituel de l'Etat-civil dispose d'une façon générale que l'officier de l'Etat-civil est compétent non seulement ratione materiæ, mais aussi ratione loci. Cette règle généralement admise n'a pas été suivie par l'Etat-civil en application dans la zone française de l'empire chérifien. Le deuxième paragraphe de l'article 21 du dahir du 5 septembre 1915 dispose en effet : « Si la déclaration est faite à un officier d'Etat-civil d'une circonscription limitrophe de celle du lieu de naissance, elle sera néanmoins enregistrée. Mais, en ce cas, l'officier de l'Etat-civil qui aura instrumenté devra d'urgence envoyer une expédition de l'acte de naissance ainsi dressé à l'officier de l'Etat-civil compétent à raison du lieu, lequel transcrira sur ses registres et fera une mention sommaire, en forme de renvoi de cette transcription, à la suite de l'acte

le plus rapproché comme date de celle de l'acte transcrit ». La compétence de l'officier de l'Etat-civil suivant le dahir du 5 septembre 1915 n'est donc plus simplement *ratione loci*. Elle est étendue à toutes les déclarations de naissances qui lui sont faites. En cela l'Etat-civil chérifien se distingue nettement de l'Etat-civil en vigueur en France et dans les autres pays européens.

Cette disposition de l'article 21 du dahir du 5 septembre 1915 est commandée par l'organisation administrative du pays lui-même. Les divisions territoriales du Maroc sont très étendues et le législateur chérifien a pris cette mesure pour rendre les formalités de l'Etat-civil le moins pénible possible aux Européens, colons ou commerçants vivant dans l'intérieur du pays. Il est très naturel de supposer qu'un colon habitant une ferme située à distance égale de deux bureaux d'Etat-civil se rendra dans le centre où ses affaires personnelles ou commerciales l'appellent sans se soucier de savoir si ce bureau est bien le bureau compétent pour recevoir la déclaration d'Etat-civil. Il peut se faire même que la demeure de cet européen soit plus rapprochée du bureau d'Etat-civil auquel il n'est pas rattaché et dans ce cas encore il y a toute les chances pour que cet européen s'adresse à ce bureau. Rejeter cette déclaration parce que faite à un bureau d'Etat-civil incompétent *ratione loci* serait tout à fait impolitique et risquerait d'être considéré comme une mesure vexatoire.

On ne peut dire que les suppositions qui viennent

d'être faites sont paradoxales car des cas semblables se sont déjà produits dans différents bureaux de l'Etat-civil.

Premier cas. — Le 14 janvier 1916, un Européen, de nationalité française est venu déclarer au bureau de l'Etat-Civil de Casablanca la naissance d'une fille survenue aux Ouled-Saïd. Les Ouled-Saïd dépendant de la circonscription de Settât et les parents de l'enfant étant domiciliés aux Ouled-Saïd, il est hors de doute que la déclaration de naissance aurait dû être faite au bureau de l'Etat-civil de Settât. Cette personne elle-même pour parvenir à Casablanca dut traverser deux agglomérations : Settât et Ber-Rechid où se trouvaient des bureaux d'Etat-civil. Il ne lui vint pas cependant à l'idée de s'arrêter dans l'une de ces deux villes pour accomplir cette formalité. Casablanca représentait pour cette personne un centre d'affaires où il venait probablement faire quelques transactions, c'était de plus l'ancienne résidence du Consul où se faisaient les déclarations d'Etat-civil. En venant donc s'occuper de ses intérêts commerciaux cette personne pensait donc, de bonne foi très probablement, faire sa déclaration devant le bureau compétent. Refuser de recevoir cette déclaration parce que faite devant un officier de l'Etat-civil incompétent *ratione loci* et les renvoyer à Settât faire une déclaration régulière aurait pu sembler à cet Européen une mesure vexatoire et il était de beaucoup préférable de faire application dans ce cas des dispositions de l'article 21.

2^e Cas. Le 20 novembre 1916, le bureau de l'Etat-civil de Kénitra enregistre la naissance d'un enfant survenu à Rabat le 9 novembre 1916.

Ces cas d'application de l'article 21 se produisent surtout à Casablanca, ville qui constitue pour tout le Maroc occidental un centre d'attraction. J'ai vu des colons habitant Bousnika, centre de colonisation situé entre Casablanca et Rabat, mais dépendant administrativement de Rabat, venir à Casablanca demander des renseignements concernant l'Etat-civil. Cette ville constituait pour eux un centre d'affaires et ils profitaient de leur venue à Casablanca pour se renseigner sur des formalités à accomplir pour mettre leur Etat-civil en règle. Si de pareils cas peuvent se produire dans les régions de la côte où les bureaux de l'Etat-civil sont relativement nombreux à plus forte raison peuvent-ils se produire dans les zones de l'intérieur où les postes et les bureaux de l'Etat-civil sont en moins grand nombre. Il ne faut pas oublier qu'au Maroc, pays neuf et de colonisation récente, on ne doit pas imposer au colon européen des formalités inutiles ou des déplacements coûteux. Du moment que la déclaration d'une naissance est faite, même devant un officier de l'Etat-civil incompetent ratione loci, il est de bonne politique de considérer l'obligation imposée par le dahir sur l'Etat-civil comme remplie. Plus tard, quand des moyens de communication plus rapides auront diminué les distances et que les postes plus nombreux auront permis de créer des bureaux d'Etat-civil en plus grand

nombre, peut-être à ce moment là pourra-t-on envisager la suppression des dispositions de l'article 21 et donner à l'officier de l'Etat-civil une compétence *ratione loci*.

Dans une circulaire en date du 29 septembre 1915, la résidence générale attirait l'attention des officiers de l'Etat-civil sur ce point : « Cet article 21, y était-il dit, contient une disposition nouvelle dont l'intérêt ne peut vous échapper. En principe, la compétence des officiers de l'Etat-civil est territoriale c'est-à-dire limitée à une circonscription déterminée. Il a paru nécessaire au Maroc où les distances sont longues, les communications difficiles et les limites de circonscriptions pas toujours déterminées, de se montrer moins rigoureux dans l'application de ce principe. Vous devrez, en conséquence, recevoir la déclaration d'une naissance survenue hors de votre circonscription sans jamais refuser l'enregistrement pour cause d'incompétence *ratione loci* et transmettre à votre collègue de la circonscription intéressée l'expédition de l'acte reçu pour être opéré comme il est dit au dernier alinéa de l'article 21 ».

Pour faciliter encore plus aux Européens, colons ou commerçants dans l'intérieur du Maroc, l'accès à l'Etat-civil tel qu'il a organisé par le dahir du 5 septembre 1915, le législateur chérifien a édicté par le dahir du 4 juin 1917 des mesures spéciales pour étendre à cet Etat-civil le régime du dahir du 22 novembre 1913. Ce dernier texte régleme au Maroc le régime des actes de consommation, protêt, constat ou exécution à distance.

Ce dahir du 4 juin 1917 est ainsi conçu :

« **Dahir du 4 juin 1917 (13 chaabane 1335) étendant le régime du dahir du 22 Hidja 1331 (22 novembre 1913 à l'Etat-civil).**

« Louange à Dieu seul

« (Grand Sceau de Moulay Youssef).

« A nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et
« Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos
« Sujets.

« Que l'on sache par les présentes, puisse Dieu Très-
« Haut en illustrer la teneur.

« Que notre Majesté Chérifienne,

« Vu notre dahir du 22 novembre 1913 (22 Hidja
« 1331) réglementant le régime des actes de somma-
« tion, protêt, constat ou d'exécution à distance;

« Vu notre dahir du 12 mars 1914 (10 Rabia 11332),
« étendant le régime du précédent dahir aux enquêtes,
« visites de lieux et interrogatoires en matière civile;

« Vu notre Dahir du 4 septembre 1915 (24 Choual
« 1333), constituant un Etat-civil dans la zone fran-
« çaise de l'Empire Chérifien, notamment en ses ar-
« ticles 11, 13, 14, 15, 21 et suivants, 25, et sui-
« vants :

« A décrété ce qui suit :

« **ARTICLE PREMIER.** — A titre provisoire et dans le
« cas où la déclaration d'une naissance, d'une recon-
« naissance ou d'un décès, entraînerait pour les décla-
« rants des déplacements longs et difficiles ou domma-
« geables à leurs intérêts, l'officier de l'Etat-civil
« pourra donner délégation à tous fonctionnaires ci-

« vils ou militaires, à tous agents administratifs ou de
« la force publique pour recevoir les déclarations des
« intéressés.

« ART. 2. — L'agent délégué procédera aux lieu
« et place de l'officier de l'Etat-Civil dans les formes
« prévues par le Dahir du 4 septembre 1915 (2 Choual
« 1333). Toutes déclarations et constatations seront
« établies en deux exemplaires dont l'un demeurera
« aux archives du service de l'agent délégué et l'autre
« sera transmis sans délai à l'officier de l'Etat-civil
« dont émanera la délégation. L'exécution de cette
« transmission sera certifiée au bas de l'exemplaire
« conservé aux archives.

« ART. 3.— L'exemplaire transmis à l'officier de
« l'Etat-civil sera transcrit par ses soins et sans dé-
« lai sur le registre ad hoc, avec mention que cette
« transcription a eu lieu en exécution du présent dahir
« Il sera ensuite annexé aux registres. Nulle expédi-
« tion des actes ainsi établis demeurés aux archives
« du service délégué, ne pourra être délivrée qu'aux
« magistrats du Ministère Public sur leur réquisition.

« ART. 4. — L'agent délégué aura qualité pour
« mentionner aux livrets de famille qui lui seront
« présentés tous actes dressés conformément aux
« dispositions du présent dahir.

Fait à Rabat le 13 choual 1335.

(4 juin 1917).

« Vu pour promulgation et mise à exécution

« Rabat, le 13 juin 1917.

« Le Commissaire Résident Général,

« Lyautey »

Le dahir du 4 juin 1917 n'inaugure d'ailleurs pas une méthode nouvelle mais suit au contraire une voie déjà tracée et s'appuie sur un précédent. En effet, le dahir du 12 mars 1914 avait déjà étendu les dispositions du Dahir du 22 novembre 1913 aux enquêtes, visites de lieux et interrogatoires en matière civile. En étendant aux déclarations de l'Etat-civil le régime institué par le Dahir du 22 novembre 1913, le législateur chérifien, s'il n'a pas inauguré un système nouveau, a du moins fait preuve d'un grand esprit de libéralisme et du soin constant de rendre les formalités de l'Etat-civil aussi accessibles que possible aux Européens éloignés de tout poste. Pareil cas se présente assez souvent dans ce pays neuf où les colons par leur hardiesse, devancent quelquefois l'action de l'Administration.

Il est à remarquer que ce dahir n'étend pas à tous les actes de l'Etat-civil, le bénéfice du régime des constatations à distance institué par le dahir du 22 novembre 1913. Bien au contraire, ce texte, de crainte d'abus, limite à trois le nombre des cas où il pourra être fait application de ce régime. L'article premier de ce Dahir dispose en effet que : « A titre « provisoire et dans le cas où la déclaration d'une « naissance, d'une reconnaissance ou d'un décès en- « traînerait pour les déclarants des déplacements « longs et difficiles ou dommageables à leurs inté- « rêts, l'officier de l'Etat-civil pourra donner délégation etc. »

Au bureau de l'Etat-civil de Casablanca se trouve un cas d'application du Dahir du 4 juin 1917.

Au mois de juillet 1918, le chef-adjoint des Services municipaux de Casablanca recevait une communications téléphonique du Contrôleur civil du camp de Boucheron indiquant qu'une jeune femme, mariée à un garde forestier de Bir Lamdal venait de mettre au monde le 4 juillet 1918 une fille et qu'aucune personne ne pouvait entreprendre le voyage jusqu'à Casablanca pour faire la déclaration nécessaire au bureau de l'Etat-civil. Les nécessités du service forestier ne permettaient pas au père de quitter son poste. Délégation fut alors donnée au Contrôleur civil de Camp du Boucheron pour se transporter sur les lieux et recevoir la déclaration de naissance comme officier de l'Etat-civil par application des dispositions du Dahir du 4 juin 1917. La déclaration de naissance fut effectivement regue et transcrite sur les registres de l'Etat-civil de Casablanca par acte en date du 16 juillet 1918. La jeune enfant ne vécut pas longtemps et décéda le 5 juillet 1918; l'acte de décès fut donc établi en même temps que l'acte de naissance et de la même façon.

Etant donné la rareté du cas, je me permets de transcrire ci-dessous l'acte en entier.

« Empire chérifien

« Protectorat de la République Française
au Maroc.

« Extrait des registres de l'Etat-civil.

.
«.... Vu la signification à nous faite le seize juillet mil neuf cent dix-huit par l'officier d'Etat-civil

« délégué de Boucheron (Maroc) avons intégralement
« transcrit l'acte de naissance suivant :

« Le quatre juillet mil neuf cent dix-huit, vingt
« et une heures, est née à Bir Lamdal (Contrôle civil de
« Boucheron), au domicile de ses père et mère, Blan-
« che, Yvonne, Marcelle, du sexe féminin, de Camp
« Georges, Léon, Français, garde domanial des Eaux
« et Forêts né à Athie (Côte d'Or) le quatre mars
« mil huit cent quatre-vingt-neuf et de Bouvot Mar-
« celle, Lucienne, Maria, son épouse, née à Athie (Côte-
« d'Or) le quinze juin mil huit cent quatre-vingt qua-
« torze, sans profession, tous deux résidants et domi-
« ciliés à Bir Lamdal, Contrôle civil de Boucheron (Ma-
« roc).

« Dressé à Bir Lamdal le neuf juillet mil neuf
« cent dix-huit sur déclaration faite par le père, en
« présence de Brunet, Fernand, Marien, Français,
« né à Bayons, (Basses-Alpes) le vingt-trois octobre
« mil huit cent quatre-vingt-douze, garde stagiaire
« des Eaux et Forêts à Fort Gurgens, contrôle civil
« de Boucheron (Maroc) et de Forge Paul Marcel
« né à Fourevrault (Maine et Loire) le sept février
« mil huit cent quatre-vingt-douze, Français, garde
« stagiaire des Eaux et Forêts à Fort Gurgens,
» Contrôle civil de Boucheron (Maroc), qui lecture
« faite ont signé avec le déclarant et nous André Marc,
« rédacteur des services civils du Protectorat, faisant
« fonctions de contrôleur suppléant à Camp de Bou-
« cheron, agissant par application des dispositions
« du Dahir du quatre juin mil neuf cent-dix-sept

« comme officier de l'Etat-civil par délégation spéciale du chef des Services Municipaux de Casablanca, officier de l'Etat-civil.

« Signé : Marc André; G. Camp; Brunet; Paul Forge.

« Transcrit le seize juillet mil neuf cent dix-huit par nous, Alfred Collieaux, chef des Services Municipaux, officier de l'Etat-civil, à seize heures.

« Signé : Collieaux.

On lit en marge : « Décédée à Bir Lamdal, le cinq juillet mil-neuf-cent-dix-huit. L'officier d'Etat-civil.

« Signé : COLLIEAUX.

« Pour extrait conforme

« ... Casablanca le neuf septembre mil neuf cent-vingt-t-un...

« Le Chef des Services Municipaux ».

Dans une circulaire en date du 3 juin 1919, n° 995, D. R. 2, la Résidence Générale a rappelé l'existence et la possibilité d'application du Dahir du 4 juin 1917 dans les termes suivants :

« Des divergences d'interprétation s'étant produites dans l'application des règlements relatifs à l'Etat-civil, il m'a paru nécessaire de préciser le sens de ces divers règlements.

« Le Dahir du 4 septembre 1915, inséré au B. O du Protectorat n° 150 a constitué un état-civil dans la zone française de l'Empire chérifien; des arrêtés viziriels créent selon les besoins des bureau d'Etat-civil et fixent leurs ressorts. Partout où cet Etat-

« civil est institué, l'Etat-civil aux Armées doit cesser
« de fonctionner.

« Certains arrêtés viziriels créant des bureaux
« d'Etat-civil spécifient que ces bureaux ont pour cir-
« conscription des territoires très vastes dont une
« grande partie est encore en zone d'opérations mili-
« taires, tels que la région de Meknès, la région de
« Fez. Ces termes de territoire de la région de Meknès
« ou Fez ne doivent être entendus que pour les villes
« de Fez et Meknès même. Les registres de l'Etat-
« civil aux armées doivent donc continuer à être tenus
« dans les autres postes de ces régions.

« Les personnes, habitant en dehors de ces villes
« ou à une grande distance, peuvent, ou bien relever
« de l'Etat-civil aux Armées, ou bien bénéficier des
« dispositions suivantes du Dahir du 4 juin 1917
« (B. O. n° 243 du 13 juin) ».

« A titre provisoire et dans le cas où la déclaration
« d'une naissance, d'une reconnaissance ou d'un
« décès, entraînerait pour les déclarants des dépla-
« cements longs ou difficiles ou dommageables à
« leurs intérêts, l'officier de l'Etat-civil pourra don-
« ner délégation à tous fonctionnaires civils ou mili-
« taires, à tous agents administratifs ou de la Force
« Publique pour recevoir les déclarations des inté-
« ressés ».

« Dans ce cas, l'agent délégué rédige un procès-
« verbal qui, transmis à l'officier de l'Etat-civil,
« permet à celui-ci de le transcrire sur le registre
« ad hoc et devient ainsi un acte d'Etat-civil,

« Il est à remarquer que ce procédé n'est autorisé
« que pour les naissances, reconnaissances ou décès
« et non pour les mariages.

« Si certains centres de votre région justifient par
« leur importance la création de nouveaux bureaux
« d'Etat-civil, je vous serais très obligé de me faire
« toutes propositions utiles à ce sujet; mais je vous
« signale, à titre d'indication, qu'on compte une
« moyenne annuelle de trois actes d'Etat-civil de
« chaque catégorie (naissance, mariage, décès, etc...)
« par cent habitants, et que par conséquent un bu-
« reau d'Etat-civil ne s'impose pas dans une localité
« si elle ne compte pas au moins deux cents personnes
« étrangères à l'Armée ».

Il est hors de doute que des cas d'application de ce Dahir se rencontreront encore tant que les moyens de communications ne se seront pas considérablement améliorés et surtout que le nombre des bureaux d'Etat-civil n'aura pas été augmenté dans des proportions importantes.

3^o *Réglementation concernant la découverte des enfants nouveaux-nés.* — Le législateur chérifien a reproduit à l'article 24 du Dahir du 5 septembre 1915 les principales dispositions de l'article 58 du Code civil. Cette réglementation était d'autant plus nécessaire qu'on se trouve au Maroc en présence d'une situation ethnographique tout à fait spéciale. Ce pays n'est pas seulement peuplé de colons ou commerçants français, il est habité aussi par de nombreux étrangers de race latine surtout (Espagnols et Italiens) et nous de-

vons par tous les moyens essayer d'assurer la prépondérance du peuplement français en le rendant aussi nombreux que possible. C'est dans ce but, abstraction faite des nécessités politiques que l'article 5 du Dahir sur la condition civile des français et des étrangers dans le Protectorat français du Maroc (annexe VI au Dahir de promulgation du 9 ramadan 1331) a spécifié : « A défaut de nationalité connue, l'étranger est soumis en tout ce qui concerne son état et sa capacité, à la loi française ».

Il est très opportun dans ce pays où les nationalités se heurtent constamment, de pouvoir opposer à l'afflux continu d'émigrants étrangers, le plus grand nombre possible d'individus sinon de race tout au moins de nationalité française. L'article 24 du Dahir du 5 septembre 1915 cherche justement à atteindre ce but en entourant de toutes les garanties possibles la découverte des nouveau-nés abandonnés pour qu'ils soient soumis à la Loi française, en ce qui concerne leur état et leur capacité, si leur nationalité ne peut être prouvée.

Dans une lettre en date du 5 janvier 1917 M. le Procureur général près la Cour d'appel de Rabat s'exprime ainsi au sujet de l'importance de la réglementation concernant la découverte des enfants nouveau-nés :

« Les dépositions de l'article 58 du Code civil français sur la présentation à l'officier de l'état-civil des enfants trouvés sont reproduites par l'article 24 du Dahir du 5 septembre 1915. Si cette équiva-

« lence d'un texte a été créée, c'est par une appli-
« cation du principe dégagé de l'article 5 du Dahir
« sur la condition civile des Français et des étrangers
« dans le Protectorat français du Maroc (annexe VI
« au Dahir de promulgation du 9 ramadan 1331
« Dahir qui est une loi française en même temps qu'un
« texte législatif chérifien. L'article 5 du Dahir dis-
« pose qu'à défaut de nationalité connue, l'étran-
« ger est soumis, en ce qui concerne son Etat-civil
« et sa capacité, à la Loi française.

« L'enfant trouvé est bien un étranger sans natio-
« nalité connue d'où nécessité de lui créer un Etat-
« civil sur nos registres. L'intérêt pratique de cette
« mesure ne vous échappera pas. L'enfant trouvé que
« les constatations médicales permettent souvent de
« reconnaître comme un enfant européen, sera, grâce
« à l'Etat-civil constitué, placé sous notre surveillance
« et notre direction. Nous éviterons qu'élevé à nos
« frais par des Marocains il ne devienne Marocain;
« nous en pourrons faire un Français, chose appré-
« ciable par des temps où l'immigration française
« au Maroc semble assez menacée ».

Il semble que ce but n'a pas été recherché en Tunisie où les rivalités de race et de nationalité sont cependant les mêmes puisque les dispositions de l'article 58 du Code civil ne sont pas reproduites dans le Décret du 29 juin 1886 organisant l'Etat-civil dans la Régence. Il y a là certainement une lacune dans la législation tunisienne concernant l'Etat-civil.

On peut constater encore une fois combien le Dahir

sur la condition civile des français et étrangers dans le Protectorat français du Maroc et le Dahir sur l'Etat-civil sont intimement liés ; le premier a préparé la voie au second et lui sert de base puisque l'Etat-civil doit à chaque instant au Maroc résoudre des cas dans lesquels des étrangers sont parties.

4^o Dispositions concernant les reconnaissances d'enfants. — Avant de clôturer cette étude succincte relative aux déclarations de naissance, il faut signaler l'article 25 du présent Dahir qui s'étend un peu longuement sur les reconnaissances d'enfant et donne sur ce sujet des instructions détaillées aux officiers de l'Etat-civil. Ce luxe de détails peut paraître exagéré et peu à sa place dans un texte organique, mais il ne faut pas oublier qu'au Maroc les officiers de l'Etat-civil n'auront aucune chance d'ici longtemps de posséder tous les livres de droit nécessaires à l'exercice de leur fonction et qu'il vaut mieux pêcher par excès de précautions plutôt que de risquer qu'un officier de l'Etat-civil dans l'embarras et encore un peu novice ne puisse recevoir une déclaration de reconnaissance d'enfant ne sachant les formalités à accomplir pour ce faire. Là encore, le Dahir chérifien sur l'Etat-civil marque un certain progrès sur le Décret tunisien du 29 juin 1886 beaucoup moins explicite et moins détaillé. Enfin, pour faciliter dans la mesure du possible les actes de reconnaissance, l'article 25 de ce Dahir suit l'exemple donné par la Loi française du 31 mars

1913 en exonérant ces actes de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Il est à noter que le Dahir du 1^{er} mai 1917 en complétant l'article 15 du Dahir du 5 septembre 1915 sur l'Etat-civil a étendu aux actes de reconnaissance l'obligation d'inscrire en marge de l'acte les mêmes mentions que celles qui sont portées en marge de l'acte de naissance. Ce Dahir est ainsi conçu :

« **Dahir du 1^{er} mai 1917 (9 redjeb 1335) complé-**
« **tant le dahir du 4 septembre 1915 (24 choual**
« **1333) sur l'Etat-civil).**

« Louange à Dieu seul.
« (Grand Sceau de Moulay Youssef).
« A nos Serviteurs intègres, les gouverneurs et
« Caïds de Notre Empire fortuné ainsi qu'à nos Sujets :
« Que l'on sache par les présentes, — puisse Dieu
« Très-Haut en illustrer la teneur.
« Que notre Majesté chérifienne,
« Vu le Dahir du 4 septembre 1915 (24 choual 1333)
« sur l'Etat-civil;
« A décrété ce qui suit :
« ARTICLE UNIQUE. — L'article 15 du Dahir du
« 4 septembre 1915 (24 choual 1333), est complété
« ainsi qu'il suit :
« Lorsqu'un acte dressé par un des officiers de
« l'Etat-civil, institué par le présent Dahir, motivera
« quelqu'une des mentions prévues par les numéros
« 1, 2, 3, 5, 6, et 7 du paragraphe 2 du présent article
« et que l'intéressé, sans être né en zone française

« de Notre Empire, y aura été l'objet d'un acte de
« reconnaissance, les dites mentions seront en outre
« portées par l'officier de l'Etat-civil en marge de
« l'acte de reconnaissance. Avis de ces mêmes men-
tions sera, dans le délai fixé au paragraphe précé-
dent, transmis au Parquet compétent aux seules
« fins de mention sur les registres classés au secréta-
« riat-Greffé du Tribunal de première Instance.

« Fait à Fez, le 9 redjeb 1335,
(1^{er} mai 1917)

« Vu pour promulgation et mise à exécution :

« Rabat, le 20 mai 1917,

« L'intendant Général, délégué p. i. à la Résidence
« Lallier du Coudray »

Par suite des dispositions de ce Dahir, l'acte de reconnaissance jouit des mêmes prérogatives que l'acte de naissance. On ne voit pas très bien l'utilité d'une telle mesure, vis-à-vis des tiers ; dans la pratique, une tierce personne ne demandera pas l'acte de reconnaissance d'un autre individu, mais bien son acte de naissance. Ce n'est qu'un moyen de tenir à jour le dossier de l'Etat-civil des habitants de la zone française de l'empire chérifien.

Telles sont les principales caractéristiques du Dahir du 5 septembre 1915 en ce qui concerne les déclarations de naissance, nous allons étudier maintenant les quelques dispositions originales édictées par ce même texte en ce qui concerne la célébration des mariages.

CHAPITRE III

Des actes de mariage.

D'une manière générale, le Dahir du 5 septembre 1915 reproduit en ce qui concerne la célébration des mariages, les prescriptions du Code civil. Le mode de célébration ne diffère pas du mode suivi en France, les pièces exigées pour contracter valablement mariage dans la zone française de l'empire chérifien sont les mêmes que celles exigées dans la métropole. Trois particularités seulement sont à signaler; la production du certificat d'état ou de coutume dans certains cas déterminés, l'obligation de délivrer le livret de famille, formalités en ce qui concerne la légitimation des enfants avant le mariage.

1^o *Production du certificat de coutume ou d'Etat.*
L'article 36 du Dahir du 5 septembre 1915 vise le certificat d'état ou de coutume. Il s'exprime ainsi :

« ART. 36. — Dans le cas où, en raison de la légis-
« lation des pays d'origine des futurs, leur capacité
« matrimoniale serait soumise à des règles spéciales
« comme aussi dans le cas où, en raison de la légis-
« lation sus-visée, l'accomplissement de certaines
« formalités prescrites par le présent Dahir, préala-
« blement à la célébration du mariage, serait impos-
« sible, un certificat délivré par le Consul de la nation
« desdits futurs établira qu'ils ont satisfait aux pres-
« criptions de leur propre loi et suppléera aux for-
« malités qui ne seraient pas d'accord avec elle.

L'article 41 du même Dahir vise également la production du certificat d'Etat ou de coutume :

« ART. 41. — Dans le cas prévu par l'article 36, « l'acte de mariage mentionnera le certificat délivré « par le Consul de la nation des futurs, avec énon- « ciation des formalités que ledit certificat est appelé « à suppléer.

Nous avons vu, au commencement de cette étude, que l'Etat-civil institué au Maroc par le Dahir du 4 septembre 1915 présentait comme principal caractère d'être accessible à tout habitant de la zone française de l'empire chérifien, que cet individu soit français ou étranger ou même musulman sauf certaines exceptions? D'autre part il ne faut pas oublier que le Dahir sur l'Etat-civil est en rapport étroit avec le Dahir sur la condition civile des Français et des Etrangers dans le Protectorat français au Maroc. Ce dernier Dahir, antérieur au Dahir sur l'Etat-civil, spécifie dans son article 8 : « Le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des futurs époux ». Il est donc absolument nécessaire que l'Officier de l'Etat-civil, avant de procéder à la célébration d'un mariage dans lequel un étranger est partie contractante, s'assure que cet étranger remplit toutes les conditions requises par sa loi nationale pour contracter valablement mariage.

Or, dans l'état actuel des choses, dans un pays comme le Maroc où beaucoup de moyens d'informations font défaut, peut-on raisonnablement demander à cet officier de l'Etat-civil de juger si l'étranger qui se

présente devant lui pour contracter mariage remplit bien toutes les conditions exigées par la loi nationale ? Assurément non, il n'est pas possible d'exiger de l'officier de l'Etat-civil des connaissances aussi étendues, surtout étant donné qu'il ne pourra que rarement s'aider de livres juridiques. Il sera donc porté tout naturellement à demander les renseignements nécessaires à la seule personne capable de lui en donner : le consul de la nationalité à laquelle appartient le futur conjoint. Ce qui n'aurait pu être qu'une mesure de précaution laissée à la libre initiative de l'officier de l'Etat-civil, soucieux de s'entourer de toutes les garanties possibles a été transformé par le législateur chérifien en une obligation. L'accomplissement de cette formalité est constaté par la production du certificat de coutume ou d'Etat délivré par le consul de la nationalité du futur conjoint.

La délivrance de ce certificat de coutume ou d'Etat ne fut pas sans soulever parfois quelques difficultés. Certains consuls mécontents de voir leurs ressortissants recourir au mariage suivant la loi chérifienne ont mis beaucoup de mauvaise volonté à fournir ce certificat ; le fait notamment a pu être constaté plusieurs fois à Casablanca où un consul refusa de délivrer ce certificat à une jeune fille qui, se mariant à un Français, devenait Française et échappait ainsi à son autorité.

D'un autre côté, il est impossible d'obliger un consul à fournir une pièce dont la production n'est pas prévue dans sa législation nationale. Il se trouve donc des

cas' dans lesquels l'officier de l'Etat-civil est obligé de passer outre et de célébrer le mariage sans exiger la production du certificat de coutume ou d'Etat prévu par le Dahir du 5 septembre 1915. Dans ce cas, il serait bon que l'officier de l'Etat-civil joigne au dossier de mariage un certificat indiquant que le consul sollicité n'a pas consenti à délivrer le certificat de coutume.

Il existe enfin certains nationaux de puissances étrangères pour lesquels il n'est pas possible d'exiger le certificat de coutume en l'état actuel des choses. Tels sont les ressortissants suisses et russes; le consul les administrant était le consul de France; les postes consulaires français ayant été supprimés dans toutes les villes de la zone française de l'empire chérifien, les Suisses et les Russes n'ont plus de consuls chargés de leurs intérêts. Cette particularité n'a pas une importance extrême en ce qui concerne les Suisses car les prescriptions du Code civil Suisse au sujet de mariage sont sensiblement les mêmes que celles du Code civil français, mais il n'en serait pas de même si l'un des futurs conjoints était sujet Russe. Il est vrai que l'officier de l'Etat-civil aura toujours la faculté de s'adresser soit au Parquet du ressort judiciaire dont relève son bureau, soit à la Résidence Générale pour solliciter des instructions dans les cas qui lui sembleraient douteux ou sujets à discussions. On ne peut mieux démontrer l'importance que la Résidence générale attache à la production du certificat de coutume ou d'Etat qu'en signalant quelques-unes des circulaires dans lesquelles elle a rappelé cette formalité

aux officiers de l'Etat-civil. Dans une circulaire en date du 3 juillet 1916 concernant la justification du divorce en vue d'un mariage ultérieur, il est dit ceci :
« En ce qui concerne les Etrangers dont le statut personnel admet le divorce, vous devez vous préoccuper d'obtenir du Consul le Certificat d'Etat visé dans mes précédentes circulaires sur l'Etat civil.

Dans une autre circulaire en date du 29 septembre 1915, il est dit ceci :

« J'attire votre attention sur les dispositions des
« articles 36 et 41 ; je ne saurais trop vous engager à
« exiger des étrangers le certificat consulaire prévu à
« cet article. Les législations étrangères ont parfois
« des règles de statut personnel que vous n'êtes pas
« tenu de connaître et dont il peut y avoir lieu ce-
« pendant de faire l'application ; le certificat d'état
« du consul dégagera votre responsabilité en vous pré-
« cisant la capacité matrimoniale des futurs époux.
« Dans le cas où le consul refuserait de délivrer cette
« pièce vous voudrez bien m'en référer et en cas d'ur-
« gence passer outre ».

Si le Dahir constituant un État-civil dans la zone française de l'Empire chérifien a été l'un des premiers textes déclarant obligatoire dans certains cas la production du certificat de coutume, on ne peut dire qu'il a innové en cette matière. La production de ce certificat avait déjà été envisagée à la Convention de la Haye et l'article 4 du texte de cette convention stipule que :
« Les étrangers doivent, pour se marier, établir qu'ils
« remplissent les conditions nécessaires d'après la loi in-

« diquée par l'article 1^{er} (Article 1^{er} : Le droit de con-
« tracter mariage est réglé par la loi nationale de cha-
« cun des futurs époux, à moins qu'une disposition
« de cette loi ne réfère expressément à une autre loi).
« Cette justification se fera par un certificat des agents
« diplomatiques ou consulaires autorisés par l'État
« dont les contractants sont les ressortissants, soit
« par tout autre mode de preuve pourvu que les
« conventions internationales ou les autorités du
« pays de la célébration reconnaissent la justifica-
« tion comme suffisante ».

La production du certificat de coutume était donc déjà prévue et le Dahir du 5 septembre 1915 n'a fait qu'appliquer l'une des dispositions de la Convention de la Haye.

Le Dahir constituant l'État-civil dans la zone française de l'Empire chérifien s'adresse non seulement aux Français mais aussi aux étrangers, il est donc très logique qu'il y soit fait application des dispositions des conventions de la Haye. Le Dahir sur la condition civile des français et des étrangers dans le protectorat français du Maroc, ne fait lui-même que mettre en pratique les conventions de la Haye; nous avons vu précédemment combien ce Dahir et le Dahir du 5 septembre 1915 ont des relations étroites entre eux. Nous en trouvons ici un nouvel exemple.

2^o *Délivrance obligatoire du Livret de famille.* — Le livret de famille, délivré au moment de l'union des deux jeunes époux, est d'un usage courant en France; sa principale utilité est de permettre aux intéressés

de prouver à tout moment la légitimité et la réalité de leur union. Il est d'usage en France de délivrer un livret de famille lors de la célébration du mariage, il ne faut voir là qu'une mesure administrative passée dans la coutume. Aucun texte aussi bien administratif que juridique n'en prescrit la délivrance au moment de la célébration du mariage, par conséquent, tout officier de l'État-civil est absolument libre de délivrer ou non cette pièce.

Au Maroc, il n'en est plus de même; ce qui est simple coutume en France est devenu obligatoire dans l'Empire chérifien et le Dahir du 4 septembre 1915 dans son article 40 vise le livret de famille pour en prescrire la délivrance lors de la célébration du mariage. Les instructions données par les services de la Résidence générale à ce sujet prescrivent de mentionner aussitôt après l'acte de mariage qu'un livret de famille a été remis aux nouveaux mariés.

Les événements qui se sont produits durant la guerre de 1914-1918 (destructions systématiques des archives, pillages, incendies) ont démontré combien un livret de famille pourrait être utile à la fois aux intéressés pour prouver leur Etat-civil perdu ou détruit et aux autorités du territoire pour reconstituer leurs archives d'État-civil. La mesure prescrite par le Dahir du 4 septembre 1915 est donc une mesure utile et opportune dans un pays comme le Maroc qui sera encore pendant quelque temps sujet à subir parfois des troubles plus ou moins graves et où, par suite, nous devons nous prémunir plus soigneusement qu'ailleurs

contre toute perte des archives de l'État-civil. Nous avons vu précédemment que la tenue des registres de l'État-civil avait été prescrite en triple exemplaire pour répondre à cette préoccupation, la délivrance obligatoire du livret de famille a été prescrite dans un but analogue. Chaque famille possédant son livret il sera aisé de reconstituer les archives en cas de destruction ou de perte des registres de l'État-civil.

3° *Légitimation des enfants avant la célébration du mariage.* — L'article 32 du Dahir du 5 septembre 1915 dispose dans son paragraphe 3 que « l'officier de l'État-civil se fera remettre par les futurs ou par leurs mandataires une déclaration, signée par chacun des futurs, indiquant qu'ils ont ou non des enfants à légitimer ».

Dans la circulaire résidentielle du 29 septembre 1915 adressée à tous les officiers de l'État-civil, il était donné des instructions précises concernant la légitimation des enfants par le mariage des parents :

« L'alinéa final de l'article 32 comporte une disposition nouvelle très intéressante, en ce qui concerne la légitimation des enfants par le mariage de leurs parents. Il s'est produit souvent que soit par oubli, soit par ignorance de la loi, soit même par fausse honte, des époux ayant eu des enfants hors mariage omettent de le signaler et il est arrivé que des mariages qui avaient pour but exclusif la légitimation d'enfants ne produisaient nullement cet effet.

« Pour éviter les inconvénients qui ont été signalés, l'officier de l'État-civil devra, non pas au moment de

« la célébration du mariage et en public, ce qui serait
« contraire à la discrétion qu'à voulue le législateur,
« mais, au moment où il constitue dans ses bureaux
« le dossier des pièces nécessaires à la célébration du
« mariage, se faire remettre par les futurs époux une
« déclaration signée par chacun d'eux s'ils ont ou non
« des enfants à légitimer.

« Je vous signale que la légitimation par mariage
« ne produit effet qu'autant que les enfants ont été
« reconnus antérieurement au mariage ou qu'ils le
« sont dans l'acte même de la célébration. Vous vou-
« drez bien vous reporter à la loi française du 7 no-
« vembre 1907 dont les dispositions intéressent les
« enfants adultérins qui ne peuvent être reconnus,
« dans des conditions que la loi détermine, que par
« le mariage de leurs parents et dans l'acte même de la
« célébration, ce qui vaut alors pour eux légitimation.

« En ce qui concerne la formule même qui pourrait
« vous embarrasser, vous voudrez bien vous arrêter à
« la double indication suivante :

« a) L'enfant a été reconnu antérieurement au
« mariage. Dans ce cas, aucune formalité, aucune men-
« tion particulière n'intervient dans l'acte de
« mariage ; la légitimation se produit de plein droit en
« vertu de la loi par le fait même de la célébration du
« mariage.

« b) L'enfant n'a pas été reconnu avant le mariage.
« Dans ce cas, sur le vu de la déclaration indiquée à
« l'article 32, sans aucune interpellation en public,
« vous indiquez simplement dans l'acte, aussitôt après

« le prononcé de l'union « au nom de la loi, je vous déclare unis par le mariage » la mention que les époux ont déclaré reconnaître, en vue de la légitimation, un enfant (prénoms, lieu et date de naissance et indication de l'enregistrement à l'État-civil du lieu de naissance).

« Dans les deux cas, mention de la légitimation doit être faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé ».

Il est à signaler que dans le premier projet de Dahir sur lequel le service judiciaire du protectorat (en l'espèce la Cour d'Appel de Rabat) avait mis ses observations, cette formalité relative à la légitimation des enfants ne figurait pas.

L'application de cette mesure ne fut d'ailleurs pas sans soulever de grosses difficultés : il était à prévoir qu'il serait toujours délicat pour un officier de l'État-civil de faire signer par les époux une déclaration indiquant qu'ils ont ou non des enfants à légitimer. En agissant adroitement l'officier de l'État-civil pourra, au cours d'un entretien avec les futurs époux, savoir la situation de chacun antérieurement à leurs projets de mariage, il connaîtra donc d'une façon aussi sûre que possible s'il y a lieu ou non à légitimation, mais demander une déclaration écrite des futurs à ce sujet est chose beaucoup plus délicate et ces derniers ne s'y soumettraient peut-être pas toujours volontiers. C'est ce qui s'est produit au bureau de l'État-civil de Mogador.

Deux jeunes époux, sur le point de se marier, refu-

sèrent de répondre à la demande de renseignements qui leur fut posée à ce sujet par l'officier de l'État-civil de Mogador et protestèrent énergiquement contre cette formalité. Le chef des services municipaux de Mogador fit part de cet incident à la Résidence générale qui adressa une circulaire aux officiers de l'État-civil pour leur indiquer que la production de cette pièce ne devait plus être considérée comme obligatoire et qu'ils étaient seuls juges d'apprécier de l'opportunité ou de la non-opportunité de la production de cette pièce étant donnée la situation de famille de chacun des futurs époux.

CHAPITRE IV

Actes de décès

Ce chapitre présente deux dispositions différentes de celles édictées en la matière par le Code civil français. Ces dispositions concernent : 1^o Le délai imparti pour la déclaration des décès. 2^o L'obligation de mentionner le décès en marge des actes de naissance dressés dans la zone française de l'Empire chérifien. Nous allons étudier ces deux dispositions aussi complètement que possible.

1^o Délai imparti pour la déclaration des décès. —

Dans l'étude du projet établi préalablement à la promulgation du Dahir, un délai de un mois avait été proposé. Ce délai avait le grand avantage d'être simple et d'application facile, de tenir compte des longues distances existant au Maroc et enfin de cons-

tituer le même délai que celui imparti pour les déclarations de naissance. Toutefois le besoin d'un délai aussi long ne se fait cependant pas très bien sentir dans la pratique ; en effet aucun enterrement ne peut avoir lieu sans permis d'inhumer, permis qui doit être délivré sauf opposition de la justice dans les 24 heures du décès ; la personne venant solliciter ce permis d'inhumer, généralement un membre de la famille du décédé, fera en même temps la déclaration du décès. Cette déclaration se produira donc, par la force des choses, dans un laps de temps très court après le décès. Ce délai d'un mois fut donc abandonné.

Une autre proposition fixait un délai de 24 heures pour l'agglomération urbaine où résidait l'officier de l'État-civil, de trois jours pour la banlieue dans un rayon de trois kilomètres, puis un délai myriamétrique suivant la distance. Cette proposition ne semble pas avoir été retenue parce qu'elle était trop compliquée probablement, en outre elle aurait pu être l'occasion d'erreurs toujours possibles dans le calcul des distances et par suite des délais.

Il a paru beaucoup plus simple et plus logique de fixer un délai moins long que le délai d'un mois mais donnant cependant assez de temps pour que les personnes éloignées du bureau de l'État-civil puissent faire cette déclaration. On s'est donc arrêté à un délai de trois jours plus un jour par myriamètre de distance entre le lieu du décès et lieu de résidence de l'officier de l'État-civil ; ce délai est assez court et en même temps peut être suffisamment prolongé pour que

n'importe quelle personne, quelle que soit sa résidence, puisse faire une déclaration de décès en temps utile. Ce délai fixé par le Dahir du 4 septembre 1915 est le même que celui imparti par le Décret tunisien du 29 juin 1886 organisant le régime de l'Etat-civil dans la Régence de Tunis. Ce délai n'a pas donné lieu à de fortes critiques en Tunisie, il est probable qu'il en sera de même dans la zone française de l'empire chérifien.

Il ne faut pas oublier non plus que le Dahir du 4 juin 1917 étendant aux déclarations de l'Etat-civil le régime institué par le Dahir du 22 novembre 1913 donne de grandes facilités aux personnes que des circonstances exceptionnelles empêchent de se déplacer. Ce Dahir a été étudié dans le chapitre relatif aux déclarations de naissances, il est donc inutile d'y revenir à propos des déclarations de décès.

Il est à signaler enfin que cet article 46 relatif aux déclarations de décès prévoit que les gouverneurs ou Caïds ou le Grand Vizir pourront prendre en cette matière des arrêtés portant règlements de police. Aucun texte officiel n'a été pris, que je sache, dans une ville quelconque du Maroc pour édicter des mesures spéciales en la matière. Il y a bien, dans chaque ville, des arrêtés spéciaux concernant les inhumations, mais ces arrêtés sont pris en vertu des pouvoirs de police des Pachas et Caïds et non par application de l'article 46 du présent Dahir sur l'Etat-civil.

En ce qui concerne les décès d'indigènes musulmans, ou israélites, des règlements ou des arrêtés interdisent

toute inhumation pour laquelle ne sera pas délivré de permis d'inhumer. C'est la règle suivie dans la majorité des villes, mais dans certaines localités du Maroc, à Casablanca par exemple, on a été encore plus loin : dans cette ville, tout décès d'indigène survenu dans un quartier de la ville fait l'objet d'une déclaration par le moquaddem de ce quartier. Cette déclaration donne lieu à l'établissement d'un permis d'inhumer mais non à un acte de l'Etat-civil; à Mogador, par contre, en ce qui concerne les Israélites seulement, le chef des services funéraires, accompagné d'un témoin, vient faire la déclaration régulière à l'Etat-civil donnant, autant que faire se peut, tous les renseignements demandés pour l'établissement des actes de cette nature. En même temps que cette déclaration est faite, le permis d'inhumer est délivré au chef des services funéraires israélites. L'utilité de ces mesures se comprend aisément; il est indispensable que les autorités municipales soient tenues au courant du nombre des décès qui se produisent dans la population afin de pouvoir au besoin déceler le commencement d'une épidémie toujours à craindre dans une population indigène et prendre assez tôt les mesures pour l'enrayer. C'est ainsi que fut arrêtée en un laps de temps très court, à Casablanca, l'épidémie de typhus qui se déclara durant l'hiver 1920-1921. La déclaration des décès des indigènes bien que non obligatoire aux termes du Dahir du 5 septembre 1915 sur l'Etat-civil est cependant faite aux bureaux d'Etat-civil de chaque municipalité et cette mesure se justi-

fie amplement par des raisons de défense sanitaire et d'ordre public. Les modalités de ces déclarations diffèrent suivant les localités, mais le but recherché et atteint est toujours le même.

2^o *Obligation de mentionner les décès en marge des actes de naissance dressés dans la zone française de l'empire chérifien.* — L'article 47, dans son paragraphe 3, prescrit une mesure qui n'a été ordonnée jusqu'ici ni dans le Code civil français, ni dans le Décret tunisien organisant le régime de l'Etat-civil dans la régence de Tunis. En prescrivant de mentionner les décès en marge des actes de naissance dressés dans la zone française de l'empire chérifien, le Dahir sur l'Etat-civil tend à faire de l'acte de naissance de tout individu, né au Maroc, un véritable dossier d'Etat-civil puisque nous avons déjà vu qu'il était obligatoire de mentionner les reconnaissances, les mariages et les divorces en marge de ces mêmes actes de naissance. Ces mentions, si elles sont faites régulièrement, éviteront par la suite de nombreuses chances d'erreur; en constituant une sorte de fiche de renseignements, ces mentions, en marge des actes de naissance, permettront à l'officier de l'Etat-civil d'être renseigné instantanément sur l'identité de toute personne née et vivant au Maroc. Ne voyons-nous pas chaque année, au moment de la formation des classes, des jeunes gens figurer sur des listes alors qu'ils sont décédés depuis longtemps? Toutes les chances d'erreurs de ce genre seront éliminées du fait de cette mention obligatoire, à condition que les registres de l'Etat-civil soient tenus

soigneusement. Les délais impartis pour effectuer cette mention sont également déterminés. Ils ont été fixés par l'article 15, in fine.

Au commencement de ce paragraphe, il a été indiqué que cette obligation de mentionner les décès en marge des actes de naissance dressés dans la zone française de l'empire chérifien ne figurait ni dans le Code civil français ni dans le décret tunisien du 29 juin 1886 organisant l'Etat-civil, ni dans les décrets postérieurs complétant le premier décret en cette matière. Il ne faut pas en conclure cependant que cette prescription du Dahir du 5 septembre 1913 constitue une innovation en matière d'Etat-civil. Cette mesure est d'application courante en certains pays étrangers, notamment en Grande-Bretagne où son application n'a soulevé, à ma connaissance, aucune difficulté sérieuse.

Au Maroc, cette prescription n'a soulevé jusqu'ici aucune objection et on ne voit d'ailleurs pas quelle difficulté pourrait faire naître l'application de cette mesure. En soulèverait-elle, que les avantages procurés par cette prescription compenseraient grandement les quelques inconvénients que ferait naître sa mise en application.

3^e *Absence de toute réglementation en ce qui concerne les décès à bord des navires*, — Il est à remarquer que le chapitre IV de ce Dahir ne comporte aucune disposition concernant les décès survenant à bord des bâtiments maritimes. En l'ab-

sence de toute prescription, il est logique qu'il soit fait application du Code civil français. Cependant, un Dahir du 7 mars 1917 a réglementé la marine marchande chérifienne et la police de la navigation dans la zone française de l'empire chérifien; il existe donc, depuis la promulgation de ce document, une marine chérifienne navigant sous pavillon chérifien distincte de la marine française et par suite obéissant à des règles spéciales. Dans ce Dahir, aucune disposition ne réglemente non plus les décès ou naissances survenant à bord. Il est cependant de toute utilité que cette lacune soit comblée car des cas d'espèce peuvent se produire et les officiers d'Etat-civil n'ont aucun texte en la matière. Un simple arrêté du Grand Vizir suffirait pour édicter les prescriptions édictables en la matière par application soit du paragraphe 2 de l'article 1^{er} du Dahir du 4 septembre 1915 « Cet
« Etat-civil sera accessible à tous les habitants de
« notre Empire aux époques, dans la proportion et
« selon les conditions qui seront ultérieurement fixées
« par arrêtés de Notre Grand Vizir », soit de l'article 69 du Dahir du 7 mars 1917. « Des arrêtés de Notre
« Grand Vizir fixeront les mesures de détail que
« comporte l'application du présent Dahir. Des dis-
« positions ulérieures réglementeront la police du
« bord ».

Quoi qu'il en soit, la navigation chérifienne étant légalement constituée et distincte de la navigation française, une réglementation spéciale doit intervenir pour édicter toutes les mesures à prendre en

matière d'Etat-civil sur les bateaux naviguant sous pavillon chérifien. Il pourrait d'ailleurs être fait simplement application du Code civil français encore faudrait-il qu'un arrêté du Grand Vizir le spécifie nettement.

Il est à signaler d'ailleurs que la législation tunisienne est absolument muette sur la même question, ni les décrets tunisiens organisant ou complétant l'Etat-civil de la régence ni le décret du 15 décembre 1906 organisant la navigation sous drapeau tunisien ne prévoient aucune disposition concernant l'Etat-civil à bord des navires. Il est bien certain qu'à l'heure actuelle la navigation sous pavillon chérifien ou tunisien ne concerne guère que des navires au cabotage n'accomplissant par conséquent que de petits parcours, mais il peut se faire par la suite que l'armement chérifien comprenne des navires au long cours et dans ce cas il faudrait que cette question soit résolue d'urgence.

4^o Réglementations postérieures au Dahir du 4 septembre 1915 en ce qui concerne les décès. — Diverses circulaires résidentielles sont venues après la publication du Dahir en compléter les prescriptions et surtout mettre en harmonie ces prescriptions avec les possibilités du milieu où vivent les officiers de l'Etat-civil. C'est ainsi qu'une circulaire en date du 6 avril 1916 apportait quelques facilités en ce qui concerne la constatation des décès. Elle s'exprimait ainsi :

« Mon attention a été appelée sur les difficultés
« auxquelles pourrait donner lieu dans la pratique,
« au point de vue de l'Etat-civil, la constatation
« des décès d'Européens, résidant dans des maisons
« situées en dehors des agglomérations.

« Le Dahir du 4 septembre 1915 sur l'Etat-civil,
« qui reproduit dans ses parties essentielles les dis-
« positions du Code français, doit être interprété
« comme se référant à ce texte, en ce qui concerne la
« constatation obligatoire des décès par un médecin.
« Cette mesure, édictée par l'article 77 du Code civil
« est d'application facile en France; mais, au Maroc,
« il arrivera fréquemment qu'aucun médecin ne pour-
« ra constater un décès survenu en dehors des limites
« des centres urbains.

« L'officier de l'Etat-civil, ne pouvant régulière-
« ment délivrer des permis d'inhumer sans certificat
« médical, se trouvera dans l'obligation de déléguer
« un médecin de l'administration. Or, en raison des
« distances et de la rapidité habituelle des inhuma-
« tions au Maroc, il est à craindre que l'intervention
« obligatoire du médecin de l'Etat-civil, ne rende la
« mise en bière trop tardive.

« J'ai donc été amené à décider qu'à défaut de
« tout médecin ayant traité le malade et à défaut
« de tout praticien disponible dans les environs im-
« médiats du lieu de décès, il appartiendrait, à l'ave-
« nir, à l'autorité administrative de contrôle de la
« circonscription, d'établir un certificat attestant
« que la mort est d'apparence naturelle et qu'il n'y

« a pas lieu, à son avis, de surseoir à la rédaction
« de l'acte de décès et à la délivrance du permis
« d'inhumer.

« Dans le cas où le lieu du décès serait à une grande
« distance de l'autorité du contrôle compétente,
« le même certificat pourrait être délivré soit par l'au-
« torité de contrôle la plus proche, soit par le chef de
« poste de la force publique le plus voisin ».

Une autre circulaire résidentielle en date du 20 mai 1916 a donné des instructions spéciales aux officiers de l'Etat-civil pour leur indiquer la conduite à tenir en cas de décès par suite d'accidents. Cette circulaire était ainsi conçue :

« Le Dahir instituant l'Etat-civil chérifien et ma
« circulaire de principe du 29 septembre 1915 n'ont
« pas envisagé de quelle façon les officiers de l'Etat-
« civil devraient procéder pour constater les décès
« survenus à la suite d'incendie, d'éboulements ou
« autres accidents, lorsque les cadavres ne sont pas
« immédiatement retrouvés.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que dans
« les cas de décès collectifs ou isolés, il y a intérêt à
« faire application des dispositions de l'article 19
« du Décret français du 3 janvier 1813.

« Aux termes de cet article, lorsque la présen-
« tation du cadavre est impossible, l'officier de l'Etat-
« civil est tenu de constater l'accident et d'établir
« un procès-verbal qui doit être transmis au Pro-
« cureur de la République. L'acte de décès, propre-
« ment dit, ne pourra être dressé qu'en vertu du juge-

« ment qui interviendra par la suite ; le procès-verbal
« sera alors annexé au registre de l'Etat-civil.

« Je saisis cette occasion pour vous rappeler que
« les actes de décès ne doivent plus être dressés,
« lorsque la déclaration est postérieure au décès
« de plus de trois jours, non compris les délais de
« distance (art. 46 du Dahir du 4 septembre 1915) ».

Il a fallu tenir compte également du fait que l'Etat-civil tel qu'il est institué dans la zone française de l'empire chérifien étant ouvert à tous les Européens, sans distinction de nationalité, les officiers de l'Etat-civil sont tenus à des obligations particulières en ce qui concerne les décès des étrangers. Le gouvernement français avait en effet échangé des conventions consulaires en mars 1862 avec l'Espagne, en juillet 1862 avec l'Italie, en 1874 avec la Russie. Des circulaires résidentielles vinrent rappeler ces prescriptions particulières aux officiers de l'Etat-civil chérifien : la circulaire n° 349 A. G. du 24 février 1916, concerne les déclarations de décès des Espagnols et des Russes, elle s'exprime ainsi :

« La circulaire du 29 septembre dernier n° 7.602
« vous a prescrit d'adresser au juge de paix dans la
« circonscription judiciaire duquel est placé le bureau
« de l'Etat-civil un avis de décès de tout Français
« laissant un conjoint, des mineurs ou des héritiers
« absents.

« Cette règle doit s'appliquer également en cas
« de décès d'étrangers dont les gouvernements ont
« renoncé aux capitulations ou ne sont pas représentés

« au Maroc et dont, par suite, les successions sont ré-
« glées par l'autorité judiciaire française, (C F. ma
« circulaire n° 7 D. du 8 avril 1915).

« Mais en outre, en ce qui concerne les Espagnols
« pour tenir compte des dispositions de la Convention
« consulaire franco-espagnole des 18-27 mars 1862,
« le même avis devra être adressé à l'agent consulaire
« d'Espagne le plus proche de votre résidence.

« En ce qui concerne les sujets russes, il devra
« être fait application de la même règle en vertu de
« la Convention Consulaire franco-russe des 17-20
« juin 1874; mais, la Russie n'étant représentée au
« Maroc que par un Consulat général à Tanger, vous
« vous bornerez, pour le moment, à transmettre
« sans retard à la Résidence générale, sous le présent
« timbre, une expédition de l'acte de décès des sujets
« russes, ainsi que vous le prescrivait d'ailleurs ma
« circulaire précitée n° 7602 pour tout décès d'étran-
« ger, quelle que soit la nationalité du défunt ».

La circulaire résidentielle du 17 mai 1916 concerne
le décès des sujets italiens et est ainsi conçue :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que la
« renonciation du Gouvernement italien au régime
« des capitulations a rendu applicable au Maroc la
« Convention consulaire franco-italienne du 23 juil-
« let 1862 sur les décès des Italiens et leur succession.

« Vous devez en conséquence, conformément aux
« dispositions de la circulaire du 29 septembre 1915,
« n° 7602, adresser au Juge de paix, dans la circons-
« cription judiciaire duquel est placé le Bureau de

« l'Etat-civil, un avis de décès de tout Italien lais-
« sant un conjoint, des mineurs ou des héritiers
« absents.

« Le même avis devra être transmis, dans tous les
« cas, à l'Agent consulaire d'Italie le plus proche
« de votre résidence, dans les conditions prévues par
« la circulaire 349 A. C. du 24 février 1916, relative
« aux décès des sujets espagnols ».

Aucune autre disposition spéciale n'est à signaler en ce qui concerne la réglementation des déclarations des décès. Ce chapitre IV du Dahir du 4 septembre 1915, en dehors des dispositions originales qu'il renferme et qui ont été signalées au fur et à mesure des articles appelle une constatation générale. Il est très détaillé et très complet, beaucoup plus complet par exemple que le décret tunisien du 29 juin 1886 qui ne renferme que trois articles sur le même sujet. Complété par les circulaires indiquées plus haut et par quelques instructions moins importantes, on peut dire que l'officier de l'Etat-civil a sous la main toutes les instructions lui permettant de résoudre toutes les difficultés qui se présenteront dans la constatation des décès, que ces cas se produisent dans l'agglomération urbaine où est situé son bureau, dans les formations hospitalières, dans l'intérieur de la circonscription dépendant de son bureau d'Etat-civil ou que ces décès aient lieu par accident. Il est bon de signaler encore une fois ici le souci du législateur marocain de faire œuvre complète et de permettre à l'officier de l'Etat-civil quelquefois peu expérimenté de remplir ses fonctions sans crainte de trop grandes erreurs.

CHAPITRE V

Rectification d'actes de l'Etat-civil.

Mesures d'assistance.

Ce chapitre, le dernier chapitre du Dahir du 4 septembre 1915, peut paraître un peu long sion le compare aux dispositions édictées en la même matière soit par le Code civil français soit le Décret tunisien du 29 juin 1886. Les prescriptions du Code civil français ont servi de base à ce chapitre et il a fallu les mettre en harmonie avec les dispositions des Dahirs organisant la justice dans la zone française de l'empire chérifien (12 août 1913) et tout particulièrement le Dahir sur la procédure civile (articles 394 à 396).

En outre, le législateur marocain a jugé utile de comprendre dans la réglementation de l'Etat-civil chérifien les dispositions de la loi française du 10 décembre 1850 ayant pour objet de faciliter le mariage des indigents, la légitimation de leurs enfants naturels et le retrait de ces enfants déposés dans les établissements d'assistance. Les articles 53 à 60 de ce chapitre ne font que reproduire les principales stipulations de la loi du 18 décembre 1850 en y apportant seulement quelques modifications dans la forme, quelques appellations nouvelles nécessitées par la différence d'organisation judiciaire et administrative existant entre la Métropole et la zone française de l'empire chérifien. Le décret tunisien du 29 juin 1886 organisant l'Etat-civil dans la Régence

de Tunis ne renferme pas de pareilles dispositions et cependant il ne semble pas que les prescriptions de la loi du 10 décembre 1850 puissent lui être applicables. En effet, un décret postérieur ne rend cette loi applicable qu'aux Colonies et non aux pays de protectorat, elle ne peut donc être appliquée ni dans la régence de Tunis ni au Maroc si elle n'est incorporée dans un texte législatif du pays même.

Ce chapitre V ne renferme donc aucune disposition originale digne d'être signalée ; il ne fait que reproduire des prescriptions en vigueur déjà suivant les lois françaises, mais en adaptant ces prescriptions à la nouvelle organisation juridique et administrative de la zone française de l'empire chérifien.

QUATRIEME PARTIE

ETAT ACTUEL DU RÉGIME D'ÉTAT-CIVIL DANS LA ZONE FRANÇAISE DE L'EMPIRE CHÉRIFIEN. — SES POSSIBILITÉS D'AVENIR.

Dans les précédentes parties de cette étude, il a été indiqué les méthodes qui ont été suivies pour arriver à la promulgation du Dahir du 4 septembre 1915, les raisons qui ont motivé la mise en application de ce Dahir et enfin les principales caractéristiques que présentait ce nouveau régime de l'Etat-civil dans la zone française de l'empire chérifien. Dans cette quatrième et dernière partie, il sera indiqué quel est l'Etat actuel de cette question, les quelques problèmes qui se posent actuellement et qui se sont révélés depuis sa mise en application et enfin ses possibilités d'avenir.

1°. — DANS L'ÉLÉMENT EUROPÉEN.

L'étude de ces quelques questions ne portera guère que sur des éléments indigènes, l'élément européen a été en effet pleinement satisfait des règlements imposés par le nouveau Dahir. Les Européens et tout

particulièrement les Français avaient besoin au Maroc où ils vivaient dans des conditions un peu spéciales d'un organisme plus souple que l'Etat-civil consulaire calqué tout entier sur le Code civil français et enfermé dans des règles beaucoup trop strictes. Ce qui était parfait pour les pays européens pouvait être quelquefois defectueux dans les pays d'outre-mer. L'Etat-civil chérifien tel qu'il a été institué par le Dahir du 4 septembre 1915 répondait donc à un véritable besoin; les Européens l'ont bien démontré en y ayant recours dans une très large mesure. Les chiffres donnés dans les tableaux ci-dessous sont éloquentes à ce sujet. Il n'y a guère que les sujets anglais qui aient recours d'une façon presque absolue à l'Etat-civil tenu par leurs consuls ainsi que les espagnols qui préfèrent se marier civilement à l'église des missions espagnoles; encore faut-il noter de la part de ces derniers une tendance à recourir à l'Etat-civil chérifien surtout quand il s'agit de sujets espagnols établis comme colons au Maroc sans esprit de retour dans leur mère-patrie. Le cas s'est produit assez fréquemment à Casablanca et l'officier de l'Etat-civil a eu souvent des difficultés à obtenir du consulat espagnol le certificat de coutumes exigé par le Dahir du 4 septembre 1915; bien souvent il fut répondu par les autorités espagnoles aux futurs mariés qu'ils devaient faire célébrer leur union au consulat espagnol et qu'il n'y avait pas lieu de leur délivrer de certificat de coutumes.

STATISTIQUE DES ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL

1^o Casablanca

Nombre d'actes de

Années	Naissances	Mariages	Décès
1916	407	118	454
1917	433	137	482
1918	464	157	702
1919	497	192	644
1920	746	310	735

et 833 déclarations de naissances indigènes

1921	883	359	766
------------	-----	-----	-----

et 1926 déclarations de naissances indigènes

et 119 déclarations de décès indigènes.

2^o à Rabat

1916	192	73	245
1917	220	69	246
1918	247	72	311
1919	206	80	228
1920	340	161	263
1921	385	145	305

3^o à Marrakech

1916	54	18	83
1917	64	8	73
1918	60	24	127
1919	67	20	128
1920	112	31	152
1921	116	21	326

4^o à *Mazagan*

Nombre d'actes de

Années	Naissances	Mariages	Décès
1915	21	8	5
1916	298	4	204
1917	223	6	122
1918	251	5	102
1919	166	14	73
1920	127	16	55
1921	170	9	70

5^o à *Kénitra*

1915	34	4	19
1916	43	8	33
1917	56	15	50
1918	72	13	43
1919	70	11	40
1920	108	31	64
1921	128	28	97

6^o à *Safi*

1915	13	2	4
1916	12	7	13
1917	22	1	10
1918	18	6	15
1919	22	6	15
1920	23	8	40
1921	23	8	40

7° à Meknès

Nombre d'actes de

Années	Naissances	Mariages	Décès
1915	19	7	13
1916	36	17	58
1917	56	13	81
1918	67	18	147
1919	102	21	155
1920	134	41	245
1921	186	45	254

8° à Mogador

1915	16	7	3
1916	30	6	114
1917	19	1	145
1918	25	6	119
1919	17	4	164
1920	29	5	112
1921	32	8	144

Il y a lieu cependant de faire certaines réserves en ce qui concerne ces statistiques et plus particulièrement en ce qui concerne la statistique des décès. En effet, par mesure de police et de sécurité, l'autorité municipale dans la plupart des villes a exigé des indigènes la déclaration des décès et a dressé à tort ou à raison des actes de décès basés sur ces déclarations. Par conséquent, dans le nombre des déclarations de décès enregistrées, il entre un certain pourcentage de décès indigènes plus ou moins considérables suivant les localités.

La proportion des européens étrangers dans la fréquentation de cet Etat-civil varie également suivant les villes et suivant les nationalités. Dans les villes de la côte marocaine où la représentation consulaire est en général nombreuse, les étrangers ont encore souvent recours à l'Etat-civil tenu par leur consul; dans les villes de l'intérieur au contraire où la représentation consulaire, surtout celle des puissances ayant renoncé aux capitulations, n'est pas toujours très nombreuse, les étrangers ont tendance à se servir de plus en plus de l'Etat-civil propre à la zone française de l'Empire chérifien. Le fait est tout particulièrement sensible en ce qui concerne les Espagnols et les Italiens. Par contre les Anglais n'ont presque jamais recours qu'à leur Etat-civil propre.

Les consuls ou les agents consulaires chargés des intérêts anglais sont en grand nombre au Maroc et les Anglais sont presque assurés de trouver partout les officiers d'Etat-civil propres à enregistrer les actes concernant leur statut personnel.

Il est tout naturel d'ailleurs que les étrangers européens dans une ville où se trouve un consul ou un agent consulaire de leur nationalité aient recours à l'Etat-civil de leur pays d'origine plutôt qu'à l'état-civil propre à l'empire chérifien. L'avantage au contraire revient à l'Etat-civil chérifien dans les localités où les consuls ou agents consulaires n'existent pas ou ont cessé d'exercer leurs fonctions; plutôt que de se rendre à une localité quelquefois éloignée, l'étranger aura recours au bureau de l'Etat-civil chérifien

qui lui offre toutes les garanties que l'Etat-civil propre à son pays d'origine peut lui procurer.

2°. — DANS L'ÉLÉMENT INDIGÈNE.

Le succès de l'Etat-civil chérifien auprès des Européens ne fait donc aucun doute. Peut-on en dire autant de la fréquentation des indigènes à l'Etat-civil. Nous avons vu dans la première partie de cette étude que la tenue d'un état civil écrit n'était exigé ni par les coutumes ni par les lois écrites des peuples islamiques et que par conséquent pour obtenir des musulmans ou des israélites marocains une fréquentation assidue, il faut soit l'imposer par mesure de police, soit l'entourer de certains avantages suffisants pour attirer l'indigène à l'amener à se servir des facilités qui lui sont données pour faire constater les actes relatifs à son statut personnel.

Quelle a donc été la méthode suivie jusqu'ici ?

Nous avons vu au commencement de cette étude que le musulman que sa nationalité soit marocaine, algérienne ou tunisienne n'était en aucune façon soumis à l'Etat-civil ; la législation musulmane qui régit tous les peuples de religion islamique n'attachait qu'une importance secondaire à la preuve écrite.

Imposer l'Etat-civil à l'indigène qui n'en comprend ni le sens, ni l'utilité c'est opérer dans sa vie et dans son statut personnel une révolution très importante. Or une transformation pareille risque de provoquer des mécontentements s'il y est procédé sans

ménagements et le gouvernement chérifien a préféré sagement amener une évolution progressive de l'indigène plutôt que d'édicter des mesures qui imposeraient brusquement aux indigènes (musulmans et israélites) des obligations nouvelles.

Le Dahir du 4 septembre 1915 dans son paragraphe 2 de l'article 1^{er} spécifie que l'Etat-civil institué sera accessible à tous les habitants de l'empire aux époques, dans les proportions et suivant les conditions qui seront ultérieurement fixées par des arrêtés de notre Grand Vizir. En exécution de ces prescriptions des arrêtés viziriels ont créé des bureaux d'Etat-civil dans les localités où leur présence semblait nécessaire, étant donné le nombre des habitants. Ces mêmes arrêtés ont pris soin également d'indiquer, ainsi qu'il a été expliqué dans la deuxième partie de cette étude, les bureaux où l'indigène pourrait, s'il le désire, recourir à l'Etat-civil tel qu'il est organisé par le Dahir du 4 septembre 1915 et profiter des facilités qui lui sont données pour faire opérer la constatation écrite des différents actes intéressant sa vie privée et familiale. Telles sont les différentes mesures législatives qui ont été prises à l'égard des indigènes. Mais à côté de ces actes législatifs existent des mesures réglementaires ou de police.

a) *Mesures de police prises actuellement en ce qui concerne les décès parmi les indigènes.* — Ces mesures de police prises dans le but de se rendre compte du mouvement de la population et surtout de connaître

le nombre des décès parmi les indigènes ne sont pas les mêmes dans toutes les villes. Dans certaines villes, Casablanca par exemple, les indigènes doivent obligatoirement venir déclarer les naissances et les décès au siège de la municipalité où il est dressé, un acte d'Etat-civil sur les quelques renseignements qu'ils sont à même de fournir; dans d'autres villes, Mogador par exemple, l'administration municipale se borne à prendre leurs déclarations de décès et à leur dresser un permis d'inhumer (il est à noter que les israélites ont recours volontairement à l'Etat-civil pour la déclaration de leurs décès). Les naissances ne font l'objet dans ces villes d'aucune déclaration. Dans une troisième série de villes enfin, villes où la population indigène est très dense et ne se mêle que que très peu à l'européen, les naissances et les décès ne font l'objet d'aucune déclaration et l'administration municipale n'intervient en aucune façon pour accorder le permis d'inhumer. On peut dire même que dans la réalité ce permis d'inhumer n'existe pas.

Les commissions municipales d'hygiène et de salubrité et les bureaux municipaux d'hygiène sont souvent intervenus dans différentes villes pour demander que des mesures spéciales soient prises pour s'assurer du nombre de décès des indigènes et c'est souvent sur leur intervention que la déclaration des décès a été imposée aux indigènes musulmans ou israélites en vue de la délivrance du permis d'inhumer. Quelques bureaux municipaux d'hygiène ont

encore demandé davantage ; ils ont insisté pour qu'un médecin délégué par la municipalité s'assurât du décès des indigènes avant que le permis d'inhumer ne soit délivré. En cette matière on s'est heurté d'une façon générale à l'hostilité des indigènes et il n'a pas été possible d'obtenir que les corps des musulmans ou israélites décédés soient visités par le médecin délégué à cet effet. L'administration municipale s'est trouvée en face d'une question de religion et de coutume qu'il n'est pas encore opportun d'essayer de résoudre. Cette opposition est regrettable, c'est certain, car la visite par le médecin du corps de tout indigène décédé permettrait de déceler les commencements d'épidémie toujours à craindre dans ces villes musulmanes et dans les mellahs israélites où les habitants sont entassés les uns sur les autres et où la population vit dans un espace très restreint. Si au point de vue hygiène, cette opposition des indigènes musulmans ou israélites est un obstacle au bon fonctionnement des mesures de défense sanitaire elle est aussi un obstacle au fonctionnement de l'Etat-civil dans la population indigène.

La délivrance du permis d'inhumer et par voie de conséquence la déclaration du décès a été imposée à l'indigène dans quelques-unes des villes du Maroc ; cette mesure s'appuie sur des considérations de défense sanitaire et d'hygiène. Mais à côté de ces mesures réglementaires et de police intérieure propre à chaque ville, une tendance se manifeste d'une façon générale à vouloir imposer aux indigènes musulmans ou israé-

lites la déclaration des décès à l'Etat-civil. Un raisonnement assez simpliste veut que l'indigène, du moment qu'il fait une démarche pour obtenir un permis d'inhumer pour un membre de sa famille ou un voisin devrait par la même occasion faire une déclaration de décès qui serait enregistrée au bureau de l'Etat-civil et qui donnerait lieu à la rédaction d'un acte.

Deux questions se posent à ce sujet : 1^o La réception d'une telle déclaration est-elle possible? 2^o Peut-on obliger les indigènes à venir faire cette déclaration au bureau de l'Etat-civil.

b). *Peut-on recevoir une déclaration faite par un indigène malgré l'absence de certificats médicaux?* — Il a été signalé précédemment l'opposition presque unanime et irréductible des indigènes à laisser visiter par un médecin le corps des décédés; en résulte-t-il pour l'indigène déclarant l'impossibilité de faire enregistrer la déclaration puisqu'il n'apporte aucun certificat médical constatant ce décès? Le Dahir constituant l'Etat-civil propre à la zone française de l'empire chérifien ne parle pas de l'obligation de fournir le certificat médical constatant le décès. Aucune circulaire résidentielle ayant trait à l'Etat civil n'y fait allusion. On ne peut guère que faire un rapprochement avec un paragraphe de la circulaire du 20 septembre 1915 sur la mise en application de l'Etat-civil chérifien, et dans lequel il est dit à propos des déclarations de naissance : « Vous remarquerez que cet article 21 « ne mentionne pas l'obligation de la présentation « de l'enfant à l'Etat-civil inscrite à l'article 55 du

« Code civil français. Les officiers de l'Etat-civil n
■ devront pas moins s'entourer de toutes attestations
« et de tout renseignement pouvant les édifier sur
« l'exactitude de la déclaration, par exemple par la
« production d'une certificat de médecin ou de sage
« femme *torsque ce sera possible* ». Ce qui est demandé
pour les actes de naissance devrait l'être aussi pour les
actes de décès; il s'agit en effet de déclarations const-
tatant le commencement ou la fin d'une vie humaine
et ce qui est demandé pour l'origine d'une vie hu-
maine devrait être demandé aussi pour en constater
la fin.

D'autre part, il est fait usage du Code civil français,
quand le Dahir du 4 septembre 1915 ne donne pas de
solution à un cas pouvant présenter des difficultés
d'application. Les circulaires ministérielles sur l'Etat
civil (notamment celles concernant la légitimation)
sont appliquées journellement au Maroc; on serait
donc fondé à faire application en l'occurrence du Code
civil français le Dahir du 4 septembre 1915 étant muet
sur la nécessité de la production du certificat médical
pour la déclaration d'un décès au bureau de l'Etat-
civil. Que prescrit donc le Code civil en pareille cir-
constance? Le Code civil en son article 77 indique :
« Aucune inhumation ne sera faite sans une autori-
sation sur papier libre et sans frais de l'officier de
l'Etat-civil qui ne pourra la délivrer qu'après s'être
transporté auprès de la personne décédée pour s'assu-
rer du décès et que vingt-quatre heures après le décès
hors les cas prévus par les règlements de police »,

Or, il a été précédemment indiqué que la circulaire du 29 septembre 1915 donnant des instructions pour la mise en application de l'Etat-civil chérifien prescrit que la présentation de l'enfant non exigée par le Dahir du 4 septembre 1915 sera remplacée par un certificat médical. Par analogie, il serait logique de demander que le transport de l'officier de l'Etat-civil au domicile du décédé soit remplacé par un certificat médical en tenant lieu.

Dans le cas d'une naissance, on a supposé que la présentation de l'enfant pourrait être difficile quelquefois même impossible, par suite de la difficulté des déplacements dans le second on peut supposer que le déplacement, de l'officier de l'Etat-civil sera préjudiciable à la bonne marche du service étant donné les délais réglementaires et les distances à parcourir.

Mais, d'autre part, cette même circulaire du 29 septembre 1915 indique que le certificat médical ne doit être exigé que lorsque la production de ce certificat est possible. Elle admet donc implicitement que des cas pourront se produire où la production du certificat médical sera impossible sans que l'acte de l'Etat-civil établi perde une parcelle quelconque de sa valeur.

On peut supposer en effet qu'un poste est momentanément dépourvu de médecin ou que ce même médecin (qui peut cumuler et qui le plus souvent cumule plusieurs fonctions) sera en tournée dans une région éloignée du poste. Pour des raisons d'hygiène, il ne sera pas possible la plupart du temps d'attendre son

retour, même en supposant que ce médecin ait pu être prévenu à temps. Faudrait-il donc, dans ce cas, refuser d'enregistrer une déclaration de décès et obliger la famille, s'il s'agit par exemple d'un français, à introduire une instance devant le Tribunal pour obtenir un jugement déclaratif de décès.

Une autre circulaire, précédemment citée, indique des cas où le certificat médical ne pouvant être produit, un chef de poste ou un agent de la force publique pourra dresser un certificat de décès, certificat qui sera considéré comme ayant la même valeur qu'un certificat du médecin. Donc, le certificat constatant un décès peut être dressé dans certains cas par une autre personne qu'un médecin et quelquefois même ce certificat pourra ne pas être produit. Les mêmes cas peuvent se produire pour les déclarations de naissance ; il a été cité précédemment le cas de déclaration à l'Etat-civil de Casablanca d'une naissance et du décès d'une petite fille survenu à Bir Lamdal (contrôle civil de Boucheron). Ces déclarations de naissance et de décès ont été faites sans la production d'un certificat médical.

En outre une circulaire résidentielle en date du 28 avril 1916, n° 800 A. C. donne les instructions suivantes :

« Il m'a été demandé si les officiers de l'Etat-civil
« pouvaient dresser acte des décès dont la déclara-
« tion n'était pas accompagnée de tous les renseigne-
« ments d'Etat-civil et de filiation que la loi recom-
« mande de mentionner.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que les
« décès des indigènes musulmans et israélites de-
« vront toujours être enregistrés à l'Etat-civil lors-
« qu'ils seront déclarés dans les formes essentielles
« indiquées par le Dahir du 4 septembre 1916.

« L'absence de tout Etat-civil, antérieur à l'éta-
« blissement de notre Protectorat, ne vous permettant
« pas de préciser certaines mentions d'âge et de filia-
« tion vous devez nécessairement vous contenter des
« indications sommaires que vous pourrez recueillir.

« Il importe, en effet, de ne pas rejeter les déclara-
« tions des Marocains sous le prétexte qu'elles
« sont incomplètes, lorsque le nom et la situation de
« famille du défunt, au jour du décès, sont suffi-
« samment déterminés.

« Vous devrez toutefois vous entourer, comme
« je vous l'ai déjà recommandé dans la circulaire
« d'application du Dahir sur l'Etat-civil, de toutes
« les attestations pouvant vous édifier sur l'exactitude
« des déclarations et vous permettre de compléter,
« le cas échéant, les renseignements qui vous pa-
« raîtraient insuffisants.

« J'ajoute que les instructions qui précèdent
« s'appliquent également à tous les déclarants, quelle
« que soit leur nationalité, et qu'il s'agisse d'un ac-
« te de décès ou d'un acte de naissance.

« Aucune déclaration d'Etat-civil ne doit en prin-
« cipe être refusée lorsqu'elle est faite dans la forme
« et les délais réglementaires; vous devrez seulement
« faire mention dans l'acte du défaut ou de l'insuf-

« fisance des renseignements donnés par les décla-
« rants. »

Il est bien précisé dans cette circulaire que toute déclaration faite dans la forme et les délais réglementaires doit être reçue. Or, à mon avis, j'estime que, lorsqu'une déclaration de décès est faite en présence de deux témoins, la forme réglementaire est remplie puisque le Dahir du 4 septembre 1915 ne parle pas d'autres conditions en dehors des délais, dont il n'est pas question ici, pour recevoir valablement une déclaration.

J'estime, par conséquent, que toute déclaration faite par un indigène, que ce soit d'une naissance ou d'un décès doit être enregistrée par l'officier de l'Etat-civil même si cette déclaration n'est pas accompagnée d'un certificat médical; il appartient à l'officier de l'Etat-civil, agissant dans la plénitude de ses fonctions, de demander ou non à la partie déclarante, un certificat médical à l'appui de sa déclaration, ce certificat médical pouvant être remplacé par la certification d'une tierce personne, si pour des raisons politiques ou de fait, l'officier de l'Etat-civil juge la production d'un certificat impossible ou de nature à troubler l'état d'esprit des indigènes.

c) Peut-on obliger les indigènes à faire une déclaration de naissance ou de décès ? — Cette question présente un certain intérêt, car il y a une tendance certaine parmi les officiers de l'Etat-civil ou les employés char-

gés de la tenue des registres à obliger les indigènes à déclarer les décès ou les naissances survenus dans leurs familles.

Nous avons vu précédemment que, par des mesures de police, les indigènes ont été mis dans l'obligation presque partout, de demander un permis d'inhumer avant de procéder à un enterrement quelconque; nous avons vu aussi, dans quelles conditions ce permis d'inhumer peut être délivré ou la déclaration de décès ou de naissance être opérée sur les registres de l'Etat-civil au cas où l'indigène musulman ou israélite veut y recourir. Les mesures de police ou les arrêtés réglementant ces objets sont pris par application de l'article du Dahir du 4 septembre 1915.

Ce Dahir constituant un Etat-civil dans la zone française de l'empire chérifien en permet l'accès aux indigènes de l'empire suivant les conditions fixées dans les arrêtés viziriels ouvrant les bureaux de l'Etat-civil. Or, ces arrêtés viziriels indiquent que cet Etat-civil est *accessible* aux indigènes, il n'indique rien de plus, par conséquent, il n'y a pour l'indigène aucune obligation, mais une faculté qui lui est donnée de faire constater par écrit les actes intéressant sa vie privée. Le fait même d'avoir employé l'expression « accessible » et non pas le mot « obligatoire » indique bien que dans la pensée du gouvernement du Protectorat, l'indigène doit être laissé libre de recourir ou non à l'Etat-civil.

Dans des observations explicatives mises en marge d'un projet de Dahir sur l'Etat-civil soumis à l'examen du gouvernement chérifien le Parquet Général

de la Cour d'Appel de Rabat s'exprime ainsi : « Avec
« l'article 50 débutent les prescriptions concernant les
« sujets de l'empire chérifien, musulmans ou israélites.
« On répète qu'il n'est pour eux créé aucune obligation,
« qu'on leur donne seulement faculté de recourir, si
« bon leur semble, à l'Etat-civil institué par ce projet.
« Il est d'ores et déjà certain qu'ainsi qu'en Tunisie,
« les Israélites s'empresseront d'user de la faculté qui
« leur est donnée ». Le texte cité est bien clair et ne donne
lieu à aucune équivoque, il n'y a pour l'indigène
qu'une faculté qui lui est donnée, mais aucune obligation
ne lui est imposée de ce fait. Bien que des notes
marginales citées plus haut aient été écrites pour
expliquer un texte qui n'a pas été incorporé dans le
Dahir du 4 septembre 1915, elles n'en conservent pas
moins toute leur valeur.

A côté de ces lignes émanant de l'autorité judiciaire,
il est bon de citer les instructions données par l'autorité
administrative à ses officiers de l'Etat-civil sur
le même sujet. Ces instructions très précises et très
nettes se trouvent dans une circulaire maintes fois
citée au cours de cet ouvrage, la circulaire du 29 septembre
1915. Sur cette question, la circulaire précitée
s'exprime ainsi : « Vous voudrez bien remarquer tout
« d'abord pour être en mesure de répondre aux mou-
« vements d'opinion qui pourraient se manifester
« dans la population indigène au moment de la mise
« en application du nouveau Dahir, qu'il n'est en
« rien touché aux traditions musulmanes et que les
« considérants même du Dahir écartent pour les indi-

« gènes, toute immition de l'autorité française dans
« les manifestations de leur vie familiale. Le texte
« s'adresse en effet aux nationaux et sujets des Puis-
« sances européennes, amies et ne mentionnent pas
« les sujets marocains. Ceux-ci, toutefois, ne sont
« pas écartés d'une institution dont il y aura lieu en
« temps opportun de leur faire apprécier les avanta-
« ges; ils peuvent donc se présenter volontairement
« devant l'officier de l'Etat-civil qui sera tenu de
« recevoir leurs déclarations mais il ne doit être fait
« aucune pression pour les amener à cette déclaration.
« Leur accession à l'Etat-civil est d'ailleurs limitée
« expressément aux déclarations de naissance et
« de décès. Il ne vous échappera pas que cette faculté
« a surtout pour but de favoriser les Israélites qui
« se sont déjà préoccupés de la possibilité d'enregis-
« trer la naissance de leurs enfants. En ce qui concerne
« le mariage, j'estime qu'il n'y a pas lieu de s'en précoc-
« uper pour le moment. »

Cette circulaire résidentielle du 29 septembre 1915 donne donc, en ce qui concerne l'accession des indigènes à l'Etat-civil, des instructions très claires et très précises. Elle vient à l'appui des annotations marginales citées plus haut et, de même que le Parquet général, le Gouvernement du Protectorat estime que la plus grande liberté doit être laissée à l'indigène de recourir à l'Etat-civil s'il le juge utile ou commode ou de ne pas y recourir s'il ne saisit pas l'utilité qu'il y a pour lui de faire constater par écrit les principaux événements de sa vie familiale. Il ne peut donc y

avoir aucune obligation de recourir à l'Etat-civil en ce qui concerne les indigènes musulmans ou israélites. Si un officier de l'Etat-civil obligeait un indigène à faire une déclaration quelconque à l'Etat-civil, il outrepasserait donc ses droits et sortirait de la légalité. Il faut reconnaître d'ailleurs, que jusqu'ici, cette obligation n'a été imposée nulle part encore aux sujets de l'empire chérifien; il y a une tendance très nette à amener les indigènes par la persuasion à recourir à l'Etat-civil, mais on ne peut dire qu'en droit une telle obligation leur est imposée car une obligation de faire qui n'est pas sanctionnée par une peine n'est pas une obligation; or, aucune pénalité ne peut intervenir en cette matière puisqu'elle ne serait pas légale.

Pour nous résumer, nous dirons donc, que l'accession des indigènes à l'Etat-civil, organisé par le Dahir du 4 septembre 1915, n'est pas obligatoire et qu'il n'y a pour l'indigène qu'une simple faculté de recourir ou de ne pas recourir à l'Etat-civil suivant qu'il y trouve ou non, son intérêt.

III. — POSSIBILITÉS D'AVENIR DE CET ETAT-CIVIL.

Tel est l'état actuel de l'Etat-civil dans la zone française de l'empire chérifien, tant au point de vue européen, qu'en ce qui concerne les indigènes (musulmans ou israélites). Nous avons vu que pour ces derniers, le législateur a tenu un très grand compte des avis de l'administrateur et que l'accession à l'Etat-

civil n'a été permise à l'indigène, qu'autant que l'état politique et que le degré d'adaptation de ces derniers aux coutumes européennes le leur permettrait.

Il eut été, en effet, impolitique du dernier degré d'assimiler l'indigène habitant des villes, mêlé tant soit peu aux coutumes européennes, avec l'indigène touchant aux régions insoumises. Pour l'un comme pour l'autre, il ne saurait y avoir aucune obligation de se soumettre aux formalités qu'impose l'Etat-civil mais il était complètement inutile de permettre à certains indigènes l'exercice d'un droit dont ils ne comprendraient pas encore l'utilité et dont ils ne se serviraient certainement pas.

Il n'est donc pas étonnant que la capacité reconnue à l'indigène de recourir à l'Etat-civil diffère suivant les régions.

Quel sera l'avenir de cet Etat-civil dans la zone française de l'empire chérifien? Restera-t-il dans l'état actuel avec ses caractéristiques principales ou bien son action s'étendra-t-elle? Telles sont les questions qui se posent naturellement à l'esprit à la fin de cette modeste étude. Il ne suffit pas de décrire aussi fidèlement que possible l'Etat-civil de l'empire chérifien, son mode d'application, il faut encore essayer de dégager, autant que faire se peut, le sens probable de l'évolution future de cet Etat-civil dans le Protectorat français du Maroc.

L'empire chérifien compose l'une des trois divisions géographiques dont l'ensemble forme l'Afrique du Nord. Les indigènes qui habitent toute cette partie

de l'Afrique professent la même religion et ont sensiblement les mêmes coutumes et les mêmes mœurs, il est donc assez logique de penser que l'évolution qui s'est produite en Algérie et en Tunisie se produira également dans la zone française de l'empire chérifien. Il faut donc indiquer, aussi sommairement que possible, les lois qui régissent l'Etat-civil des indigènes dans ces deux pays. Il ne saurait en effet être question de faire une étude semblable en ce qui concerne les Européens établis au Maroc; l'Etat-civil tel qu'il a été institué par le Dahir du 4 septembre 1915, n'a eu pour but, en ce qui les concerne, que de les mettre à même de remplir avec le plus de facilités possible les formalités exigées par l'Etat-civil dans leur pays d'origine. Cet Etat-civil est à peu de chose près, le même que celui de tous les pays européens, il évoluera donc dans le même sens que ces derniers, il n'y a pas lieu par conséquent de nous en occuper ici. Quelles sont donc les lois qui régissent l'Etat-civil des indigènes en Algérie et en Tunisie?

a) *Réglementation suivie en Algérie.* — Au moment de notre arrivée en Algérie, les indigènes n'étaient soumis à aucune obligation se rapprochant peu ou prou des formalités de l'Etat-civil. Cet état de choses dura jusqu'en 1854; le décret du 8 août 1854, concernant le mode d'administration des indigènes en territoire civil spécifie en effet en son article 10, que les actes de l'Etat-civil concernant les naissances et décès des Arabes habitant en dehors des villes et villages

seraient reçus par les cheikhs et rédigés en langue arabe, puis seraient transcrits en français, par les maires, sur les registres de l'Etat-civil de la commune. Enfin, certaines mesures étaient prises pour doter d'un Etat-civil les familles arabes. Un second arrêté pris le même jour, sanctionne des obligations imposées aux indigènes par des peines variant de 1 fr. à 15 fr.

M. le Professeur Larcher dans son *Traité de législation algérienne* (t. III) indique que l'effet de ce décret qui n'imposait que des demi-mesures fut nul. Il reproche notamment à ces deux décrets, de n'avoir pas imposé « aux indigènes musulmans, l'obligation « de prendre un nom de famille lorsqu'ils en étaient « dépourvus, première chose indispensable pour la « constitution d'un Etat-civil. ».

Ces deux décrets furent abrogés par celui du 18 août 1868 qui n'édicte aucune mesure spéciale et limitait son action à recommander aux adjoints indigènes de veiller à ce que leurs administrés fassent régulièrement à l'officier de l'Etat-civil, les déclarations des naissances et des décès. Ce décret ne prévoyait aucune sanction; inutile de dire que, par suite, il ne produisit aucun effet.

Dans l'ouvrage déjà cité, le professeur Larcher indique « qu'il n'y a pas lieu de regretter bien vivement que les décrets de 1854 et 1868 n'aient pas été « appliqués car la tenue des registres de l'Etat-civil « telle qu'elle devait se faire en vertu de ces actes, « n'aurait servi absolument à rien au point de vue de « la constitution de la famille. Ces registres ne pré-

« sentaient quelques utilités que comme mesure de
« police et comme régime transitoire préparant les
« populations indigènes à une réglementation plus
« complexe ». L'inutilité de ces décrets au point de
vue de la constitution de la famille viendrait, d'après
ce même auteur, de l'absence de toute réglementation
concernant l'attribution du nom patronymique. Je
n'entrerai pas ici dans la discussion concernant l'uti-
lité du nom patronymique; cela m'entraînerait trop
loin et je renvoie pour la clarté du sujet au traité de
législation algérienne de M. Larcher (tome III) et
au rapport de M. le Député Jacques, déposé le 12 fé-
vrier 1881, 30 dec. parl. ch., session ordinaire 1881
annexe n° 3426 page 267.

Ces deux décrets de 1854 et 1868 n'ayant pas
atteint leur but furent donc remplacés par la loi du
23 mars 1882 qui règle encore à l'heure actuelle l'état
civil des musulmans en Algérie. Cette loi a poursuivi
deux buts distincts; : A) doter les indigènes de la gé-
nération actuelle d'un Etat-civil définitif en attri-
buant à chaque chef de famille un nom patronymique;
B) maintenir dans l'avenir cet Etat-civil en obligeant
l'indigène à opérer la déclaration à l'Etat-civil des
naissances et des décès survenant dans sa famille.

a) Attribution du nom patronymique. — Cette
attribution nécessite trois opérations distinctes à
savoir : s'assurer de l'identité de chaque individu par
un recensement approprié, attribuer ce nom patro-
nymique à chaque famille indigène, homologuer
cette attribution du nom patronymique en soumettant

opération à un contrôle et à une vérification sévère. Pour tous les détails de ces opérations que je ne puis citer dans cet ouvrage, on peut consulter la loi du 23 mars 1882, titre 1^{er}; le décret du 13 mars 1883, portant règlement d'administration publique et la circulaire du gouverneur général de l'Algérie en date du 23 août 1883. Ces trois textes donnent des détails intéressants sur cette question.

A la suite de cette opération, une carte d'identité, reproduisant les principales mentions du registre matrice où figurent en détail les indigènes ayant un nom patronymique, fut délivrée aux indigènes bénéficiaires et obligation leur fut imposée de déclarer ce nom patronymique et d'en faire usage chaque fois qu'ils auraient à correspondre avec les autorités administratives. Il était prévu enfin que chaque fois qu'un indigène s'installerait dans le territoire soumis à l'action de la loi du 23 mars 1882 l'attribution d'un nom patronymique lui serait imposée. Sans vouloir faire la critique de l'obligation du nom patronymique ce qui serait un peu en dehors du cadre de cette étude, il est possible d'indiquer que les opérations de recensement des indigènes et d'attributions du nom patronymique furent très lentes et coûteuses; en 1894 seulement, c'est-à-dire douze ans après la publication de la loi, ces opérations furent terminées.

b) Tenue des registres de l'Etat-civil. — La loi du 23 mars 1882, dans son article 16, paragraphe 1^{er}, prescrit que les indigènes musulmans seront obligés de faire les déclarations des naissances, décès, mariages et

divorces à partir du jour où les opérations de constitution de l'Etat-civil étant terminées, l'usage du nom patronymique deviendra obligatoire. Dans ce même article, paragraphes 2 et 3, il est encore spécifié que tout indigène devra présenter sa carte d'identité à l'appui de sa carte d'identité et que les noms portés dans l'acte devront être orthographiés rigoureusement de la même façon que la dite carte d'identité. L'article 17 de cette même loi indique que le maire de la commune ou l'administrateur suivant les cas recevront les déclarations. Lorsque les distances ne permettront pas de faire ces déclarations devant les autorités françaises, l'adjoint de la section indigène les recevra. Elles sont faites en arabe, signées par les témoins et parties si possible, revêtues de sa signature et de son cachet et inscrites sur un registre comprenant un volant, et une souche. Le volant sera adressé dans les huit jours de la déclaration à l'officier de l'Etat-civil français qui les transcrira sur les registres de l'Etat-civil de la commune.

La manière dont doit être reçue la déclaration et transcrit l'acte diffère suivant qu'il s'agit d'une naissance ou d'un décès d'une part, d'un mariage ou d'un divorce d'autre part. Pour la déclaration d'une naissance ou d'un décès, les règles suivies sont celles édictées par le Code civil français ; il n'y avait aucune raison de procéder différemment puisqu'il a été indiqué plus haut qu'au cas où les distances empêcheraient de faire cette déclaration dans les délais voulus, l'adjoint indigène est habilité à recevoir les déclara-

tions. Par contre, les règles posées par la Loi du 23 mars 1882 diffèrent totalement des prescriptions édictées par le Code civil français; le mariage et le divorce suivant la loi coranique n'ont pas du tout le même caractère que ces mêmes actes tels qu'ils sont compris dans notre droit français; leur donner la solennité reconnue dans la loi française eut été leur enlever le caractère qu'ils ont suivant le statut personnel des musulmans; en outre le mariage et le divorce n'ont besoin pour être valables que de la volonté des époux et le Cadi n'intervient que pour homologuer l'acte, faire intervenir les lois françaises en cette matière eut donc été enlever à ces actes le caractère consensuel qu'ils revêtent suivant la loi coranique. En cette matière, par conséquent, la loi du 23 mars 1882 a seulement ordonné que les intéressés viendront faire une déclaration devant l'officier de l'Etat-civil dans les trois jours suivant le mariage ou le divorce. L'officier de l'Etat-civil recevra en présence de deux témoins la déclaration qui devra être faite par le mari et par la femme remplacée, si besoin est, par son ouali.

L'officier de l'Etat-civil n'agit donc plus soit pour célébrer le mariage, soit pour transcrire le jugement de divorce, il se borne à constater un acte déjà accompli.

Il est à signaler que les dispositions de cette loi du 23 mars 1882 relative aux déclarations à faire à l'Etat-civil ne comportaient qu'une sanction inopérante en ce qui concernait les déclarations de mariage et de décès. L'article 20 de ladite loi disposait en effet que « les crimes, délits et contraventions en ma-

tière d'Etat-civil sont punis conformément à la loi française ». Or la déclaration d'un mariage ou d'un divorce n'existant pas suivant la loi française, le défaut de déclaration de ces deux événements ne comportait aucune sanction. Il fallut arriver à la loi du 21 décembre 1897 pour trouver une sanction aux omissions commises dans les déclarations d'Etat-civil visées par la loi du 23 mars 1882.

Cette loi du 23 mars 1882 impose donc aux indigènes musulmans habitants le territoire civil de l'Algérie l'obligation de déclarer les naissances, décès, mariages et divorces, en un mot de se soumettre aux prescriptions de tout Etat-civil tel qu'il existe dans les pays européens. Ces prescriptions furent loin d'être suivies scrupuleusement et des circulaires fréquentes de l'autorité administrative prirent soin de rappeler aux officiers de l'Etat-civil les devoirs qui leur incombait. Des sanctions administratives sévères furent édictées contre les officiers de l'Etat-civil négligents et cependant la loi du 23 mars 1883 est d'une application difficile. Suivant les dires de M. le professeur Larcher dans son *Traité de Législation Algérienne*, tome III, page 521, « on se heurte, en « effet, très directement aux vieilles habitudes et « au mauvais vouloir de la population indigène, « incapable de comprendre l'utilité de ce service, toute « disposée par conséquent à y voir une nouvelle « vexation ».

b) *Réglementation suivie en Tunisie.* — De même que les deux autres divisions géographiques composant

l'Afrique du Nord, la Tunisie ne possédait aucune organisation rappelant de près ou de loin l'ensemble des réglementations composant l'Etat-civil européen. Le gouvernement tunisien le reconnut lui-même puisque dans le préambule au décret du 29 juin 1886, il indique qu'il s'efforce de mettre en harmonie les institutions du pays avec celles des puissances amies afin que leurs sujets établis sur le territoire de la Régence y trouvent au fur et à mesure des progrès accomplis toutes les garanties qui leur sont offertes dans leur pays d'origine.

Le décret organisant l'Etat-civil dans la régence de Tunis date du 29 juin 1886. Ce décret tunisien du 29 juin 1886 ne donne aucune précision sur le point de savoir si son application doit être envisagée dans tous les postes de la Régence. Il ne prend pas la précaution d'indiquer comme l'a fait le Dahir chérifien du 4 septembre 1915 que le texte promulgué sera applicable aux dates et dans les endroits indiqués par des arrêtes ou des décrets ultérieurs. Si nous suivons cependant la législation tunisienne nous devons conclure que ce décret n'était pas applicable dans toute la régence puisque des décrets ultérieurs en ont ordonné l'application dans certaines villes ou certaines régions. Tels sont les décrets des 11 janvier 1907, investissant le brigadier de police de Farina des fonctions d'officier de l'Etat-civil qui recevra en cette qualité et dans cette localité les actes de l'Etat-civil des territoires de Gilma, Sbeïtla, Kassine, Férina, Medjem, Sidi-Abbès et l'Oued-el-ksob, 23 janvier 1907, investissant

le chef du poste de police de Galat-Es-Senam des fonctions d'officier d'Etat-civil qui recevra en cette qualité et dans cette localité les actes de l'Etat-civil 6 mars 1907 investissant de ces mêmes fonctions le receveur des douanes de Kélibia pour le territoire khalifalik, de Monzel-Temine, 3 avril 1907, 4 juin 1907, 21 septembre 1907, 7 décembre 1907, 16 décembre 1907, 5 août 1908, 9 septembre 1908, 11 septembre 1909, 17 septembre 1909, 27 octobre 1910.

Le décret du 29 juin 1886 présente encore une autre lacune, il n'indique pas si les indigènes auront la faculté ou non de recourir au nouvel Etat-civil. En l'absence de stipulation contraire, nous devons conclure que l'indigène avait la faculté seulement de recourir à l'Etat-civil; bien que le préambule au décret indique que ce texte n'a pour but que de donner plus de commodité aux sujets des puissances européennes résidant en ce pays il semblerait difficile de refuser l'accès de l'Etat-civil à un indigène qui se présenterait volontairement pour y faire sa déclaration. Il y avait sur ce point une question d'accoutumance de l'indigène aux mœurs européennes, question qui n'était pas à dédaigner. En fait, la question de l'accession de l'indigène à l'Etat-civil fut résolue par le décret du 28 décembre 1908, obligeant les sujets tunisiens à faire les déclarations des naissances et des décès et l'arrêté du premier ministre de la même date fixant les détails d'application du décret du 28 décembre 1908.

Deux principes sont à dégager de ces deux textes,

principes qui montrent bien la différence existant entre la législation algérienne et la législation tunisienne. L'obligation imposée aux sujets tunisiens ne concerne que les naissances et les décès, le mariage et le divorce en sont exclus, donc plus grand respect des coutumes musulmanes. La déclaration n'est pas obligatoirement faite au bureau de l'Etat-civil; elle peut être valablement faite au cheikh de la fraction ou du quartier qui se fait assister dans ce cas d'un notaire désigné à cet effet article 2, paragraphe 2 de l'arrêté du 28 décembre 1908. L'indigène de la campagne est donc moins gêné par cette déclaration qu'il peut faire au cheikh de sa fraction au lieu d'être obligé de se rendre au bureau de l'Etat-civil situé dans une ville quelquefois éloignée de son domicile sauf en cas de distances trop longues. Ce décret fut tout d'abord appliqué à Tunisville, aux caïdats, de la banlieue de Tunis, de Kairouan et de Monastir. Des arrêtés ultérieurs du premier Ministre en date du 16 avril 1909, 31 décembre 1909, 1^{er} mai 1910, 1^{er} décembre 1910, rendirent ces dispositions applicables aux sujets tunisiens demeurant dans les caïdats de Sousse, du Cap Bon, de Mehdia, de Bizerte, Djemmal, de Djerba, ou résidant à Béja, Mateur, Le Kef, Tadjerouine, Tebourzouk, Sfax, Djendouba, La Regba, Ouled Bou Salem, Chihia, Aïn Draham, Zaghouane.

Nous nous trouvons donc en présence de deux doctrines bien différentes, l'une appliquée en Algérie qui contraint l'indigène à se présenter au bureau de

l'Etat-civil, sauf circonstances spéciales l'autre en vigueur en Tunisie qui oblige l'indigène à faire la déclaration des naissances et des décès seulement et le laissent libre de se présenter au bureau de l'Etat-civil ou de faire sa déclaration au cheikh de la fraction ou du quartier. En procédant d'une façon différente dans cette même question, le gouvernement de chacun de ces territoires n'a fait que mettre en application le système d'administration qui préside à tous ses actes. En Algérie, où la politique d'assimilation règne en maîtresse, il était logique sinon politique d'assimiler les indigènes aux Européens tout au moins dans les territoires d'administration civile et d'imposer à ces individus musulmans ou israélites l'obligation de recourir à l'Etat-civil. Nous avons vu d'ailleurs que cette méthode d'assimilation n'a pas rencontré dès l'abord tout le succès qu'on en attendait et qu'il a fallu changer les modes d'application pour obtenir de l'indigène qu'il se présente sans trop de difficultés devant les officiers de l'Etat-civil. Cette méthode d'assimilation se poursuit encore avec ses avantages et ses inconvénients.

En Tunisie, nous sommes dans un pays de protectorat où la théorie de l'assimilation de l'indigène à l'Européen est complètement rejetée. L'indigène, Musulman ou Israélite vit à côté de l'Européen, il ne se mêle en aucune façon à la société européenne; des deux éléments ne se confondent pas. Conséquence logique de ce fait, ce qui est applicable à l'une de ces sociétés ne l'est pas forcément à l'autre et le gouver-

nement soucieux du bien-être de ses administrés ne prend dans les réglementations européennes que les systèmes susceptibles de rendre service aux indigènes ou bien les modifie de telle façon que leur application ne cause de perturbation trop considérable dans les coutumes et les habitudes de ses administrés. Par application de ce principe, faculté a été donnée aux indigènes tunisiens de ne pas se présenter au bureau de l'Etat-civil et de faire sa déclaration au cheikh de sa fraction ou de son quartier.

c) *Mesures spéciales à prendre au Maroc pour rendre cet Etat-civil facilement accessible aux indigènes.* — Dans la zone française de l'empire chérifien, nous nous trouvons en présence d'un protectorat de même nature que celui de Tunisie et il est probable que, les deux pays se trouvant en présence du même problème, la question de l'Etat-civil suivra la même évolution et se résoudra de la même façon. De même que le gouvernement de la Tunisie n'a pas imposé tout d'un coup aux indigènes de la régence l'obligation de se soumettre aux formalités de l'Etat-civil, de même le gouvernement de l'empire chérifien a spécifié nettement, ainsi qu'il a été indiqué au cours de cette étude, que les indigènes marocains, musulmans ou israélites auraient latitude de recourir à l'Etat-civil dans les régions indiquées dans les arrêts viziriels, mais n'y seraient obligés en aucune façon. Dans certaines circonscriptions même, telles que celles de Meknès et de Fez, les indigènes n'ont pas la

faculté de se présenter devant les bureaux de l'Etat-civil qui ne sont accessibles qu'aux seuls Européens.

Dans la pratique, la question se pose de la façon suivante : les indigènes, dans la majorité des villes organisées en municipalité ne sont contraints en aucune façon de faire des déclarations de naissance ou de décès aux bureaux de l'Etat-civil (il ne saurait être question de mariage qui revêt selon le statut personnel de l'indigène un caractère tout à fait particulier). Aucun texte en effet ne permet aux autorités locales d'imposer cette obligation, elle serait non seulement illégale, mais encore elle ne pourrait être sanctionnée, or toute obligation qui ne comporte pas une sanction n'est presque jamais suivie d'exécution.

Mais si l'indigène n'est pas obligé personnellement à se rendre au bureau de l'Etat-civil pour faire ses déclarations, le mokaddem de quartier, agent de renseignements et auxiliaire de la police municipale, doit dans beaucoup de villes se rendre au siège de la municipalité et indiquer les naissances et les décès qui surviennent dans son quartier. On ne peut dire qu'il y ait là une obligation concernant l'Etat-civil, il ne faut voir dans cette obligation qu'une mesure de police et de sécurité. Il est bien certain que sous l'influence des commissions municipales d'hygiène et de salubrité, une tendance se manifesterait dans presque toutes les municipalités à obliger indirectement l'indigène habitant des villes à rendre compte aux autorités locales des naissances et des décès survenus. Au point de vue police et sécurité, la déclaration des nais-

sances, non pas à l'Etat-civil puisqu'il ne peut y avoir déclaration de cette sorte, non pas par les parents de l'enfant, mais simplement par le mokaddem de quartier, rendrait de grands services. L'infanticide est chose assez répandue dans la société arabe, musulmane ou israélite, et cette mesure le combattrait efficacement. Deux cas d'espèce se sont produits à Mogador ; deux jeunes israélites, non mariées, vivant avec leurs parents, ont accouché en secret de deux enfants vivants. L'autorité municipale, ayant appris ces naissances, fit venir les parents des deux jeunes filles et les rendit responsables de la vie des deux jeunes nouveau-nés qui durent être présentés à date fixe aux médecins ; l'un de ces enfants mourut de mort naturelle, au cours d'une maladie et l'autre enfant est encore en vie. Il y a tout lieu de croire que si les parents n'avaient été prévenus que l'autorité municipale était au courant de la naissance de ces deux enfants, les deux nouveau-nés auraient bien vite disparu.

En deuxième lieu, la déclaration des décès par le mokaddem de quartier permet au médecin-chef du bureau municipal d'hygiène de se rendre compte si la mortalité de la ville est anormale et s'il y a lieu de prendre des mesures spéciales de protection. Dans une population aussi peu soucieuse des premiers principes de l'hygiène que l'est la population israélite ou musulmane, dans des villes aussi mal construites que le sont les villes arabes et surtout les mellahs, dans ces agglomérations sans air, sans lumière, pleines d'im-

passes et de recoins, une épidémie est toujours à craindre. L'indice de mortalité permettra seule aux médecins de se rendre compte du danger imminent et cet indice ne pourra être calculé que d'après les déclarations faites, soit volontairement par les familles des décédés, soit obligatoirement par les mokaddems de quartier. Donc deuxième avantage au point de vue de l'hygiène et de la salubrité publique, ce qui est loin d'être négligeable,

Peut-on obtenir encore mieux dans le sens de l'établissement d'un Etat-civil parmi les indigènes? Théoriquement, il est possible de faire mieux et pratiquement certains indices permettent de croire que des améliorations pourraient être mises en application sans trouver une trop grande résistance chez l'indigène.

L'amélioration qu'il serait possible d'apporter au régime actuel consisterait en ceci : prendre à l'exemple de ce qui s'est passé en Tunisie, un Dahir déclarant obligatoire pour les indigènes la déclaration des naissances et des décès, mais bien se garder de s'immiscer de quelque façon que ce soit dans la célébration des mariages ou dans la rupture du lien conjugal. Ce serait heurter de front les coutumes de ces indigènes que de les obliger à recourir en cette matière à l'Etat-civil institué par le Dahir du 4 septembre 1915.

L'obligation de déclarer les naissances et les décès une fois admise, un arrêté du grand vizir spécifierait les modalités de cette déclaration et les localités ou

territoires où cet arrêté pourrait être mis en vigueur. Il y a là une question de politique indigène qui doit être laissée à la complète initiative du gouvernement du protectorat, seul capable de juger de l'opportunité d'une telle mesure et des localités et territoires où cet arrêté et ce Dahir pourraient être mis en application avec quelques chances de succès. Il semble, à mon avis, que ce Dahir pourrait tout d'abord être mis en application dans les villes situées sur les rives de l'Atlantique où les indigènes ont eu des contacts plus nombreux que partout ailleurs avec l'Européen et sont déjà un peu habitués à ses coutumes. Si cet essai était concluant, l'extension de cette mesure pourrait se faire dans les villes de l'intérieur, puis dans l'intérieur lui-même, c'est-à-dire dans les tribus.

A l'heure actuelle on peut noter les faits suivants : les employés ou fonctionnaires indigènes de l'empire chérifien ou des municipalités en contact constant avec les Européens, font volontiers leurs déclarations de naissance ou de décès à l'Etat-civil ; ils y ont été habitués tout d'abord par l'attribution de primes à chaque naissance dans leur famille, naissance qu'ils ne peuvent prouver que par la production d'un extrait régulier de l'acte de naissance. D'autre part, dans certaines villes où les Européens sont nombreux et où, par conséquent, les contacts entre l'élément indigène et européen sont multipliés, les indigènes, musulmans ou israélites, se rendent parfois volontairement au bureau de l'Etat-civil, pour y faire leurs déclarations.

Ce fait a été noté plusieurs fois à Casablanca. On ne peut donc dire que le Dahir déclarant obligatoirement pour les indigènes la déclaration des naissances et des décès rencontrera une opposition systématique de la part de ceux-ci ; il est bien au contraire possible de dire que l'indigène, au bout d'un certain laps de temps, admettra facilement cette nouvelle obligation puisque, dans certains endroits, il y recourt de lui-même, sans aucune espèce de pression de la part des autorités locales ou régionales.

Toutefois, le succès de ce Dahir serait beaucoup plus certain, si certaines modifications spéciales à l'Etat-civil des indigènes, étaient apportées à l'Etat-civil organisé par le Dahir du 4 septembre 1915 ; il ne saurait être question en effet, d'appliquer aux indigènes du Maroc le Dahir actuel sur l'Etat-civil en se bornant à déclarer que les articles relatifs au mariage ne seront pas applicables aux indigènes. D'autres modifications sont nécessaires pour que cette nouvelle obligation soit facilement acceptée des indigènes.

Il a été dit précédemment, au cours de cette étude, que le Parquet général de Rabat, dans le projet de Dahir sur l'Etat-civil qu'il avait présenté aux services de la Résidence générale, avait inséré un certain nombre d'articles relatifs aux déclarations de naissance et de décès à faire par les indigènes et aux transcriptions des mariages et des divorces. Ce projet de Dahir dans ses articles 50, 51 et 52 déclarait les dispositions des articles précédents organisant

l'Etat-civil pour les Européens applicables aux indigènes, se bornant à apporter quelques modifications telles que l'obligation pour l'officier de l'Etat-civil, de prévenir du décès d'un individu le Cadi de la résidence du défunt ou les formalités à accomplir pour parvenir à la transcription de l'acte de mariage ou du décès d'un indigène. Pareilles dispositions n'étaient pas applicables telles qu'elles étaient, le moment n'était pas opportun non plus et le gouvernement chérifien l'a bien compris, puisque ces articles n'ont pas été maintenus dans le Dahir promulgué.

Il serait nécessaire, à mon avis, d'apporter au Dahir du 4 septembre 1915, pour le rendre applicable facilement aux milieux indigènes, certaines modifications de forme qui en feraient presque un Dahir nouveau.

1^o Réception de la déclaration de naissance ou de décès. — Dans les villes érigées en municipalités, la déclaration pourrait être reçue au siège des services municipaux, mais elle devrait être faite devant un employé indigène (fqih ou interprète) qui la transcrirait tout de suite en arabe sur un registre côté et paraphé et la traduirait ensuite en français sur ce même livre dans une partie de la page réservée à cet effet. Cette double partie en français et en arabe permettrait aussi bien aux fonctionnaires français qu'aux fonctionnaires arabes (caïds et cadis par exemple) de prendre connaissance des actes de l'Etat-civil concernant des indigènes de leur ressort judiciai-

re ou de leur circonscription administrative. Il peut être intéressant en effet, pour un pacha et surtout pour un cadi de connaître l'Etat-civil de leurs justiciables. A l'heure actuelle, quand il faut partager un héritage, le Cadi pour s'assurer des droits de chacun, fait établir par ses notaires des actes de notoriété par devant témoins; sa tâche serait beaucoup simplifiée et les chances d'erreurs beaucoup moins nombreuses, s'il lui était possible de demander à un bureau de l'Etat-civil l'acte de naissance de chacun des futurs héritiers. Une copie en arabe de l'acte écrit en arabe sur les registres lui serait délivrée et le Cadi pourrait procéder de suite et sans crainte d'erreurs au partage de la succession. Avantage aussi pour les bénéficiaires de l'héritage qui n'auraient pas à rechercher les témoins, dépenser du temps et quelquefois beaucoup d'argent pour engager cette procédure devant le Cadi.

Dans les tribus de l'intérieur, les déclarations de naissance et de décès pourraient être reçues par les cadis des campagnes ou par un des notaires l'assistant. Il n'est pas possible évidemment de demander à un indigène de l'intérieur de venir au centre administratif le plus proche et de faire parfois un déplacement d'une longue journée pour faire sa déclaration à l'Etat-civil. Le Cadi compétent pour la tribu habite, en général, au milieu de la tribu et le déplacement imposé de ce fait à l'indigène ne serait que de quelques heures. L'indigène ne saisira pas bien tout d'abord l'utilité d'une telle déclaration; lui imposer en outre un long

déplacement pour la faire, ce serait aller à un échec certain. Ces déclarations, de même que celles reçues dans les villes, inscrites sur des registres cotés et paraphés, seront reçues en arabe et traduites en français par un interprète du Contrôle civil dans une partie de page réservée à cet effet.

2^o *Tenue des registres.* — Les registres cotés et paraphés par l'autorité administrative pourraient n'être tenus qu'en deux exemplaires et non plus en trois comme dans le régime d'Etat-civil institué par le Dahir du 4 septembre 1915. Ces registres, en effet, ne sont destinés qu'au Maroc, il serait inutile d'en tenir un troisième exemplaire destiné à être envoyé en France on ne comprendrait pas très bien l'utilité d'une telle mesure. L'un de ces registres resterait au siège de la municipalité ou de l'autorité administrative de contrôle suivant qu'il s'agit d'indigènes habitant une ville ou une tribu de l'intérieur et l'autre exemplaire pourrait être adressé au secrétariat greffe du Haut Tribunal chérifien à Rabat. Des copies des actes de déclarations figurant sur les registres pourraient être délivrées moyennant un léger droit soit par l'autorité locale, soit par le secrétariat greffe du Haut Tribunal chérifien.

Dans le libellé des déclarations, la concordance des dates entre le calendrier musulman et le calendrier grégorien serait indiquée afin que les particuliers ou les administrations européennes n'aient pas de recherches à faire à ce sujet.

3° *Comparants à l'acte.* — Les personnes contraintes de faire la déclaration seraient les mêmes que celles spécifiées au Dahir du 4 septembre 1915, mais un seul témoin au lieu de deux serait exigé afin de rendre ces formalités moins ennuyeuses pour l'indigène. Il serait bon également de rendre le mokadden de quartier ou le cheikh de la tribu responsable de ces déclarations et de l'obliger à faire lui-même ces déclarations en cas de mauvaise volonté des indigènes tenus à la déclaration.

Les autres dispositions édictées par le Dahir du 4 septembre 1915 en ce qui concerne la déclaration des naissances et des décès pourraient être maintenues sans inconvénients dans le nouveau Dahir. Les délais impartis notamment pour faire ces déclarations seraient suffisants pour permettre à l'indigène de se présenter à l'Etat-civil dans les délais légaux.

Tel pourrait être l'Etat-civil imposé aux indigènes; ce serait ainsi qu'on peut s'en rendre compte un régime d'Etat-civil tout à fait différent de celui imposé aux Européens résidant au Maroc. Appliqué judicieusement et sans brusquerie, il y aurait beaucoup de chances pour que cet Etat-civil soit admis facilement par les indigènes. Au surplus quelques mesures administratives prises en même temps que la promulgation de ce Dahir pourraient contribuer au succès de cet Etat-civil; ces mesures consisteraient d'une façon générale à donner des avantages aux indigènes munis de leurs actes de naissance dressés au bureau de l'Etat-civil indigène. Il serait possible de décider, par exem-

ple, que pour solliciter un emploi de l'Etat ou d'une administration publique (secrétaire indigène, interprète, chaouh, garde forestier, douanier, etc.) il sera nécessaire désormais de fournir un acte de naissance régulier, ou encore que tout enfant entrant dans une école du gouvernement devra être muni de son acte de naissance régulier. Des mesures de ce genre ne suffiraient pas évidemment à elles seules à faire adopter cet Etat-civil mais elles constitueraient un adjuvant appréciable aux efforts que tenteraient les autorités pour persuader les indigènes de recourir à l'Etat-civil.

Tel est l'état actuel de la question Etat-civil dans la zone française de l'empire chérifien. Les Français qui, jusqu'en 1915, ne pouvaient faire enregistrer leurs déclarations que par devant les consuls de leur nationalité, ont maintenant la possibilité de recourir à l'Etat-civil institué par le Dahir du 4 septembre 1915. Ils ne peuvent y trouver que des avantages car tout en se servant d'un Etat-civil qui leur donne les mêmes garanties que l'Etat-civil français, ils ont à leur disposition des bureaux d'Etat-civil plus nombreux et les prescriptions édictées par ce Dahir sont plus souples que ne l'est le Code civil et plus en rapport avec leur situation au Maroc. Cet Etat-civil est le dernier en date de tous les Etats-civils européens; nul doute que l'empire chérifien, toujours avide de progrès, ne lui apporte quand il le jugera utile, toutes les modifications et tous les perfectionnements nécessaires pour

faire du régime institué par le Dahir du 4 septembre 1915 un Etat-civil parfait auquel auront recours indistinctement Européens et indigènes,

Vu :
Le Président de thèse,
C. PERREAU

Vu :
Le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur
de l'Académie de Paris
P. APPELL

ÉTAT-CIVIL

Pièces annexes

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 22 SEPTEMBRE 1915
PORTANT CRÉATION DES BUREAUX D'ÉTAT-CIVIL.

« Le grand Vizir,

« Vu le Dahir du 24 chaoual 1333 (4 septembre 1915)
« constituant un Etat-civil dans la zone française
« de l'empire chérifien, notamment en ses articles
« 1, 3 et 60.

« Arrête :

« ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du Dahir
« du 25 chaoual 1333 (4 septembre 1915) sur l'Etat-ci-
« vil entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1915 dans
« les localités énumérées au tableau ci-dessous et
« pour la circonscription relevant de chacune de
« ces localités.

« ART. 2. — Sont investis des fonctions d'officier
« de l'Etat-civil les fonctionnaires ou personnes dési-
« gnées au tableau ci-dessous.

« ART. 3. — Les sujets marocains résidant dans les
« circonscriptions mentionnées au tableau ci-dessous
« auront latitude de recourir à l'Etat-civil institué
« pour la déclaration des naissances et des décès.

« ART. 4. — Les personnes résidant dans une cir-
« conscription administrative où il ne serait pas créé
« de bureau de l'Etat-civil auront latitude de recourir
« au bureau de l'Etat-civil le plus rapproché de leur
« résidence ou encore à celui dont l'accès leur serait
« le plus facile.

« ART. 5. — Des arrêtés ultérieurs détermineront
« toutes autres dispositions nécessaires.

« Fait à Rabat, le 12 kaada 1333
(22 septembre 1915)

« M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS »

« *Grand Vizir* »

« Vu pour promulgation et mise à exécution

« Casablanca, le 25 septembre 1915,

« Le Commissaire Résident Général,

« LYAUTEY ».

Tableau des circonscriptions de l'État-civil chérifien

Nom des localités	Circonscriptions de l'Etat-civil	Officiers de l'Etat-civil
Rabat	Ville de Rabat, con- trôle de Rabat-ban- lieue, ville et ban- lieue de Salé.	Chef des Services municipaux de Ra- bat ou son sup- pléant.
Kénitra ...	Contrôle civil de Ké- nitra.	Contrôleur civil ou son suppléant.
Darbel	Bureau des rensei- gnements.	Chef de bureau ou son suppléant
Hamri ..	Bureau des rensei- gnements.	Chef de bureau ou son suppléant.
Mechra bel Ksiri ...	Bureau des rensei- gnements.	Chef de bureau ou son suppléant.
Petit-Jean .	Bureau des rensei- gnements.	Chef de bureau ou son suppléant.
Oudjda	Ville et banlieue d'Oudjda.	Consul, maire ou son suppléant.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 23 OCTOBRE 1915.
PORTANT CRÉATION D'UN BUREAU DE L'ÉTAT-CIVIL
A SAFI.

« Le Grand Vizir,
« Vu le Dahir du 24 chaoual 1333 (4 septembre 1915)
« constituant un Etat-civil dans la zone française de
« l'Empire chérifien, notamment sur ses articles
« 13 et 60;

« Vu l'arrêté viziriel du 12 kaada 1333 (22 septem-
« bre 1915), créant un certain nombre de bureaux de
« l'Etat-civil,

« Arrête :

« ARTICLE PREMIER. — Il est créé un bureau de
« l'Etat-civil à Safi, ayant pour circonscription le
« cercle des Abda et la ville de Safi.

« ART. 2. — Ce bureau de l'Etat-civil fonctionnera à
« dater du 1^{er} novembre 1915, dans les conditions
« spécifiées aux articles 3 et 4 de notre arrêté du
« 12 kaada 1333 (22 septembre 1915)

ART. 3. — Est investi des fonctions d'officier de
« l'Etat-civil, le chef des Services municipaux ou son
« suppléant.

« Fait à Rabat, le 13 hidja 1333.
(23 octobre 1915)

« M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS
« *Grand Vizir* ».

« Vu pour promulgation et mise à exécution,
« Casablanca, le 24 octobre 1915,
« Le Commissaire Résident Général,
« LYAUTEY ».

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 4 DÉCEMBRE 1915.
(20 moharrem 1334)
PORTANT CRÉATION DE BUREAUX DE L'ÉTAT-CIVIL.

« Le grand Vizir,

« Vu le Dahir du 4 septembre 1915 (24 choual
« 1333), constituant un Etat-civil dans la zone fran-
« çaise de l'Empire chérifien, notamment en ses arti-
« cles 1, 3 et 60;

« Vu l'arrêté viziriel du 22 septembre 1915 (12 kaada
« 1333), portant création de bureaux de l'Etat-civil,
« Arrête :

« ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du Dahir du
« 4 septembre 1915 (24 choual 1333) sur l'Etat-civil
« entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1916 dans les loca-
« lités énumérées au tableau ci-dessous et pour la cir-
« conscription qui y est déterminée.

ART. 2. — Sont investis des fonctions d'officier de
« l'Etat-civil les fonctionnaires ou personnes désignées
« au tableau ci-dessous.

« ART. 3. — Les dispositions des articles 3 et 4 de
« l'arrêté viziriel du 22 septembre 1915 (12 kaada
« 1333) recevront leur application dans les localités
« énumérées au tableau ci-dessous et pour ma circons-
« cription qui y est déterminée.

« ART. 4. — Des arrêtés ultérieurs détermineront
« toutes autres dispositions nécessaires.

« Fait à Rabat, le 16 moharrém 1334.

(4 décembre 1915).

« *M'hammed Ben Mohammed el Guebbas* »

« *Grand Vizir* »

« Vu pour promulgation et mise à exécution

« Rabat, le 10 décembre 1915,

« Le Commissaire Résident Général,

« **LYAUTEY** ».

Tableau des circonscriptions de l'État-civil chérifien

Nom des localités	Circonscription de l'Etat-civil	Officiers de l'état-civil
Casablanca .	Ville de Casablanca contrôle de Casa- blanca banlieue.	Chef des services municipaux ou son suppléant.
Mazagan ..	Ville de Mazagan et Cercle des Dou- kala.	Chef des Services municipaux ou son suppléant.
Mogador ...	Ville de Mogador et cercle des Haha Chiadma.	Chef des Services municipaux ou son suppléant.
Marrakech.	Ville et région moins les Haha Chiadma.	Chef des Services municipaux ou son suppléant.
Ber Rechid .	Territoire de l'annexe de Ber Rechid.	Chef de l'annexe de Ber Rechid ou son suppléant.
Settat	Territoire de Settat.	Chef de l'annexe de contrôle de Settat chargé des services municipaux ou son suppléant.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 JANVIER 1916

(2 rebia 1334)

*p rlant f nclinnement d'un bureau d'Etat-civil
à Fédalah.*

« Le Grand Vizir,

« Vu le Dahir du 4 septembre 1915 (24 chaoual
« 1333), constituant un Etat-civil dans la zone fran-
« çaise de l'Empire chérifien, notamment en ses ar-
« ticles 1, 3 et 60.

« Arrête :

« ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du Dahir du
« 4 septembre 1915 (5 chaoual 1333), sur l'Etat-civil
« entreront en vigueur le 1^{er} février 1916 à Fédalah.

« ART. 2. — Ce bureau de l'Etat-civil aura pour cir-
« conscription le centre urbain de Fédalah.

« ART. 3. — Est investi des fonctions d'officier de
« l'Etat-civil, M. Caille, instituteur à Fédalah.

« La suppléance sera assurée par le brigadier de
« gendarmerie de cette localité.

« Fait à Rabat, le 2 rebia 1334,

« (8 janvier 1916)

« *M'hammed ben Mohammed el Guebbas, « Grand Vizir»*

« Vu pour promulgation et mise à exécution :

« Rabat, le 12 janvier 1916

« Le Ministre Plénipotentiaire,

« Délégué à la Résidence Générale,

« SAINT-AULAIRE ».

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 22 JANVIER 1916

(16 rebia 1334)

portant création de bureaux de l'Etat-civil dans les localités de Berguent, El Aïoun, Taourirt, Guercif, Martimprey, Berkane et les circonscriptions relevant de chacune de ces localités.

« Le grand Vizir,

« Vu le Dahir du 4 septembre 1915 (24 chaoual 1333) constituant un Etat-civil dans la zone française de l'empire chérifien, notamment en ses articles 1, 3 et 60.

« Arrête :

« ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du Dahir du 4 septembre 1915 (24 chaoual 1333) sur l'état-civil entreront en vigueur le 1^{er} mars 1916 dans les localités de Berguent, El Aïoun, Taourirt, Guercif, Martimprey, Berkane et pour les circonscriptions relevant de chacune de ces localités.

« ART. 2. — Sont investis des fonctions d'officier de l'Etat-civil les chefs du bureau de renseignements de ces localités ou leurs suppléants.

« ART. 3. — Les sujets marocains résidant dans les circonscriptions mentionnées ci-dessus auront latitude de recourir à l'Etat-civil institué pour la déclaration des naissances et des décès.

« ART. 4. — Les personnes résidant dans une circonscription administrative où il ne serait pas créé de bureau de l'Etat-civil, auront latitude de recourir au bureau de l'Etat-civil le plus rapproché de leur

« résidence ou encore à celui dont l'accès leur serait
« le plus facile.

« ART. 5. — Des arrêtés ultérieurs détermineront
« toutes autres dispositions nécessaires.

« Fait à Rabat, le 16 rebia 1 a334,

(22 janvier 1916)

« *M'hammed ben M'hammed el Guebbas* »,

« *Grand Vizir* »

« Vu pour promulgation et mise à exécution,

« Casablanca, le 3 janvier 1916,

« Le Ministre Plénipotentiaire,

« Délégué à la Résidence Générale

« SAINT-AULAIRE ».

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 JANVIER 1916

(28 safar 1334)

portant création de bureaux de l'Etat-civil dans
les villes de Fez et Meknès et les circonscriptions
relevant chacune de ces localités.

« Vu le Dahir du 4 septembre 1915 (24 chaoual
« 1333), constituant un Etat-civil dans la zone fran-
« çaise de l'Empire chérifien, notamment en ses ar-
« ticles 1, 3 et 60,

« Arrête :

« ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du Dahir du
« 4 septembre 1915 (24 chaoual 1333) entreront en
« vigueur le 20 février 1916, dans les villes de Fez
« et de Meknès.

« ART. 2. — Cet Etat-civil n'est pas accessible aux
« sujets de l'Empire chérifien.

« ART. 3. — Le bureau de l'Etat-civil de Fez aura
« pour circonscription tout le territoire de la région
« de Fez, le bureau d'Etat-civil de Meknès a pour
« circonscription tout le territoire de la région de
« Meknès.

« ART. 4. — Sont investis des fonctions d'officier
« de l'Etat-civil, dans chacune de ces villes, le Chef
« des Services Municipaux ou son suppléant.

Fait à Rabat, le 28 safar 1334

(5 janvier 1916)

« *M'hammed ben M'hammed el-Guebbas,*
« *Grand Vizir* »

« Vu pour promulgation et mise à exécution :

« Rabat le 6 février 1916

« Le ministre Plénipotentiaire

« Délégué à la Résidence Générale

« SAINT-AULAIRE »

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 AOÛT 1919

(7 kaada 1337)

p rlanl créali n d'un bureau d'Etat-civil
à Oued-Zem.

« Le grand Vizir.

« Vu le Dahir du 24 chaoual 1333 (4 septembre
« 1915) constituant un Etat-civil dans la zone fran-
« çaise de l'empire chérifien notamment et les arti-
« cles 1^{er}, 3 et 60;

« Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du Dahir
« du 4 septembre 1915 (24 chaoual 1333) sur l'Etat-
« civil entreranno en vigueur le 1^{er} août 1919 à Oued
« Zem, où il est créé un bureau d'Etat-civil.

« ART. 2. — Ce bureau d'Etat-civil aura pour cir-
« conscription le centre urbain de Oued-Zem.

« ART. 3. — Est investi des fonctions d'officier
« de l'Etat-civil, le Chef du bureau des Renseigne-
« ments.

(Fait à Rabat, le 7 kaada, 1337,
(5 août 1919)

Bouchaib Doukkali, Suppléant du Grand Vizir
« Vu pour promulgation et mise à exécution

« Rabat, le 12 août 1919

Pour le Commissaire Résident Général,
Le délégué de la Résidence générale,

« U. BLANC ».

« ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 9 AVRIL 1921

(30 Rejeb 1339)

étendant à la ville de Taza les dispositions du Dahir
du 4 septembre 1915 (24 choual 1333) sur l'Etat-civil.

« Le grand Vizir.

« Vu le Dahir du 4 septembre 1915 (24 choual
« 1333) constituant un Etat-civil dans la zone fran-
« çaise de l'Empire chérifien.

« Arrête :

« ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du Dahir
« du 4 septembre 1915 (24 chaoual 1333) constituant

« un Etat-civil dans la zone française de l'Empire
« chérifien, entreront en vigueur le 1^{er} juin 1921, à
« Taza.

« ART. 2. — Le bureau de l'Etat-civil de Taza aura
« pour circonscription le centre urbain de ladite ville.

ART. 3. — Le chef des Services municipaux
« de Taza est investi des fonctions d'officier de l'Etat-
« civil.

« Fait à Fès, le 30 rejeb 1339,
(9 avril 1921)

« *M hammed El Mokri*

« Vu pour promulgation et mise à exécution :

« Rabat, le 2 mai 1921.

« Le Maréchal de France,

« Commissaire Résident Général

« *LYAUTEY* ».

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 JUILLET 1921

(12 kaada 1339)

créant un bureau de l'Etat-civil à Tiflet

« Le Grand Vizir,

« Vu le Dahir du 4 septembre 1915 (24 chaoual
« 1333) constituant un Etat-civil dans la zone fran-
« gaise de l'Empire chérifien notamment en ses arti-
« cles 1^{er}, 1 et 60.

« Arrête :

« ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du Dahir
« du 4 septembre 1915 (24 chaoual 1333) sur l'Etat-
« civil entreront en vigueur le 1^{er} août 1921, à Tiflet,
« où il est créé un bureau de l'Etat-civil.

« ART. 2. — Ce bureau aura pour circonscription
« le Contrôle civil des Zemmour.

« ART. 3. — Est investi des fonctions d'officier
« de l'Etat-civil, le chef du Contrôle civil des Zem-
« mour ou son adjoint.

« Fait à Rabat, le 12 kaada 1339,
(19 juillet 1921).

« Vu pour promulgation et mise à exécution :

« Rabat, le 25 juillet 1921.

« Pour le Maréchal de France,

« Commissaire Résident Général

« Le Secrétaire général du Protectorat

« DE SORBIER DE POUGNADORESSÉ. »

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 NOVEMBRE 1921

(23 rebia 1340)

portant création d'un bureau d'Etat-civil à Agadir.

« Le grand Vizir,

« Vu le Dahir du 4 septembre 1915 (24 choual 1333)

« constituant un Etat-civil dans la zone française

« de l'empire chérifien,

« Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du Dahir

« du 4 septembre 1915 (24 choual 1333) sur l'Etat-

« civil entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1922 à

« Agador.

ART. 2. — Ce bureau d'Etat-civil aura pour cir-
« conscription le centre urbain d'Agadir.

ART. 3. — Le chef du bureau des renseignements

« d'Agadir ou son adjoint est investi des fonctions
« d'officier d'Etat-civil.

« Fait à Rabat, le 27 rebia 1340
(28 novembre 1921).

« *Mohammed El Mokri*

« Vu pour promulgation et mise à exécution :

« Rabat, le 3 décembre 1921,

« Pour le maréchal de France,

« Commissaire Résident Général,

« Le Ministère Plénipotentiaire,

« Le délégué à la Résidencegénérale

« URBAIN BLANC. »

BIBLIOGRAPHIE

Codes et Lois en vigueur dans le Protectorat français au Maroc. — Imprimerie nationale, Etude de M. de Lapradelle comme introduction au Dahir sur la condition civile des français et des étrangers.

Houdas. — *Traité de Droit Musulman.*

Larcher. — *Traité élémentaire de législation algérienne.*

Zeys. — *Code annoté de la Tunisie.*

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

<i>I. — L'Etat Civil n'est pas en usage parmi les indigènes de l'Empire chérifien</i>	7
<i>II. — Etat Civil consulaire. Les inconvénients</i>	17
<i>III. — Le développement de la colonisation européenne et l'état politique de la zone française de l'empire chérifien obligent le gouvernement à créer un Etat-civil propre à cette zone</i>	23
<i>IV. — Essai d'Etat Civil propre à la région du Gharb (Dahir du 18 juin 1913)</i>	28
<i>V. — Le mariage religieux</i>	34
<i>a) Ordonnance royale du 3 mars 1781 ..</i>	36
<i>b) Validité de ce mariage. Jugements des Tribunaux du Maroc</i>	38
<i>c) La validité du mariage religieux doit-elle être limitée au mariage célébré devant le Ministre du culte catholique ou étendue aux autres mariages religieux</i>	51
<i>d) Inconvénients du mariage religieux. Ses dangers</i>	59

DEUXIÈME PARTIE

Promulgation du Dahir du 4 septembre 1915.

<i>I. — La création d'un Etat-civil propre à la zone française de l'empire chérifien a été prévue par les conventions de la Haye du 12 juin 1903 et le Dahir sur la condition civile des français et des étrangers dans le protectorat français du Maroc</i>	66
<i>II. — Promulgation du Dahir du 4 septembre 1915 ..</i>	69
<i>III. — Arrêtés viziriels pris en application du Dahir du 4 septembre 1915.....</i>	99

TROISIÈME PARTIE

Etude critique de l'Etat-Civil chérifien.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Dispositions Générales</i>	118
1 ^o Obligation de mentionner la nationalité du comparant dans les actes de l'Etat-civil	118
2 ^o Tenue des registres en trois exemplaires	120
3 ^o Mesures diverses	123
CHAPITRE II. — <i>Actes de naissance</i>	126
1 ^o Délai imparti pour la déclaration d'une naissance	126
2 ^o Compétence de l'officier de l'Etat-civil pour recevoir une déclaration de naissance du Dahir (4 juin 1917)	128
3 ^o Réglementation concernant la découverte des enfants trouvés.	140
4 ^o Dispositions concernant les reconnaissances d'enfants	143
CHAPITRE III. — <i>Actes de Mariages</i>	146
1 ^o Production du certificat de coutume	146
2 ^o Délivrance obligatoire du livret de famille	151
3 ^o Légitimation des enfants avant le mariage	153
CHAPITRE IV. — <i>Des actes de décès</i>	156
1 ^o Délai imparti pour la déclaration des décès	156
2 ^o Obligation de mentionner les décès en marge des actes de naissances	160
3 ^o Absence de toute réglementation en ce qui concerne les décès à bord des navires	161
4 ^o Réglementation postérieures au Dahir du 4 septembre 1915 en ce qui concerne les décès	163
CHAPITRE V. — <i>Rectification des actes de l'Etat civil.</i> <i>Mesures d'assistance</i>	169

QUATRIÈME PARTIE

Etat actuel du régime de l'État civil dans la zone française de l'empire chérifien.

<i>I. — Dans l'élément européen</i>	171
<i>II. — Dans l'élément indigène</i>	177
<i>a) Mesures de police prises actuellement en ce qui concerne les décès parmi les indigènes</i>	178
<i>b) Peut-on recevoir une déclaration faite par un indigène malgré l'absence de certificats médicaux</i> ...	181
<i>c) Peut-on obliger les indigènes à faire une déclaration de naissance ou de décès</i>	186
<i>III. — Possibilité d'avenir de cet Etat-civil</i>	190
<i>a) Réglementation suivie en Algérie.</i>	192
<i>b) Réglementation suivie en Tunisie.</i>	198
<i>c) Mesures spéciales à prendre au Maroc pour rendre cet Etat-civil facilement accessible aux indigènes</i>	203
